



Rapport de gestion

**Semestres clos les
30 juin 2004 et 2003**

1	Vue d'ensemble	5
1.1	Activité et rentabilité du Groupe	6
1.1.1	Les principales données opérationnelles	6
1.1.2	Les principales données du résultat net et de la dette	8
1.2	Le plan « Ambition FT 2005 ».....	10
1.3	Perspectives d'avenir	12
2	Du chiffre d'affaires au résultat d'exploitation et les dépenses d'investissements du Groupe	14
2.1	Chiffre d'affaires.....	14
2.2	Du chiffre d'affaires au résultat d'exploitation avant amortissements	15
2.2.1	Charges opérationnelles avant amortissements hors charges de personnel	15
2.2.2	Charges de personnel	16
2.3	Résultat d'exploitation avant amortissements	18
2.4	Du résultat d'exploitation avant amortissements au résultat d'exploitation.....	18
2.4.1	Dotations aux amortissements des immobilisations	18
2.4.2	Amortissements des écarts actuariels du plan de congés de fin de carrière	18
2.5	Résultat d'exploitation.....	19
2.6	Dépenses d'investissement	19
2.6.1	Investissements corporels et incorporels hors licences GSM et UMTS	19
2.6.2	Acquisitions de licences UMTS et GSM	20
2.6.3	Investissements financiers	20
3	Analyse du résultat d'exploitation et des investissements corporels et incorporels par segment d'activité	21
3.1	Segment Orange.....	22
3.1.1	Les données opérationnelles du segment Orange	22
3.1.2	Chiffre d'affaires du segment Orange	23
3.1.3	Résultat d'exploitation avant amortissements, résultat d'exploitation, et investissements corporels et incorporels hors licences du segment Orange	24
3.1.4	Sous-ensemble Orange France	24
3.1.5	Sous-ensemble Orange Royaume-Uni	26
3.1.6	Sous-ensemble Orange Reste du monde	28
3.1.7	Fonctions Supports du segment Orange	30
3.2	Segment Wanadoo.....	30
3.2.1	Les données opérationnelles du segment Wanadoo	31
3.2.2	Chiffre d'affaires du segment Wanadoo	32
3.2.3	Résultat d'exploitation avant amortissements, résultat d'exploitation, et investissements corporels et incorporels du segment Wanadoo	32
3.2.4	Sous-ensemble Accès, Portails, e-Commerce	33
3.2.5	Sous-ensemble Annuaire	35
3.3	Segment Fixe, Distribution, Réseaux, Grands Comptes et Opérateurs.....	37
3.3.1	Les données opérationnelles du segment Fixe, Distribution, Réseaux, Grands Comptes et Opérateurs	37
3.3.2	Chiffre d'affaires du segment Fixe, Distribution, Réseaux, Grands Comptes et Opérateurs	38
3.3.3	Résultat d'exploitation avant amortissements, résultat d'exploitation et investissements corporels et incorporels du segment Fixe, Distribution, Réseaux, Grands Comptes et Opérateurs	43
3.4	Segment Equant	45
3.4.1	Les données opérationnelles du segment Equant	45
3.4.2	Chiffre d'affaires du segment Equant	45
3.5	Segment TP Group	47
3.5.1	Les données opérationnelles du segment TP Group	48
3.5.2	Chiffre d'affaires du segment TP Group	48
3.5.3	Résultat d'exploitation avant amortissements, résultat d'exploitation, et investissements corporels et incorporels hors licences du segment TP Group	50

3.6 Segment Autres International	51
3.6.1 Les données opérationnelles du segment Autres International	51
3.6.2 Chiffre d'affaires du segment Autres International	52
3.6.3 Résultat d'exploitation avant amortissements, résultat d'exploitation et investissements corporels et incorporels du segment Autres International	52
4 Du résultat d'exploitation au résultat net part du Groupe	53
4.1 Charges financières nettes et écart de change net	53
4.2 Résultat courant des sociétés intégrées	54
4.3 Autres produits et charges non opérationnels	54
4.3.1 Plus et moins -values de cession	54
4.3.2 Dotations et reprises de provisions	54
4.3.3 Coûts de restructuration	55
4.3.4 Autres	55
4.4 Impôt sur les sociétés	55
4.5 Participation des salariés	57
4.6 Résultat net des sociétés intégrées	57
4.7 Résultat des sociétés mises en équivalence	57
4.8 Amortissement des écarts d'acquisition	57
4.8.1 Amortissement des écarts d'acquisition	57
4.8.2 Amortissement exceptionnel des écarts d'acquisition	58
4.9 Résultat net de l'ensemble consolidé	58
4.10 Résultat net Part du Groupe	58
5 Endettement financier, ressources de financement et situation de trésorerie	59
5.1 Endettement financier et ressources de financement	59
5.1.1 Echancier de l'endettement financier net	59
5.1.2 Emprunts obligataires et autres émissions d'emprunts	61
5.1.3 Lignes de crédit	61
5.1.4 Notation	62
5.1.5 Gestion des covenants	62
5.2 Situation de trésorerie	63
5.2.1 Flux net de trésorerie généré par l'activité	64
5.2.2 Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissements	64
5.2.3 Flux net de trésorerie affecté aux opérations de financement	65
6 Obligations contractuelles et engagements hors bilan	66
7 Informations complémentaires	67
7.1 Evénements postérieurs à la clôture	67
7.2 Mise en œuvre des normes IFRS (International Financial Reporting Standards) dans le groupe France Télécom	67
7.3 Glossaire	68

1 VUE D'ENSEMBLE

● *L'évolution du Groupe*

Comme opérateur global de télécommunications, France Télécom a des activités en France et à l'international dans chacun des secteurs suivants : la téléphonie fixe, les mobiles, l'Internet et les services de transmission de données aux entreprises. France Télécom assure aujourd'hui des services auprès de 119,6 millions de clients dans le monde.

Ces dernières années, la demande du marché européen des télécommunications a rapidement augmenté en raison de la conjugaison de différents facteurs : la mondialisation des échanges, l'intégration croissante des marchés européens, la croissance rapide de la téléphonie mobile, l'avènement et la croissance de l'Internet et le développement des échanges de données.

Dans ce cadre et dans un contexte d'intensification de la concurrence, France Télécom a poursuivi, durant la période 1999 – 2002, une stratégie de développement de nouveaux services et a accéléré son développement international par croissance externe, dans l'objectif d'atteindre très rapidement une taille critique au niveau européen dans les marchés en forte croissance, et plus particulièrement ceux des mobiles et de l'Internet. Ces investissements stratégiques n'ont pu pour l'essentiel être financés en actions, ce qui a entraîné une augmentation importante de la dette du Groupe.

Le lancement du Plan « Ambition FT 2005 » fin 2002, la réussite des volets de ce plan portant sur le refinancement de la dette du Groupe et le renforcement des fonds propres, et les bons résultats du programme TOP obtenus en 2003, ont permis de desserrer l'étau financier et d'engager le désendettement du Groupe de façon très significative.

Ceci permet au Groupe de se consacrer pleinement au développement de sa stratégie d'opérateur global intégré en anticipant les changements de l'industrie des télécommunications.

Le marché des télécommunications est en effet en plein renouvellement. Les clients disposent désormais d'une grande variété d'outils de communication, qui ont considérablement développé les usages, mais l'offre qui leur est proposée reste fragmentée. En effet, le monde des télécommunications reste organisé en réseaux et services séparés (fixe, mobile, Internet). La mission d'un opérateur global comme France Télécom est de mettre les préoccupations du client au centre de ses services, pour lui offrir un univers de communication intégré, indépendant du terminal ou du réseau qu'il emprunte.

Pour cela, France Télécom entend notamment s'appuyer sur son portefeuille d'actifs de premier plan.

France Télécom possède un portefeuille complet d'activités (fixe, mobile, Internet), tournées vers tous les segments de clientèle (grand public, petites et moyennes entreprises, multinationales) et d'usages (personnels, domestiques, professionnels) dans la plupart des contextes (domicile, bureau, déplacement, mobilité). Ces actifs lui donnent les meilleurs atouts pour répondre aux attentes des clients et développer une offre intégrée de services de communication.

Cette stratégie d'opérateur intégré s'est concrétisée à la fin de l'année 2003 et au 1^{er} semestre 2004 par l'acquisition des participations des actionnaires minoritaires d'Orange et de Wanadoo, la mise en place d'une nouvelle organisation du Groupe cohérente avec cette stratégie, et le lancement de nouvelles gammes de services de communication résidentiels notamment.

● *Les segments d'activité*

Afin de refléter la structure de ses opérations selon ses différents métiers et filiales, France Télécom a défini les six segments d'activité suivants « Orange », « Wanadoo », « Fixe, Distribution, Réseaux, Grands Comptes et Opérateurs », « Equant », « TP Group » et « Autres International ».

Les segments de France Télécom évoluent en fonction de ses activités et de son organisation.

Les données relatives aux segments qui sont présentées dans les paragraphes suivants s'entendent, sauf mention contraire, avant élimination des opérations inter-segments. D'autre part, les variations ci-après, sont calculés sur la base des données en milliers d'euros, bien qu'affichées en millions d'euros.

1.1 ACTIVITE ET RENTABILITE DU GROUPE

1.1.1 Les principales données opérationnelles

Le chiffre d'affaires, le résultat d'exploitation avant amortissements des immobilisations et des écarts actuariels du plan de congés de fin de carrière (désigné ci-après résultat d'exploitation avant amortissements ou REAA), le résultat d'exploitation et l'indicateur du résultat d'exploitation avant amortissements moins les investissements corporels et incorporels hors licences (REAA – CAPEX) du Groupe sont présentés dans le tableau ci-après pour les semestres clos les 30 juin 2004 et 2003.

Le chiffre d'affaires, le résultat d'exploitation, l'indicateur de REAA – CAPEX, ainsi que la variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation constituent les indicateurs de gestion du Groupe qui permettent de suivre sa performance opérationnelle et celle de ses divisions et sur lesquels est basée l'évaluation des directeurs exécutifs du Groupe et des cadres dirigeants de ces divisions. L'indicateur de REAA – CAPEX est calculé, afin de mieux appréhender les efforts des divisions opérationnelles, sur la base d'investissements corporels et incorporels excluant les investissements non récurrents (licences GSM et UMTS) et hors investissements financés par crédit-bail (désignés ci-après investissements corporels et incorporels hors licences ou CAPEX).

Le tableau suivant présente, pour les semestres clos les 30 juin 2004 et 2003, les principales données opérationnelles du groupe France Télécom (voir note 3 de l'annexe aux comptes consolidés).

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			Variations	
	2004	2003 pro forma (non audité)	2003 historique	04/03 pro forma (non audité)	04/03 historique
Chiffre d'affaires	23 182	22 242	22 852	4,2 %	1,4 %
REAA ⁽¹⁾	8 868	8 296	8 485	6,9 %	4,5 %
<i>REAA / Chiffre d'affaires</i>	<i>38,3 %</i>	<i>37,3 %</i>	<i>37,1 %</i>		
Résultat d'exploitation	5 273	4 673	4 645	12,8 %	13,5 %
<i>Résultat d'exploitation / Chiffre d'affaires</i>	<i>22,7 %</i>	<i>21,0 %</i>	<i>20,3 %</i>		
CAPEX ⁽¹⁾	2 059	2 081	2 162	(1,1)%	(4,8)%
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	<i>8,9 %</i>	<i>9,4 %</i>	<i>9,5 %</i>		
Licences UMTS / GSM	5	0	0		
REAA - CAPEX ⁽¹⁾	6 809	6 215	6 323	9,6 %	7,7 %
Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein)	207 435	222 010	225 592	(6,6)%	(8,0)%

1. Voir les définitions du paragraphe 7.3 « Glossaire ».

● **Données historiques**

En données historiques, le chiffre d'affaires consolidé de France Télécom au 30 juin 2004 s'établit à 23,2 milliards d'euros et connaît une augmentation de 1,4%, comparé au 30 juin 2003. L'évolution du chiffre d'affaires en données historiques est marquée (i) par l'effet de la croissance des activités mobiles et Internet, partiellement compensée par la baisse des revenus de la téléphonie fixe en France, soit une augmentation de 941 millions d'euros, et (ii) par l'impact défavorable des variations de change qui s'établit à –383 millions d'euros, essentiellement liées au zloty et au dollar US, dans la comparaison des deux périodes. Par ailleurs, les variations de périmètre impactant l'évolution du chiffre d'affaires du Groupe entre le 1^{er} semestre 2003 et le 1^{er} semestre 2004 s'élèvent à –221 millions d'euros, compte tenu des cessions de CTE Salvador le 22 octobre 2003, de Menatel le 25 septembre 2003, et de Casema le 28 janvier 2003. En sens inverse, il n'y a eu aucune entrée significative dans le périmètre du groupe France Télécom sur le 1^{er} semestre 2004.

Entre le 1^{er} semestre 2003 et le 1^{er} semestre 2004, le résultat d'exploitation avant amortissements progresse de 4,5% à 8,9 milliards d'euros. Cette croissance est le fait de la forte progression du résultat d'exploitation avant amortissements des activités mobiles et des services fixes en France, ainsi que, dans une moindre mesure, de l'amélioration enregistrée sur les activités Internet. Ces effets positifs sont partiellement compensés par la diminution du résultat d'exploitation des autres segments d'activité, sensiblement affectés (i) par l'effet défavorable des variations de change pour TP Group et Equant, (ii) par l'effet des sorties de périmètre pour les activités internationales, principalement CTE Salvador, ainsi que par l'impact de l'environnement économique difficile et de l'évolution accéléré du marché des Solutions Entreprises pour Equant. Le taux de marge de REAA rapporté au chiffre d'affaires progresse de plus de 1 point, passant de 37,1% au 30 juin 2003 à 38,3% au 30 juin 2004.

Sur la même période, le résultat d'exploitation enregistre une croissance de 13,5% à 5,3 milliards d'euros, amplifiant la croissance du résultat d'exploitation avant amortissements, du fait principalement de :

- de l'absence d'amortissement des écarts actuariels du plan de congé de fin de carrière en 2004, suite à l'application de la Recommandation R03-01 du 1^{er} avril 2003 du Conseil National de la Comptabilité relative aux avantages au personnel, qui a conduit à la qualification des congés de fin de carrière pour les fonctionnaires en indemnités de plans de départ. Les écarts actuariels du plan de congé de fin de carrière restant à amortir viennent désormais en déduction des capitaux propres ;
- de l'impact positif des variations de change sur les dotations aux amortissements, notamment de TP Group ;
- de l'impact de la cession de CTE Salvador, le 22 octobre 2003, sur les dotations aux amortissements ;
- de la baisse des dotations aux amortissements et provisions des immobilisations des activités fixes en France, liée à la baisse des investissements observée ces dernières années.

Ces éléments compensent l'impact de l'amortissement des licences UMTS d'Orange UK depuis le 1^{er} mars 2004, et d'Orange France depuis le 1^{er} avril 2004. Le taux de marge du résultat d'exploitation rapporté au chiffre d'affaires, progresse ainsi de 20,3% au 1^{er} semestre 2003, à 22,7% au 1^{er} semestre 2004, soit une progression de 2,4 points.

L'indicateur de REAA – CAPEX a progressé de 7,7% à 6,8 milliards d'euros en raison de la croissance du résultat d'exploitation avant amortissements et de la baisse des investissements corporels et incorporels hors licences (-4,8%), essentiellement chez TP Group et Equant.

● **Données pro forma**

Afin de les rendre comparables avec celles du 1^{er} semestre 2004, des données pro forma à taux de change constant sont présentées pour le 1^{er} semestre 2003. Ce pro forma consiste à conserver les résultats du semestre écoulé et à retraiter le semestre précédent dans le but de refléter sur des périodes comparables les effets de périmètre tout en neutralisant l'effet taux de change, c'est à dire en appliquant aux données du 1^{er} semestre 2003, le taux de change moyen utilisé pour le compte de résultat du 1^{er} semestre 2004.

Les principales variations de périmètre sont constituées de sorties de périmètres avec :

- la cession de Casema au 28 janvier 2003, prenant effet le 1^{er} janvier 2003 dans les données pro forma,
- la cession de Menatel le 25 septembre 2003, prenant effet le 1^{er} janvier 2003 dans les données pro forma,
- la cession de la participation indirecte dans le capital de CTE Salvador le 22 octobre 2003, prenant effet le 1^{er} janvier 2003 dans les données pro forma.

Le tableau suivant présente pour le 1^{er} semestre 2003, le passage des données historiques aux données pro forma :

(en millions d'euros)	Variations ⁽¹⁾ pro forma (non audité)					Nombre moyen d'employés
	Chiffre d'affaires	REAA	Résultat d'exploitation	CAPEX	REAA - CAPEX	
Données historiques au 30 juin 2003	22 852	8 485	4 645	2 162	6 323	225 592
Sorties de périmètre :						
CTE Salvador	(165)	(82)	(47)	(9)	(73)	(2 891)
Menatel	(27)	(6)	(3)	(2)	(4)	(396)
Casema	(20)	(7)	1	(2)	(5)	(117)
Autres	(9)	10	24	(10)	20	(187)
Total des sorties de périmètres	(221)	(85)	(25)	(23)	(62)	(3 591)
Autres variations ⁽²⁾	(6)	15	85	0	15	9
Variations de change ⁽³⁾	(383)	(119)	(32)	(58)	(61)	
Données pro forma au 30 juin 2003	22 242	8 296	4 673	2 081	6 215	222 010

1. Données contributives.

2. Dont, sur le résultat d'exploitation, 89 millions d'euros liés à l'application de la nouvelle réglementation comptable relative aux avantages au personnel qui a conduit à la qualification des congés de fin de carrière pour les fonctionnaires en indemnités de plans de départ. Les écarts actuariels du plan de congé de fin de carrière restant à amortir viennent désormais en déduction des capitaux propres.

3. Impact des variations de change entre le taux au 30 juin 2003 et le taux au 30 juin 2004.

Les impacts de change sur les données pro forma sont les suivants :

(en millions d'euros)		Variations de change pro forma (non audité)				
Devises		Chiffre d'affaires	REAA	Résultat d'exploitation	CAPEX	REAA - CAPEX
Dollar US	USD	(147)	(8)	21	(18)	10
Zloty	PLN	(208)	(94)	(44)	(34)	(59)
Livre Sterling	GBP	53	15	6	6	8
Livre égyptienne	EGP	(34)	(18)	(10)	(4)	(14)
Autres devises		(47)	(14)	(5)	(8)	(6)
Variations de change		(383)	(119)	(32)	(58)	(61)

Sur cette base pro forma, la croissance au 30 juin 2004 s'établit à 4,2% pour le chiffre d'affaires et s'explique essentiellement par la forte croissance des activités mobiles, notamment à l'international, et Internet, et dans une moindre mesure, par l'amélioration constatée pour les activités internationales et pour TP Group. Cette progression du chiffre d'affaires compense largement la baisse des revenus de la téléphonie fixe en France.

Pour le résultat d'exploitation avant amortissements, cette croissance est de 6,9%, et pour le résultat d'exploitation de 12,8%, soulignant l'amélioration de la rentabilité opérationnelle du Groupe. Ces progressions sont générées essentiellement par la croissance des activités mobiles, notamment à l'international, ainsi que par la forte amélioration de la rentabilité de la téléphonie fixe en France. A l'exception d'Equant, tous les segments affichent un résultat d'exploitation pro forma en progression sur le 1^{er} semestre 2004 par rapport au 1^{er} semestre 2003.

Ainsi, par son positionnement sur les secteurs en croissance et par la poursuite de ses progrès de gestion, le Groupe a amélioré son taux de marge de REAA rapporté au chiffre d'affaires de 1 point à 38,3% au 30 juin 2004. Hors dépenses commerciales¹, ce ratio progresse de 2,7 points à 50,4% au 30 juin 2004. Le taux de marge du résultat d'exploitation rapporté au chiffre d'affaires, progresse quant à lui de 21,0% au 1^{er} semestre 2003, à 22,7% au 1^{er} semestre 2004.

Conjuguant la croissance du résultat d'exploitation avant amortissements à la baisse des investissements corporels et incorporels (-1,1%), l'indicateur de REAA - CAPEX a connu une croissance de 9,6% sur la période.

1.1.2 Les principales données du résultat net et de la dette

● *L'évolution du résultat net*

Le tableau suivant présente pour les 1^{er} semestres 2004 et 2003 les principales données du résultat net du groupe France Télécom.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin	
	2004	2003 historique
Résultat d'exploitation	5 273	4 645
Résultat courant des sociétés intégrées	3 350	2 270
Résultat net des sociétés intégrées	2 710	5 056
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 302	3 054
Résultat net (Part du Groupe)	1 108	2 522

Les charges financières nettes hors TDIRA s'élèvent à -1 609 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2004 contre -2 052 millions d'euros un an auparavant, soit une diminution de 443 millions d'euros. Par ailleurs, les charges d'intérêt relatives aux titres à durée indéterminée remboursables en actions France Télécom (TDIRA), émis dans le cadre du règlement du dossier MobilCom, ont représentées -153 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2004 contre -140 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2003.

L'écart de change net du 1^{er} semestre 2004 représente une perte comptable de -87 millions d'euros contre une perte comptable de -83 millions d'euros pour la même période de l'année 2003.

L'effet de l'actualisation du plan de congés de fin de carrière est de -74 millions sur le 1^{er} semestre 2004, contre -100 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2003.

Compte tenu de ces éléments, le résultat courant des sociétés intégrées s'élève à 3 350 millions d'euros au 30 juin 2004, contre 2 270 millions d'euros au 30 juin 2003.

¹ Dépenses commerciales : Consommations externes liées aux achats de terminaux, aux commissions de distribution et aux dépenses de publicité. Voir paragraphe 7.3 « Glossaire ».

Les autres produits et charges non opérationnels représentent pour le 1^{er} semestre 2004 un montant global de 233 millions d'euros, contre -370 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2003.

- Au **30 juin 2004**, ce poste comprend principalement des dotations et reprises de provisions, dont une provision de -49 millions d'euros relative à l'offre de bons d'achats aux actionnaires historiques de Wanadoo ayant conservé leurs titres de manière ininterrompue dans le cadre de l'Offre Publique Mixte, ainsi que des reprises de provisions concernant MobilCom pour 121 millions d'euros, Uni2 pour 95 millions d'euros, un reliquat de provision de 62 millions d'euros suite au règlement des Certificats de Valeur Garantie (CVG) d'Equant, et les titres Telinvest pour 61 millions d'euros. Les plus ou moins-values de cession, d'un montant de 65 millions au 30 juin 2004, comprennent notamment 50 millions d'euros au titre de la cession de la dernière tranche des titres non consolidés de Pramindo Ikat. Les autres charges non opérationnelles concernent entre autres des coûts de restructuration pour -39 millions d'euros, essentiellement chez Equant et TP Group, un mali rachat d'obligations pour -27 millions d'euros, et des frais d'opérations sur titres.
- Au **30 juin 2003**, les autres produits et charges non opérationnels représentaient un montant global de -370 millions d'euros. Ce poste comprenait des plus-values de cession pour un montant de 92 millions d'euros, relatives essentiellement aux cessions de titres de participation Sprint PCS, Casema et Eutelsat, ainsi qu'à la cession d'actifs immobiliers. Les charges non opérationnelles du 1^{er} semestre 2003 portaient principalement sur des coûts de restructuration comptabilisés chez Orange et Equant, un ajustement de la provision sur le put Kulczyck (256 millions d'euros), des malis sur le rachat d'obligations chez France Télécom S.A. et chez Orange, et des frais sur opérations de cession de créances, partiellement compensées par des reprises de provisions sur Wind et sur Tesam.

L'impôt sur les sociétés représente pour le 1^{er} semestre 2004 une charge de -769 millions d'euros, contre un produit de 3 231 millions d'euros un an auparavant. Au 30 juin 2004, le périmètre de l'intégration fiscale France Télécom S.A. comprend désormais, (i) les entités Orange en France qui, antérieurement à l'Offre Publique d'Echange, constituaient l'ex-périmètre d'intégration fiscale Orange S.A., et (ii) les entités de l'ex-périmètre d'intégration fiscale Wanadoo S.A. (hors Pages Jaunes et ses filiales françaises) dans la mesure où la date d'effet de la fusion entre France Télécom S.A. et Wanadoo S.A. soumise à leur assemblée générale sera rétroactive au 1^{er} janvier 2004. Sur le 1^{er} semestre 2004, la charge d'impôts différés du groupe d'intégration fiscale France Télécom se compose notamment de la consommation de reports déficitaires sur Orange France pour -514 millions d'euros, de la provision des reports déficitaires de Wanadoo S.A. et Wanadoo France pour -309 millions d'euros, et des reprises de provisions pour dépréciation et actualisation et flux du semestre pour 417 millions d'euros.

La participation des salariés est de -104 millions d'euros au 30 juin 2004, contre -75 millions d'euros un an auparavant.

Le résultat net des sociétés intégrées s'élève à 2 710 millions d'euros au 30 juin 2004, contre un montant de 5 056 millions d'euros au 30 juin 2003.

Sur le 1^{er} semestre 2004, la quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence représente un gain de 5 millions d'euros comparée à une perte de -111 millions d'euros un an auparavant.

Le montant de la dotation aux amortissements des écarts d'acquisition (hors amortissements exceptionnels) s'établit au 30 juin 2004 à -894 millions d'euros, contre -850 millions d'euros au 30 juin 2003, l'augmentation s'expliquant principalement par l'amortissement des écarts d'acquisition liés à l'acquisition des intérêts minoritaires d'Orange et de Wanadoo.

Par ailleurs, une dépréciation complète par voie d'amortissement exceptionnel de l'écart d'acquisition d'Equant a été constatée au 30 juin 2004 pour un montant de -519 millions d'euros. Au 30 juin 2003, les dépréciations exceptionnelles d'écarts d'acquisition portaient principalement sur Wanadoo UK (ex-Freeserve), QDQ Media, Mauritius Telecom et BITCO / TA Orange pour un montant total de -1 041 millions.

Le résultat net de l'ensemble consolidé s'élève à 1 302 millions d'euros au 30 juin 2004, contre un montant de 3 054 millions d'euros au 30 juin 2003.

Compte tenu des intérêts minoritaires qui s'élèvent à -194 millions d'euros au 30 juin 2004, contre -532 millions d'euros un an auparavant, le résultat net consolidé part du Groupe est de 1 108 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2004, contre un montant de 2 522 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2003.

● L'évolution de l'endettement financier net

L'endettement financier net (endettement financier brut diminué des disponibilités, quasi-disponibilités et des valeurs mobilières de placement – voir note 8 de l'annexe aux comptes consolidés et paragraphe 5.1 « Endettement financier et ressources de financement ») de France Télécom s'élève à 47 959 millions d'euros au 30 juin 2004 contre 49 329 millions d'euros un an plus tôt et 44 167 millions d'euros au 31 décembre 2003.

Le désendettement financier net s'élève ainsi à 1,4 milliards d'euros par rapport au 30 juin 2003. A périmètre constant (hors impact de la consolidation de Tele Invest et Tele Invest II et des véhicules des programmes de cessions de créances commerciales – voir notes 1 et 8 de l'annexe aux comptes consolidés), le désendettement financier net atteint 5 milliards d'euros.

Par rapport au 31 décembre 2003, l'endettement financier net est en hausse de 3,8 milliards d'euros au 30 juin 2004, sous l'effet principalement de l'impact de la consolidation de Tele Invest et Tele Invest II et des véhicules des programmes de cessions de créances commerciales pour 3,6 milliards d'euros au 30 juin 2004, en raison d'une évolution réglementaire (voir notes 1 et 8 de l'annexe aux comptes consolidés).

Cet élément défavorable est partiellement compensé par le flux net de trésorerie généré par l'activité, net du flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement hors cessions¹ (désigné ci-après cash-flow disponible) généré sur le 1^{er} semestre 2004 pour 1,1 milliard d'euros (voir paragraphe 5.2 « Situation de trésorerie »). Hors acquisitions des intérêts minoritaires de Wanadoo et d'Orange pour un montant total de 2,3 milliards d'euros (voir paragraphe 2.6.3 « Investissements financiers »), ce montant s'élève à 3,4 milliards d'euros au 30 juin 2004.

1.2 LE PLAN « AMBITION FT 2005 »

Le tableau suivant présente l'évolution des charges opérationnelles avant amortissements des immobilisations et des écarts actuariels du plan de congés de fin de carrière (désignées ci-après charges opérationnelles avant amortissements ou OPEX – voir paragraphe 7.3 « Glossaire ») et des dépenses d'investissements corporels et incorporels hors licences (CAPEX), entre le 1^{er} semestre 2003 et le 1^{er} semestre 2004 dans le cadre de la mise en place du programme TOP.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			Variations	
	2004	2003 pro forma ⁽¹⁾ (non audité)	2003 historique	04/03 pro forma (non audité)	04/03 historique
Chiffre d'affaires	23 182	22 242	22 852	941	330
OPEX hors dépenses commerciales ⁽²⁾	(11 497)	(11 642)	(12 015)	145	518
Dépenses commerciales ⁽²⁾	(2 817)	(2 304)	(2 353)	(514)	(465)
Total OPEX	(14 314)	(13 946)	(14 367)	(369)	53
REAA	8 868	8 296	8 485	572	383
CAPEX	2 059	2 081	2 162	(22)	(103)
REAA - CAPEX	6 809	6 215	6 323	594	486

1. Le détail du passage des données historiques et des données pro forma est donné dans les paragraphes précédents et suivants.

2. Les dépenses commerciales correspondent aux consommations externes liées aux achats de terminaux, aux commissions de distribution et aux dépenses de publicité. Voir paragraphe 7.3 « Glossaire ».

Après avoir obtenu des gains rapides sur les charges de fonctionnement et une optimisation des investissements, France Télécom développe en 2004 la seconde phase du programme TOP, visant à dégager des gains de performance structurels par la transformation des processus importants et par le renforcement de l'approche transversale au niveau de Groupe.

Parallèlement, les objectifs de France Télécom à l'horizon 2004 / 2005 sont confortés par la poursuite du plan d'accélération de la croissance (programme « TOP Line ») lancé mi-2003 et qui a pour objectif de conforter la croissance du Groupe à moyen terme et de dégager des marges de manœuvre supplémentaires en s'appuyant sur l'innovation et la coopération entre tous les métiers du Groupe, ainsi que sur le rôle important des partenariats industriels et de la recherche et développement. Une quarantaine d'initiatives de croissance sont ainsi en cours pour renforcer notamment les positions du Groupe dans les services haut débit, les services aux entreprises, l'interopérabilité et la convergence entre les activités fixe, mobile et Internet. Conjointement, douze projets transverses doivent permettre d'accroître les synergies au sein du Groupe et de développer les nouveaux services.

¹ Le montant du cash-flow disponible hors cessions, affecté à la réduction de la dette prend en compte le placement de liquidités en SICAV de trésorerie (voir paragraphes 5.2 « Situation de trésorerie » et 7.3 « Glossaire »).

Sur le 1^{er} semestre 2004, France Télécom a ainsi dégagé 1,1 milliard d'euros de cashflow disponible hors cessions¹. Hors acquisitions des intérêts minoritaires de Wanadoo et d'Orange pour un montant total de 2,3 milliards d'euros (voir paragraphe 2.6.3 « **Investissements financiers** »), ce montant s'élève au 30 juin 2004 à 3,4 milliards d'euros, reflétant la poursuite de l'amélioration de la rentabilité opérationnelle, la maîtrise des dépenses d'investissements obtenue grâce au programme TOP, ainsi que la diminution des charges financières.

● **Evolution des charges opérationnelles avant amortissements**

Voir également paragraphe 2.2.1 « **Charges opérationnelles avant amortissements hors charges de personnel** ».

Les charges opérationnelles avant amortissements déclinées par nature (charges opérationnelles hors charges de personnel et charges de personnel) sont une autre déclinaison des charges opérationnelles que celle par destination (coûts des services et produits vendus, frais administratifs et commerciaux et frais de recherche et développement – voir note 4 de l'annexe aux comptes consolidés).

Au 1^{er} semestre 2004, les charges opérationnelles avant amortissements enregistrent une hausse de 2,6% par rapport au 1^{er} semestre 2003 en **données pro forma** (-0,4% en **données historiques**) liée à la hausse des dépenses commerciales² qui traduit les efforts du Groupe, dans un contexte concurrentiel renforcé, pour la fidélisation des bases de clientèle existantes, la conquête de nouveaux clients et l'investissement dans la croissance. Hors dépenses commerciales, les charges opérationnelles avant amortissements poursuivent leur décroissance avec -1,2% en données pro forma (gain de 144 millions d'euros) et -4,3% en données historiques (gain de 517 millions d'euros). Ainsi les marges de manœuvre dégagées dans le cadre du programme TOP permettent de mieux faire face à la concurrence dans les secteurs en croissance.

La transformation des processus et les effets du programme TOP Sourcing (renégociations contractuelles et diminution du nombre de fournisseurs) bénéficient notamment aux charges opérationnelles avant amortissements avec une meilleure sélectivité dans les dépenses et des pratiques de mutualisation accrues à tous les niveaux du Groupe. Le programme TOP Sourcing poursuit son déploiement en 2004. Par ailleurs, toujours dans le cadre du premier volet du plan « 15+15+15 » et après le rétablissement des marges de manœuvre financière dont le programme TOP est l'une des composantes essentielles, France Télécom a concrétisé son ambition de relancer la croissance avec le programme « *TOP Line* ».

● **Evolution des investissements corporels et incorporels hors licences**

En **données historiques**, entre le 1^{er} semestre 2003 et le 1^{er} semestre 2004, les investissements corporels et incorporels, hors licences, du Groupe ont diminué de -103 millions d'euros et s'élèvent à 2,1 milliards d'euros.

En **données pro forma**, les gains enregistrés, sur la même période, sur les investissements corporels et incorporels, hors licences, sont de -22 millions d'euros. Cette baisse s'explique en partie par les effets des négociations menées dans le cadre du chantier TOP Sourcing, permettant d'acheter à moindre prix, ainsi que par une meilleure sélectivité des investissements corporels et incorporels.

Il faut également souligner l'impact très significatif des fortes baisses de prix d'achats des équipements UMTS et ADSL, et ce dans le cadre d'un déploiement très rapide de la couverture du réseau UMTS au Royaume-Uni et en France, et d'une forte accélération de la couverture ADSL en France grâce notamment à la démarche « Départements innovants » impulsée par le Groupe.

Dans le domaine de l'ADSL, la progression du taux de pénétration permet au Groupe de tirer partie d'une meilleure occupation des équipements haut débit.

Conformément à la logique de TOP, et afin d'accélérer la productivité et d'améliorer la sélectivité des investissements, les dépenses d'investissements corporels et incorporels, hors licences, ont augmenté dans les secteurs qui ont un fort potentiel de croissance. C'est le cas en particulier des investissements dans les réseaux mobiles de 3^{ème} génération. En données pro forma, les investissements relatifs aux équipements et infrastructures de 3^{ème} génération ont presque doublé pour l'ensemble du Groupe sur le 1^{er} semestre 2004 par rapport au 1^{er} semestre 2003, compensant ainsi la baisse des investissements de 2^{ème} génération.

¹ Cash-flow disponible hors cessions : Flux net de trésorerie généré par l'activité, net du flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement, hors produits de cession de titres de participation. Le placement en SICAV de trésorerie des liquidités issues de l'augmentation de capital est considéré d'un point de vue comptable comme un flux de trésorerie affecté aux opérations d'investissement. Pour le calcul du cash-flow disponible hors cessions, ces SICAV de trésorerie sont néanmoins considérées comme des liquidités et incluses dans le calcul. (voir paragraphe 5.2 « **Situation de trésorerie** »).

² Dépenses commerciales : Consommations externes liées aux achats de terminaux, aux commissions de distribution et aux dépenses de publicité. Voir paragraphe 7.3 « **Glossaire** ».

Grâce à l'optimisation de ses investissements et aux effets favorables de la politique d'achats, particulièrement sensibles dans les nouvelles technologies, France Télécom, sans accroître le niveau de ses dépenses globales, accélère ainsi le déploiement de ses réseaux haut débit qu'ils soient fixes ou mobiles : production de lignes ADSL en croissance de 30% en France au 1^{er} semestre, ouverture commerciale à la mi-juillet de l'UMTS au Royaume-Uni, accélération des déploiements UMTS et EDGE en France et dans les autres réseaux mobiles européens.

● **Evolution de l'indicateur REAA – CAPEX**

En **données historiques**, l'indicateur de REAA – CAPEX enregistre une progression de 486 millions d'euros entre le 1^{er} semestre 2003 et le 1^{er} semestre 2004, avec 6,8 milliards d'euros au 30 juin 2004.

En **données pro forma**, l'indicateur de REAA – CAPEX progresse de 9,6% (soit 594 millions d'euros) pour atteindre 6,8 milliards d'euros au 30 juin 2004, contre 6,2 milliards d'euros pour le 1^{er} semestre 2003. Cette amélioration est le résultat de la bonne maîtrise des charges opérationnelles par le Groupe ainsi que de la réduction des dépenses d'investissements corporels et incorporels, hors licences.

1.3 PERSPECTIVES D'AVENIR

● **Les objectifs du Groupe**

France Télécom confirme ses objectifs pour 2004 et 2005 :

- une croissance du chiffre d'affaires dans une fourchette de 3 à 5% en données pro forma pour les exercices 2004 et 2005 ;
- un résultat d'exploitation avant amortissements supérieur à 18 milliards d'euros pour 2004 ;
- un taux de marge résultat d'exploitation avant amortissements / chiffre d'affaires de 40% en 2005 ;
- un ratio investissements corporels et incorporels hors licences / chiffre d'affaires compris entre 10 et 12% en 2004 et 2005.

Par ailleurs, les priorités du Groupe restent le désendettement et l'amélioration opérationnelle avec le programme TOP, dans le cadre duquel 25 projets prioritaires, accélérés ou nouveaux, ont été lancés sur le 1^{er} semestre 2004. Ces priorités sont :

- la réduction de l'endettement financier net tel que le ratio endettement financier net / résultat d'exploitation avant amortissements soit compris entre 1,5 et 2 en 2005 en normes françaises intégrant la consolidation d'éléments hors bilan ;
- la poursuite de l'amélioration opérationnelle ;
- la redynamisation de la croissance ;
- l'utilisation de l'excédent de cash, au-delà de l'objectif de réduction de dette prévu, afin de redynamiser la croissance interne et de poursuivre la politique de distribution aux actionnaires en 2004, sous réserve de l'approbation par l'assemblée générale. France Télécom n'envisage pas actuellement d'acquisitions majeures en cash ou de rachat d'actions propres significatif.

Enfin, les dépenses de recherche et développement du Groupe (charges de recherche et développement hors amortissements auxquelles s'ajoutent les investissements corporels et incorporels en matière de recherche et développement) rapportées au chiffre d'affaires du Groupe devraient atteindre 1,3% en 2004 (contre 1,1% en 2003), et être portées à 1,5% en 2005.

En matière d'ADSL, l'objectif, pour la France, est que fin 2004, 90% des lignes téléphoniques soient raccordables à l'ADSL et 95% fin 2005 (contre 79% fin 2003). L'enveloppe globale de l'investissement dans l'ADSL devrait représenter 700 millions d'euros sur la période 2003-2005. En outre, France Télécom a pour objectif que le parc total d'accès ADSL en France atteigne hors dégroupage 4,5 millions d'abonnés fin 2004 (contre environ 3,1 millions fin 2003) et que le chiffre d'affaires lié à l'ADSL soit supérieur à 1 milliard d'euros en 2004 (contre 744 millions d'euros en 2003).

● **Equant**

Les variations de taux de change ont continué d'impacter de manière significative les résultats d'Equant au cours du 1^{er} semestre 2004 et la société anticipe que ces fluctuations continueront à avoir un impact négatif sur son résultat sur l'ensemble de l'exercice 2004. Equant continue à prévoir un chiffre d'affaires annuel 2004 inférieur à celui de 2003.

Alors que les programmes de réductions de coûts continuent de générer des économies significatives, celles-ci ne devraient pas compenser en totalité l'impact défavorable des variations de taux de change et la diminution attendue du chiffre d'affaires en 2004. Ainsi, Equant continue à prévoir un résultat d'exploitation avant amortissements, plans de rémunération en actions, restructuration et intégration, pour l'ensemble de l'année 2004, inférieur à celui de l'année 2003.

Alors que l'environnement pour le secteur des Solutions Entreprises reste difficile, Equant prévoit une amélioration au second semestre. Equant s'attend à ce que, sur la base des taux de change actuels, son résultat d'exploitation avant amortissements, plans de rémunération en actions, restructuration et intégration pour le second semestre 2004 soit nettement supérieur à celui du 1^{er} semestre du fait des résultats continus de ses programmes de réduction de coûts.

2 DU CHIFFRE D'AFFAIRES AU RESULTAT D'EXPLOITATION ET LES DEPENSES D'INVESTISSEMENTS DU GROUPE

A la suite du lancement du plan « Ambition FT 2005 » (voir paragraphe 1.2 « Le plan « Ambition FT 2005 » ») le 4 décembre 2002, France Télécom a mis en place des objectifs s'articulant notamment autour du programme d'amélioration des performances opérationnelles TOP », dont les effets attendus ont conduit le Groupe à analyser les charges opérationnelles avant amortissements selon leur nature : (i) consommations externes, charges opérationnelles avant amortissements hors charges de personnel, autres charges et (ii) charges de personnel.

Le tableau suivant présente le passage du chiffre d'affaires au résultat d'exploitation en détaillant par nature le total des charges opérationnelles de France Télécom (voir note 4 de l'annexe aux comptes consolidés).

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			Variations	
	2004	2003 pro forma (non audité)	2003 historique	04/03 pro forma (non audité)	04/03 historique
Chiffre d'affaires	23 182	22 242	22 852	4,2 %	1,4 %
OPEX hors charges de personnel	(9 774)	(9 244)	(9 557)	5,7 %	2,3 %
Charges de personnel	(4 540)	(4 702)	(4 810)	(3,4)%	(5,6)%
Total OPEX	(14 314)	(13 946)	(14 367)	2,6 %	(0,4)%
REAA	8 868	8 296	8 485	6,9 %	4,5 %
Dotations aux amortissements et provisions des immobilisations	(3 595)	(3 623)	(3 751)	(0,8)%	(4,2)%
Amortissements des écarts actuariels du plan de congés de fin de carrière	0	0	(89)		(100,0)%
Total des charges opérationnelles	(17 909)	(17 569)	(18 207)	1,9 %	(1,6)%
Résultat d'exploitation	5 273	4 673	4 645	12,8 %	13,5 %
Coûts opérationnels / Chiffre d'affaires	77,3 %	79,0 %	79,7 %		

Le tableau suivant présente pour le semestre clos le 30 juin 2003 le passage des données historiques aux données pro forma pour les charges opérationnelles du Groupe.

(en millions d'euros)	Variations ⁽¹⁾ pro forma (non audité)			
	OPEX hors charges de personnel	Charges de personnel	Dotations aux amortissements des immobilisations	Amortissements des écarts actuariels du plan de CFC
Données historiques au 30 juin 2003	(9 557)	(4 810)	(3 751)	(89)
Variations de périmètre et autres	127	29	41	89
Variations de change ⁽²⁾	186	79	87	0
Données pro forma au 30 juin 2003	(9 244)	(4 702)	(3 623)	0

1. Données contributives.

2. Impact des variations de change entre le taux au 30 juin 2003 et le taux au 30 juin 2004.

2.1 CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires de France Télécom au ¹ semestre 2004 s'établit à 23,2 milliards d'euros et s'accroît de +1,4% par rapport à l'année précédente, sur la même période en **données historiques**. L'évolution du chiffre d'affaires en données historiques est marquée par (i) l'impact défavorable des variations de change qui s'établit à -383 millions d'euros à fin juin, dont -208 millions d'euros sur le zloty polonais et -147 millions d'euros sur le dollar US. Par ailleurs l'effet négatif des variations de périmètre et autres représente un montant -227 millions d'euros à fin juin : il s'agit de l'impact des cessions de CTE Salvador, cédée le 22 octobre 2003, de Menatel, cédée le 25 septembre 2003 et de Casema, cédée le 28 janvier 2003.

En **données pro forma**, le chiffre d'affaires du premier semestre 2004 progresse de +4,2% par rapport au ¹ semestre 2003. L'augmentation du chiffre d'affaires consolidé est tirée par la croissance d'Orange (+11,2%) et de Wanadoo (+11,9%). Cette croissance à deux chiffres dans les activités mobiles et Internet vient largement compenser une baisse limitée du chiffre d'affaires réalisé dans la téléphonie fixe en France (-1,0%). Les activités de TP Group sont en légère croissance (+1,6%), celles des autres filiales regroupées dans le segment « Autres International » progressent de 7,5%, alors que les services mondiaux d'Equant connaissent un recul de -3,2% en données pro forma.

Le nombre de clients de France Télécom à travers les sociétés qu'il contrôle s'établit à 119,6 millions à fin juin 2004, soit une progression de 5,8% en données historiques et de 6,6% en données pro forma par rapport à l'année précédente. Le nombre d'abonnés supplémentaires entre le 30 juin 2004 et le 30 juin 2003 s'élève à plus de 6,6 millions en données historiques (près de 2,6 millions au cours du premier semestre 2004) et concerne pour l'essentiel, les services mobiles qui totalisent près de 6,3 millions de clients actifs supplémentaires (2,1 millions au cours du premier semestre 2004) ; et l'Internet avec une progression de 0,3 million de clients actifs (0,042 million au cours du premier semestre). La téléphonie fixe enregistre, pour sa part, une diminution de 0,197 million de clients, qui concerne principalement la Pologne.

Le tableau suivant, présente pour les semestres clos les 30 juin 2004 et 2003, le chiffre d'affaires du Groupe par segment, avant éliminations des opérations inter-segment.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			Variations	
	2004	2003 pro forma (non audité)	2003 historique	04/03 pro forma (non audité)	04/03 historique
Orange France	4 139	3 806	3 806	8,8 %	8,8 %
Orange Royaume-Uni	3 049	2 901	2 852	5,1 %	6,9 %
Orange Rest of World	2 430	1 952	2 043	24,4 %	18,9 %
Eliminations et divers	(82)	(86)	(86)	5,1 %	6,3 %
Segment Orange	9 536	8 573	8 615	11,2 %	10,7 %
Accès, portails et e-commerce	929	802	810	15,9 %	14,7 %
Annuaire	435	417	422	4,5 %	3,1 %
Eliminations et divers	(4)	(3)	(5)	ns	ns
Segment Wanadoo	1 360	1 215	1 227	11,9 %	10,8 %
Abonnements	2 029	2 062	2 063	(1,6)%	(1,7)%
Communications téléphoniques	1 841	2 041	2 027	(9,8)%	(9,2)%
Services en lignes et accès Internet	495	442	478	11,9 %	3,6 %
Autres produits Grand Public	1 049	1 124	1 111	(6,6)%	(5,5)%
Services Grand Public	5 414	5 669	5 679	(4,5)%	(4,7)%
Téléphonie fixe des Entreprises	1 549	1 716	1 715	(9,7)%	(9,7)%
Réseaux d'entreprises	1 261	1 259	1 255	0,1 %	0,4 %
Autres produits des entreprises	440	418	419	5,3 %	5,1 %
Services Entreprises	3 250	3 393	3 389	(4,2)%	(4,1)%
Interconnexion nationale	625	620	612	0,8 %	2,1 %
Services aux opérateurs internationaux	328	273	263	20,1 %	24,9 %
Autres services aux opérateurs	960	778	797	23,5 %	20,5 %
Réseaux et Opérateurs	1 913	1 671	1 672	14,5 %	14,4 %
Autres revenus	222	176	176	26,0 %	25,9 %
Segment FDRGCO	10 799	10 909	10 916	(1,0)%	(1,1)%
Segment Equant	1 168	1 206	1 341	(3,2)%	(12,9)%
Téléphonie fixe	1 446	1 534	1 701	(5,7)%	(15,0)%
Téléphonie mobile	564	437	484	29,0 %	16,5 %
Internet et autres	24	21	25	15,8 %	(3,9)%
Eliminations et divers	(90)	(78)	(87)	(14,8)%	(2,9)%
Segment TP Group	1 944	1 914	2 123	1,6 %	(8,4)%
Segment Autres International	676	629	854	7,5 %	(20,9)%
Eliminations et divers	(2 301)	(2 204)	(2 224)	(4,4)%	(3,5)%
Chiffre d'affaires du Groupe	23 182	22 242	22 852	4,2 %	1,4 %

2.2 DU CHIFFRE D'AFFAIRES AU RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT AMORTISSEMENTS

2.2.1 Charges opérationnelles avant amortissements hors charges de personnel

Hors charges de personnel, les charges opérationnelles avant amortissements s'élèvent à -9 774 millions d'euros au premier semestre 2004, contre -9 557 millions d'euros au premier semestre 2003 en **données historiques** et -9 244 millions d'euros en **données pro forma**. Parmi ces postes figurent :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			Variations	
	2004	2003 pro forma (non audité)	2003 historique	04/03 pro forma (non audité)	04/03 historique
Consommations externes ⁽¹⁾	(8 994)	(8 407)	(8 704)	7,0 %	3,3 %
Dont :					
Dépenses commerciales	(2 817)	(2 304)	(2 353)	22,3 %	19,8 %
Achats de marchandises	(1 554)	(1 221)	(1 252)	27,3 %	24,1 %
Commissions et subv. à la distribution	(736)	(635)	(641)	16,0 %	14,8 %
Publicité, Communication, Sponsoring	(527)	(448)	(459)	17,5 %	14,8 %
Autres Consommations externes	(6 177)	(6 103)	(6 351)	1,2 %	(2,7)%
Autres charges	(781)	(837)	(854)	(6,7)%	(8,5)%
OPEX hors charges de personnel	(9 774)	(9 244)	(9 557)	5,7 %	2,3 %

1. Nettes de la production immobilisée.

En **données historiques**, les charges opérationnelles avant amortissements, hors charges de personnel, enregistrent entre le 30 juin 2003 et le 30 juin 2004, une augmentation de 2,3%.

En comparaison des **données pro forma** au 30 juin 2003, les charges opérationnelles avant amortissements, hors charges de personnel, augmentent de 5,7%. Cette croissance s'explique principalement par l'augmentation des dépenses commerciales (+22,3% en **données pro forma**), qui reflète les efforts du Groupe, dans un contexte concurrentiel renforcé, pour la fidélisation des bases de clientèle existantes, la conquête de nouveaux clients et l'investissement dans la croissance.

Les autres consommations externes connaissent une progression pro forma limitée à 1,2%, pour une croissance du chiffre d'affaires de +4,2%, reflétant la poursuite des efforts de contrôle dans le cadre du plan TOP (voir paragraphe 1.2 « **Le plan "Ambition FT 2005"** »).

Globalement, hors dépenses commerciales, le total des charges opérationnelles hors charges de personnel rapporté au chiffre d'affaires s'améliore d'un peu plus d'un point, en passant de -31,2%, à fin juin 2003 **pro forma**, à -30,0%, à fin juin 2004.

2.2.2 Charges de personnel

Les charges de personnel comprises dans la détermination du résultat d'exploitation avant amortissements au 30 juin 2004 sont nettes de la production immobilisée. Elles s'élèvent à -4 540 millions d'euros à fin juin 2004 et s'élevaient à -4 810 millions d'euros à fin juin 2003 en données historiques et -4 702 millions d'euros en données pro forma.

Le tableau suivant décrit le passage des frais de personnel aux charges de personnel.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin		Variations	
	2004	2003 historique	04/03 historique	
Traitements et salaires	(3 447)	(3 662)	(5,9)%	
Charges sociales	(1 232)	(1 249)	(1,4)%	
Total Frais de personnel	(4 679)	(4 911)	(4,7)%	
Production immobilisée ⁽¹⁾	225	202	11,3 %	
Taxes sur les salaires et autres	(86)	(101)	(14,9)%	
Total Charges de personnel	(4 540)	(4 810)	(5,6)%	

1. La production immobilisée correspond aux frais de personnel inclus dans le coût des immobilisations produites par le Groupe.

Les charges de personnel n'incluent pas la participation légale des salariés, les charges liées à l'actualisation de même que la révision des hypothèses actuarielles du plan de congés de fin de carrière

Le tableau suivant présente la répartition des charges de personnel du Groupe entre, les filiales en France, dont France Télécom S.A. et les autres filiales, et les filiales internationales.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			Variations	
	2004	2003 pro forma	2003 historique	04/03 pro forma	04/03 historique
Charges de personnel					
France Télécom S.A.	(2 686)	(2 771)	(2 767)	(3,1)%	(3,0)%
Filiales en France	(556)	(583)	(590)	(4,7)%	(5,7)%
Total France	(3 242)	(3 355)	(3 357)	(3,4)%	(3,4)%
Filiales internationales	(1 298)	(1 347)	(1 452)	(3,7)%	(10,6)%
Total Groupe	(4 540)	(4 702)	(4 810)	(3,5)%	(5,6)%

Le tableau suivant présente le nombre moyen d'employés (en équivalent temps plein) du Groupe répartis entre les filiales en France, dont France Télécom S.A., et les filiales internationales au 30 juin 2004 et au 30 juin 2003.

	Semestre clos le 30 juin			Variations	
	2004	2003 pro forma	2003 historique	04/03 pro forma	04/03 historique
Nombre moyen d'employés de la période (équivalent temps plein)					
France Télécom S.A.	107 336	112 924	112 824	(4,9)%	(4,9)%
Filiales en France	17 560	19 039	19 181	(7,8)%	(8,5)%
Total France	124 896	131 963	132 005	(5,4)%	(5,4)%
Filiales internationales	82 539	90 047	93 587	(8,3)%	(11,8)%
Total Groupe	207 435	222 010	225 592	(6,6)%	(8,0)%

Le tableau suivant présente le nombre d'employés (fin de période) du Groupe répartis entre les filiales en France, dont France Télécom S.A., et les filiales internationales au 30 juin 2004 et au 30 juin 2003.

	Semestre clos le 30 juin			Variations	
	2004	2003 pro forma	2003 historique	04/03 pro forma	04/03 historique
Nombre d'employés (fin de période)					
France Télécom S.A.	108 968	114 334	114 234	(4,7)%	(4,6)%
Filiales en France	17 914	19 227	19 375	(6,8)%	(7,5)%
Total France	126 882	133 561	133 609	(5,0)%	(5,0)%
Filiales internationales	82 900	88 900	92 373	(6,7)%	(10,3)%
Total Groupe	209 782	222 461	225 982	(5,7)%	(7,2)%

L'analyse suivante est faite à partir des charges de personnel au 30 juin 2003 et 2004 :

- Le nombre d'employés (fin de période) du Groupe a diminué de -16 200 personnes (-12 679 en données pro forma) entre juin 2003 et juin 2004. Cette baisse de -16 200 personnes porte sur la France pour -6 727 personnes (-6 679 en données pro forma) et -9 473 personnes à l'international (-6 000 en données pro forma, hors impact des cessions de CTE Salvador et de Menatel principalement).
- Le nombre moyen d'employés équivalent temps plein du Groupe a diminué de -8,0%, soit -18 157 personnes entre le 1^{er} semestre 2003 et le 1^{er} semestre 2004, en données historiques.

Les variations de périmètre représentent -3 582 employés équivalent temps plein, principalement du fait de la cession de CTE Salvador (-2 891 personnes) et de Menatel (-396 personnes).

Ainsi, en données pro forma, la diminution du nombre moyen d'employés équivalent temps plein du Groupe est de -6,6%, soit -14 575 personnes. Cette baisse provient essentiellement de TP Group (-6 695 employés moyen équivalent temps plein), de France Télécom S.A. (-5 499 employés moyen équivalent temps plein) et d'Equant (-435 employés moyen équivalent temps plein).

- Sur la même période, les charges de personnel du Groupe connaissent une diminution de -3,5% en données pro forma (-5,6% en données historiques), en passant de -4 702 millions d'euros au 1^{er} semestre 2003 pro forma (représentant 21,1% du chiffre d'affaires) à 4 540 millions d'euros au 1^{er} semestre 2004 (représentant 19,6% du chiffre d'affaires).

Cette diminution de -3,5% en données pro forma s'analyse de la façon suivante :

- l'effet volume lié à la baisse nette de l'effectif moyen, soit -6,6% ;
- l'effet de structure entre le coût moyen et le coût constaté au titre de la baisse nette des effectifs représentant un impact de +1,3% ;
- l'évolution du coût unitaire moyen hors impact des baisses nettes d'effectifs, soit un impact de +1,8%.

- France Télécom S.A.**

Le nombre moyen d'employés de France Télécom S.A. diminue de -4,9% entre fin juin 2003 et fin juin 2004 (en données pro forma). Cette baisse s'explique notamment par l'effet des départs induits par le dispositif des congés de fin de carrière : au total, 28 176

personnes ont opté pour ce dispositif depuis sa mise en place en septembre 1996 (hors autres dispositifs de départs anticipés préexistants), dont 2 165 depuis le 31 décembre 2003.

Les charges de personnel de France Télécom S.A. diminuent de -3,1% entre le 30 juin 2004 et le 30 juin 2003 (en données pro forma), le coût unitaire moyen augmentant de 1,9%.

- **Filiales France**

L'effectif moyen des filiales en France est en diminution de -7,8% entre le 30 juin 2004 et le 30 juin 2003 (en données pro forma)

Les charges de personnel des filiales en France diminuent de -4,7% entre le 30 juin 2004 et le 30 juin 2003 (en données pro forma).

- **Filiales internationales**

La diminution de -8,3% du nombre moyen d'employés dans les filiales internationales entre le 30 juin 2004 et le 30 juin 2003 (en données pro forma) s'explique principalement par la diminution des effectifs de TP Group, d'Equant, de CI Telcom et de JTC.

Les charges de personnel des filiales internationales diminuent de -3,7% en données pro forma.

2.3 RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT AMORTISSEMENTS

Le résultat d'exploitation avant amortissements du groupe France Télécom, s'est élevé à 8 868 millions d'euros au 1^{er} semestre 2004, contre 8 485 millions d'euros au 1^{er} semestre 2003, soit une progression de 4,5%.

Sur une base pro forma, le résultat d'exploitation avant amortissements était de 8 296 millions d'euros au 1^{er} semestre 2003. La progression pro forma du résultat d'exploitation avant amortissements s'établit ainsi à 6,9% au 1^{er} semestre 2004.

Le taux de marge, mesuré par le résultat d'exploitation avant amortissements rapporté au chiffre d'affaires, progresse, passant de 37,1% au 30 juin 2003 (37,3% pro forma) à 38,3% au 30 juin 2004.

2.4 DU RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT AMORTISSEMENTS AU RESULTAT D'EXPLOITATION

2.4.1 Dotations aux amortissements des immobilisations

Les dotations aux amortissements et provisions des immobilisations diminuent de -4,1% en données historiques entre le 1^{er} semestre 2003 et le 1^{er} semestre 2004, pour atteindre -3 595 millions d'euros, contre -3 751 millions d'euros un an auparavant.

Cette diminution correspond principalement aux variations de change (principalement sur le zloty ainsi que le dollar US), dont l'impact positif sur les dotations aux amortissements s'élève à 87 millions d'euros.

Les variations de périmètre ont un effet favorable de 60 millions d'euros sur les dotations aux amortissements, du fait des principales cessions : CTE Salvador (35 millions d'euros) et Casema (8 millions d'euros).

En données pro forma, les dotations aux amortissements sont pratiquement stables (-0,8%). La diminution des dotations aux amortissements du segment « Fixe, Distribution, Réseaux, Grands Comptes et Opérateurs », du fait de la décroissance des investissements ces dernières années, vient compenser la croissance observée sur le segment « Orange », notamment au Royaume-Uni, qui enregistre l'effet du début de l'amortissement de la licence UMTS à partir du 1^{er} mars 2004. Cet amortissement, sur 18 ans, représente une charge de -28,5 millions d'euros par mois. L'amortissement de la licence UMTS en France a débuté à partir du 1^{er} avril 2004, représentant une charge de -3 millions d'euros par mois, sur 17 ans et 5 mois.

2.4.2 Amortissements des écarts actuariels du plan de congés de fin de carrière

Au 30 juin 2004, les amortissements des écarts actuariels du plan de congé de fin de carrière ne sont plus imputés au compte de résultat, suite à l'application de la recommandation R-03-01 du CNC du 1^{er} avril 2003 applicable au 1^{er} janvier 2004 et relative aux engagements sociaux. Les écarts actuariels du plan de congés de fin de carrière restant à amortir au 31 décembre 2003 ont été imputés sur les capitaux propres au 1^{er} janvier 2004. Au 30 juin 2003, l'amortissement de ces écarts actuariels représentaient une charge de -89 millions d'euros en données historiques.

2.5 RESULTAT D'EXPLOITATION

Le résultat d'exploitation du groupe France Télécom, s'est élevé à 5 273 millions d'euros au 1^{er} semestre 2004, contre 4 645 millions d'euros au 1^{er} semestre 2003, soit une progression de 13,5%. Cette croissance conjugue l'amélioration du résultat d'exploitation avant amortissements et l'impact de la baisse sensible des dotations aux amortissements.

Sur une base pro forma, le résultat d'exploitation s'élevait à 4 673 millions d'euros au 1^{er} semestre 2003. La progression pro forma du résultat d'exploitation s'établit ainsi à 12,8% au 1^{er} semestre 2004.

Le taux de marge, mesuré par le résultat d'exploitation rapporté au chiffre d'affaires, progresse de 20,3% à fin juin 2003 (21,0% pro forma) à 22,7% à fin juin 2004.

2.6 DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Le tableau ci-dessous présente les dépenses d'investissements réalisées au cours des premiers semestres 2004 et 2003.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin		
	2004	2003 pro forma	2003 historique
Investissements corporels et incorporels			
hors licences GSM / UMTS ⁽¹⁾	2 059	2 081	2 162
Licences GSM / UMTS	5	0	0
Investissements financiers ⁽²⁾	2 283		56

1. Voir note 3 de l'annexe aux comptes consolidés.

2. Hors rachat d'actions propres et nets de la trésorerie acquise.

2.6.1 Investissements corporels et incorporels hors licences GSM et UMTS

Les investissements corporels et incorporels hors licences diminuent de -4,8% en données historiques et -1,1% en données pro forma.

Cette baisse s'explique essentiellement par :

- l'effet des variations de change sur le zloty (-34 millions d'euros) et le dollar US (-18 millions d'euros) principalement ;
- les variations de périmètre telles que les cessions de Casema et de Menatel et du Salvador ;
- les économies réalisées suite à la mise en place du programme TOP (voir paragraphe 1.2 « Le plan "Ambition FT 2005" »), et notamment les effets du programme TOP Sourcing (mise en place d'une nouvelle politique d'achat du Groupe), une meilleure sélectivité des investissements corporels et incorporels, tout en maintenant l'effort d'équipement pour les secteurs porteurs de croissance.

Au 30 juin 2004, les investissements corporels et incorporels hors licences s'élèvent à 2 059 millions d'euros, contre 2 162 millions d'euros au 30 juin 2003 en données historiques et 2 081 millions d'euros en données pro forma. Ils se décomposent par segment de la manière suivante :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			Variations	
	2004	2003 pro forma (non audité)	2003 historique	04/03 pro forma (non audité)	04/03 historique
CAPEX					
Segment Orange	952	917	926	3,7 %	2,8 %
Segment Wanadoo	31	27	37	12,5 %	(16,5)%
Segment Fixe, Distribution, Réseaux, Grands Comptes et Opérateurs	647	626	626	3,4 %	3,4 %
Segment Equant	90	123	137	(26,8)%	(34,2)%
Segment TP Group	259	315	349	(17,6)%	(25,7)%
Segment Autres International	81	82	97	(1,6)%	(17,0)%
Eliminations et divers	0	(9)	(10)	100,0 %	100,0 %
Total Groupe	2 059	2 081	2 162	(1,1)%	(4,8)%

Parmi les postes de dépenses d'investissements corporels et incorporels, figurent :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			Variations	
	2004	2003 pro forma (non audité)	2003 historique	04/03 pro forma (non audité)	04/03 historique
CAPEX	2 059	2 081	2 162	(1,1)%	(4,8)%
Dont :					
- Equipements radio mobiles 2G + 3G	731	720	734	1,6 %	(0,3)%
- Informatique	506	489	499	3,5 %	1,4 %
- Autres réseaux	319	286	300	11,5 %	6,4 %
- ADSL	102	111	113	(8,5)%	(9,5)%

Les investissements corporels et incorporels hors licences sont décrits au paragraphe 3 « **Analyse du résultat d'exploitation et des investissements corporels et incorporels par segment d'activité** ».

Les dépenses d'investissements liées aux équipements des réseaux mobiles 2G/3G augmentent de 1,6% entre le 30 juin 2004 et le 30 juin 2003 pro forma. Cette augmentation est principalement liée au déploiement du réseau de troisième génération (UMTS) sur l'ensemble du territoire en France.

La diminution de -8,5% des investissements ADSL entre les 30 juin 2003 et 2004 s'explique par un « effet prix » favorable, et également par l'augmentation du taux d'occupation des équipements déjà en place.

L'augmentation des investissements dans les autres réseaux, +11,5% en données pro forma, porte principalement sur les équipements de renouvellement et sur les investissements liés au dégroupage (boucle locale, environnement technique).

2.6.2 Acquisitions de licences UMTS et GSM

- Au cours du 1^{er} semestre **2004**, un montant de 5 millions d'euros est enregistré pour l'obtention d'une extension de la licence GSM DCS 1800 par la filiale d'Orange en République Dominicaine.
- Au cours du 1^{er} semestre **2003**, aucune licence mobile n'avait été acquise.

2.6.3 Investissements financiers

- Au **30 juin 2004**, les flux de trésorerie affectés aux investissements financiers représentent un montant global de 2 283 millions d'euros et concernent principalement les opérations suivantes :
 - acquisition partielle des intérêts minoritaires de Wanadoo (partie cash de l'Offre Publique Mixte achevée en mai 2004) par France Télécom S.A. pour 1 818 millions d'euros. A l'issue de cette Offre Publique Mixte, comprenant un échange de titres, la participation de France Télécom dans Wanadoo est passée à 95,94% ;
 - acquisition du solde des intérêts minoritaires d'Orange (0,98% pour arriver à une détention de 100%, achevant ainsi les opérations commencées en octobre et novembre 2003 avec les Offres Publique d'Echange, puis de Retrait) par France Télécom S.A. pour 458 millions d'euros.
- Au **30 juin 2003**, les flux de trésorerie affectés aux investissements financiers (hors rachat d'actions propres) représentaient un montant global de 56 millions d'euros et concernaient principalement :
 - l'augmentation de capital de Wind souscrite à hauteur du pourcentage de participation (26,575%) pour un montant de 35 millions d'euros ;
 - l'acquisition des intérêts minoritaires de QDQ Media par Wanadoo pour un montant de 12 millions d'euros.

3 ANALYSE DU RESULTAT D'EXPLOITATION ET DES INVESTISSEMENTS CORPORELS ET INCORPORELS PAR SEGMENT D'ACTIVITE

Afin de refléter l'évolution du Groupe et la structure de ses opérations selon ses différents métiers et filiales, France Télécom a défini, à compter du 30 juin 2003, les six segments d'activité suivants : « Orange », « Wanadoo », « Fixe, Distribution, Réseaux, Grands Comptes et Opérateurs », « Equant », « TP Group », « Autres International ».

Les tableaux ci-après présentent la répartition des principaux agrégats opérationnels en fonction de ces segments. Les données publiées au 30 juin 2003 ont été retraitées conformément à la nouvelle segmentation. Les données relatives aux segments qui sont présentées dans les paragraphes suivants s'entendent, sauf mention contraire, avant élimination des opérations inter-segments. D'autre part les variations ci-après, sont calculées sur la base des données en milliers d'euros, bien qu'affichées en millions d'euros.

Au 30 juin 2004

(en millions d'euros)	Orange	Wanadoo	Fixe, Distribution, Réseaux, Grands Comptes et Opérateurs	Equant	TP Group	Autres International	Eliminations et divers	Total Groupe
Chiffre d'affaires	9 536	1 360	10 799	1 168	1 944	676	(2 301)	23 182
Coûts des services et produits vendus	(3 352)	(633)	(4 540)	(911)	(614)	(266)	1 843	(8 473)
Frais commerciaux et administratifs	(2 496)	(599)	(2 113)	(209)	(455)	(196)	487	(5 581)
Frais de recherche et développement	(5)	(3)	(250)	0	(5)	0	3	(260)
REAA	3 683	126	3 895	48	870	214	32	8 868
Amortissements	(1 272)	(32)	(1 507)	(191)	(442)	(103)	(48)	(3 595)
Amortissements des écarts actuariels du plan de congés de fin de carrière	0	0	0	0	0	0	0	0
Résultat d'exploitation	2 411	94	2 388	(143)	428	111	(16)	5 273
CAPEX	952	31	647	90	259	80	0	2 059
Licences UMTS / GSM	5	0	0	0	0	0	0	5
REAA - CAPEX	2 731	96	3 248	(42)	611	135	30	6 809
Nb moyen d'employés (équivalent temps plein)	31 227	6 384	114 855	9 480	37 682	7 807	0	207 435

Au 30 juin 2003 proforma

(en millions d'euros)	Orange	Wanadoo	Fixe, Distribution, Réseaux, Grands Comptes et Opérateurs	Equant	TP Group	Autres International	Eliminations et divers	Total Groupe
Chiffre d'affaires	8 573	1 215	10 909	1 206	1 914	629	(2 204)	22 242
Coûts des services et produits vendus	(2 927)	(603)	(4 874)	(835)	(624)	(266)	1 781	(8 348)
Frais commerciaux et administratifs	(2 385)	(496)	(2 083)	(249)	(412)	(172)	438	(5 359)
Frais de recherche et développement	(13)	(3)	(220)	0	(4)	0	2	(238)
REAA	3 248	113	3 732	121	863	191	28	8 296
Amortissements	(1 170)	(36)	(1 576)	(206)	(451)	(110)	(74)	(3 623)
Amortissements des écarts actuariels du plan de congés de fin de carrière	0	0	0	0	0	0	0	0
Résultat d'exploitation	2 078	77	2 155	(84)	412	81	(46)	4 673
CAPEX	917	27	626	123	315	82	(9)	2 081
Licences UMTS / GSM	0	0	0	0	0	0	0	0
REAA - CAPEX	2 331	85	3 106	(1)	549	109	36	6 215
Nb moyen d'employés (équivalent temps plein)	30 593	6 547	121 899	9 915	44 377	8 678	0	222 010

Au 30 juin 2003 historique

(en millions d'euros)	Orange	Wanadoo	Fixe, Distribution, Réseaux, Grands Comptes et Opérateurs	Equant	TP Group	Autres International	Eliminations et divers	Total Groupe
Chiffre d'affaires	8 615	1 227	10 916	1 341	2 123	854	(2 224)	22 852
Coûts des services et produits vendus	(2 942)	(611)	(4 915)	(920)	(692)	(340)	1 801	(8 619)
Frais commerciaux et administratifs	(2 392)	(505)	(2 093)	(277)	(469)	(221)	449	(5 508)
Frais de recherche et développement	(14)	(3)	(221)	0	(5)	0	3	(240)
REAA	3 268	109	3 687	144	956	292	29	8 485
Amortissements	(1 182)	(49)	(1 559)	(229)	(501)	(159)	(72)	(3 751)
Amortissements des écarts actuariels du plan de congés de fin de carrière	0	0	(89)	0	0	0	0	(89)
Résultat d'exploitation	2 086	60	2 039	(85)	455	133	(43)	4 645
CAPEX	926	37	626	137	349	97	(10)	2 162
Licences UMTS / GSM	0	0	0	0	0	0	0	0
REAA - CAPEX	2 342	72	3 061	8	607	195	38	6 323
Nb moyen d'employés (équivalent temps plein)	30 593	6 627	121 868	9 915	44 480	12 109	0	225 592

3.1 SEGMENT ORANGE

Le segment « Orange » rassemble les activités de téléphonie mobile dans le monde, en France et au Royaume-Uni, exceptées les activités mobiles non apportées à Orange (principalement Voxtel en Moldavie, FTM Liban et PTK Centertel en Pologne).

Au 30 juin 2004, Orange avait 50,9 millions de clients dans ses filiales contrôlées.

Orange distingue quatre axes d'analyse dans son activité :

- la France, qui inclut la France Métropolitaine, Orange Caraïbe et Orange Réunion ;
- le Royaume-Uni ;
- le Reste du Monde, comprend les filiales à l'international hors Royaume-Uni ; à savoir la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark, la Suisse, la Roumanie, la Slovaquie, l'Égypte, la Côte d'Ivoire, le Cameroun, Madagascar, la République Dominicaine, le Botswana. Le Reste du Monde inclut également les participations minoritaires d'Orange en Autriche, en Inde, au Portugal et en Thaïlande. La participation minoritaire détenue dans Wind a été cédée le 1^{er} juillet 2003. Un protocole d'accord portant sur la cession d'Orange Danemark, filiale à 100% d'Orange, à l'un des opérateurs mobiles leader en Scandinavie, TeliaSonera, a été signé le 7 juillet 2004. L'opération devrait être finalisée au second semestre 2004 ;
- les fonctions supports, qui comprennent les activités relatives au développement de services de téléphonie mobile commune à l'ensemble d'Orange, ainsi que des frais généraux et autres coûts communs.

3.1.1 Les données opérationnelles du segment Orange

Le tableau suivant présente les principales données opérationnelles du segment « Orange » au 30 juin 2004.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			Variations	
	2004	2003 pro forma (non audité)	2003 historique	04/03 pro forma (non audité)	04/03 historique
Chiffre d'affaires	9 536	8 573	8 615	11,2 %	10,7 %
Chiffre d'affaires réseau	8 836	7 887	7 926	12,0 %	11,5 %
REAA	3 683	3 248	3 268	13,4 %	12,7 %
REAA / Chiffre d'affaires total	38,6 %	37,9 %	37,9 %		
Résultat d'exploitation	2 411	2 078	2 086	16,0 %	15,6 %
RE / Chiffre d'affaires total	25,3 %	24,2 %	24,2 %		
CAPEX	952	917	926	3,7 %	2,8 %
Capex / Chiffre d'affaires total	10,0 %	10,7 %	10,7 %		
Licences UMTS / GSM	5	0	0		
REAA - CAPEX	2 731	2 331	2 342	17,2 %	16,6 %
Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein)	31 227	30 593	30 593	2,1 %	2,1 %

Le tableau suivant présente pour le premier semestre 2003, les principaux retraitements pro forma du segment « Orange » :

en millions d'€	Variations ⁽¹⁾ pro forma (non audité)					
	Chiffre d'affaires	REAA	Résultat d'exploitation	CAPEX	REAA - CAPEX	Nombre moyen d'employés
Données historiques au 30 juin 2003	8 615	3 268	2 086	926	2 342	30 593
Variations de périmètre et autres :	0	0	0	0	0	0
Variations de change ⁽²⁾	(42)	(20)	(8)	(9)	(11)	0
Données pro forma au 30 juin 2003	8 573	3 248	2 078	917	2 331	30 593

1. Données sociales.

2. Impact des variations de change entre le taux au 30 juin 2003 et le taux au 30 juin 2004.

Les impacts de change sur les données pro forma sont les suivants :

(en millions d'euros)	Variations de change pro forma (non audité)					
	Devises	Chiffre d'affaires	REAA	Résultat d'exploitation	CAPEX	REAA - CAPEX
Livre Sterling	GBP	49	15	8	6	9
Livre égyptienne	EGP	(34)	(18)	(10)	(4)	(14)
Dollar US	USD	(21)	(10)	(5)	(3)	(7)
Autres devises		(37)	(8)	0	(8)	0
Variations de change		(42)	(20)	(8)	(9)	(11)

3.1.2 Chiffre d'affaires du segment Orange

Le tableau suivant présente, pour les semestres clos le 30 juin 2004 et 2003, le chiffre d'affaires du segment « Orange ».

en millions d'€	Semestre clos le 30 juin			Variations	
	2004	2003 pro forma (non audité)	2003 historique	04/03 pro forma (non audité)	04/03 historique
Orange France ⁽¹⁾	4 139	3 806	3 806	8,8%	8,8%
Orange Royaume-Uni	3 049	2 901	2 852	5,1%	6,9%
Orange Reste du monde	2 430	1 952	2 043	24,4%	18,9%
Eliminations et divers	(82)	(86)	(86)	5,1%	6,3%
Chiffre d'affaires Orange	9 536	8 573	8 615	11,2%	10,7%
Nombre d'abonnés fin de période en millions	50,9	45,6	45,6	11,5%	11,5%

1. Inclut le chiffre d'affaires réalisé dans les départements d'Outre-mer avec les sociétés Orange Caraïbes aux Antilles et Orange Réunion.

En **données historiques**, le chiffre d'affaires d'Orange croît de 10,7% entre le 30 juin 2003 et le 30 juin 2004. La croissance de l'activité est partiellement compensée par l'impact défavorable des variations de change, dont principalement la livre égyptienne et le dollar américain (la livre sterling générant pour sa part un effet de change favorable).

En **données pro forma**, le chiffre d'affaires d'Orange s'élève à 9,5 milliards d'euros au 30 juin 2004, soit une augmentation de 11,2% qui reflète la croissance de 11,5%, en données historiques, et 12% en données pro forma, du chiffre d'affaires du réseau. La progression du nombre de clients (50,9 millions au 30 juin 2004), confortée par les programmes d'intégration et de déploiement de la marque Orange, s'établit à 11,5% au 30 juin 2004. S'y ajoute l'impact favorable de l'ARPU (voir définition au paragraphe 7.3 « **Glossaire** »), notamment en France et au Royaume-Uni, lié entre-autre au développement des services non-voix qui progressent de 29,2%, et qui représentent 14,3% du chiffre d'affaires du réseau au premier semestre 2004, contre 12,3% au premier semestre 2003 pro forma.

3.1.3 **Résultat d'exploitation avant amortissements, résultat d'exploitation, et investissements corporels et incorporels hors licences du segment Orange**

● **Résultat d'exploitation avant amortissements**

Le résultat d'exploitation avant amortissements du segment "Orange" croît de 12,7% en données historiques, reflétant la forte croissance de marge sur les principaux marchés dans un contexte général d'intensification de la pression concurrentielle. En données pro forma, le résultat d'exploitation avant amortissements du segment "Orange" connaît une croissance de 13,4% entre le 30 juin 2003 et le 30 juin 2004, pour atteindre 3 683 millions d'euros au premier semestre 2004, contre 3 248 millions d'euros au premier semestre 2003. Sur la même base de comparaison pro forma, le taux de marge du REAA sur chiffre d'affaires progresse de 37,9% au 30 juin 2003 à 38,6% au 30 juin 2004.

● **Résultat d'exploitation**

En données historiques, le résultat d'exploitation du segment "Orange" enregistre une croissance de 15,6% pour atteindre 2 411 millions d'euros au 30 juin 2004. En données pro forma, cette croissance s'élève à 16,0% et reflète la progression de la rentabilité opérationnelle du segment, malgré la hausse des dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles due au démarrage de l'UMTS en France et au Royaume-Uni.

● **Investissements corporels et incorporels hors licences UMTS et GSM**

Hors licences UMTS et GSM, les investissements corporels et incorporels du segment "Orange" enregistrent une hausse de 3,7% (en données pro forma), pour atteindre 952 millions d'euros au 30 juin 2004.

3.1.4 **Sous-ensemble Orange France**

3.1.4.1 **Les données opérationnelles d'Orange France**

Le tableau suivant présente les principales données opérationnelles d' « Orange France » au 30 juin 2004

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			Variations	
	2004	2003 pro forma (non audité)	2003 historique	04/03 pro forma (non audité)	04/03 historique
Chiffre d'affaires	4 139	3 806	3 806	8,8 %	8,8 %
Chiffre d'affaires réseau	3 916	3 542	3 542	10,6 %	10,6 %
REAA	1 979	1 735	1 735	14,1 %	14,1 %
REAA / Chiffre d'affaires total	47,8 %	45,6 %	45,6 %		
Résultat d'exploitation	1 604	1 388	1 388	15,6 %	15,6 %
RE / Chiffre d'affaires total	38,8 %	36,5 %	36,5 %		
CAPEX	395	291	291	35,6 %	35,6 %
Capex / Chiffre d'affaires total	9,5 %	7,7 %	7,7 %		
Licences UMTS / GSM	0	0	0	ns	ns
REAA - CAPEX	1 584	1 444	1 444	9,7 %	9,7 %
Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein)	7 519	7 679	7 679	(2,1)%	(2,1)%

3.1.4.2 **Chiffre d'affaires d'Orange France**

Le tableau suivant présente le chiffre d'affaires d'Orange en France, ainsi que les données relatives à l'activité.

	Semestre clos le 30 juin			Variations	
	2004	2003 pro forma (non audité)	2003 historique	04/03 pro forma (non audité)	04/03 historique
Chiffre d'affaires (en millions d'€)	4 139	3 806	3 806	8,8%	8,8%
Nb total d'abonnés (en milliers)	20 396	19 368	19 368	5,3%	5,3%
<i>dont forfait (en milliers)</i>	12 170	10 963	10 963	11,0%	11,0%
<i>dont offres en prépayé (en milliers)</i>	8 226	8 405	8 405	(2,1)%	(2,1)%
ARPU (en €) ⁽¹⁾	387	376	376	2,9%	2,9%
AUPU (en minutes) ⁽¹⁾	167	150	150	11,3%	11,3%

1. Voir glossaire.

Le chiffre d'affaires d'Orange France enregistre une progression de 8,8% au 30 juin 2004 (en **données historiques** comme en **données pro forma**). Cette croissance est liée, pour l'essentiel, à la croissance de 10,6% du chiffre d'affaires du réseau, générée par la progression sensible du nombre de clients (soit 5,3%, pour atteindre 20,4 millions à fin juin 2004). Parallèlement, l'ARPU (average annual revenue per user) à fin juin 2004 augmente passant de 376 euros à 387 euros. Cette amélioration est liée notamment aux facteurs suivants :

- l'évolution de la consommation mensuelle moyenne par client, l'AUPU. Elle enregistre une progression de 11,3% au 30 juin 2003 ;
- l'effet de la part croissante des forfaits dont l'ARPU est 3,4 fois supérieur à celui des offres en prépayé. Les forfaits représentent 60% du nombre total de clients actifs au 30 juin 2004 contre 57% un an plus tôt ;
- l'évolution de l'ARPU bénéficié du développement des services non-voix qui représentent 13,4% du chiffre d'affaires réseau au 30 juin 2004 contre 11,0% un an plus tôt.

Le chiffre d'affaires annuel moyen (ARPU) a augmenté malgré l'impact des baisses successives d'environ -15% du prix des appels sortants des réseaux fixes et entrant sur le réseau d'Orange France, intervenues en janvier 2003 et janvier 2004.

En 2003, comme les années précédentes, la facturation entre opérateurs mobiles en France s'effectue selon le dispositif du « *Bill & Keep* ».

Le « *Bill & Keep* » (littéralement « facturé et gardé ») correspond à l'acte par lequel l'opérateur mobile facture l'appelant de l'intégralité de l'appel sortant en direction d'un autre abonné mobile (l'appelé), sans reverser de quote-part au titre de la rémunération de l'accès à la partie terminale du réseau mobile de l'opérateur tiers.

Selon les dernières hypothèses connues à ce jour pour 2004, la sortie du système « *Bill & Keep* » pourrait avoir lieu en 2005.

Cette sortie du dispositif du « *Bill & Keep* » se traduirait par une augmentation du chiffre d'affaires d'Orange France et par la constatation de charges de reversements d'un montant quasiment équivalent.

3.1.4.3 Résultat d'exploitation avant amortissements, résultat d'exploitation et investissements corporels et incorporels hors licences du sous-ensemble Orange France

● **Résultat d'exploitation avant amortissements**

Les coûts d'acquisition globaux d'Orange France sont en augmentation de 8,2% entre le premier semestre 2003 et le premier semestre 2004. D'autre part, les coûts de fidélisation, dus aux dépenses faites pour maintenir le nombre de clients dans un marché concurrentiel, enregistrent une croissance de 43,4%, sur la même période.

Ainsi en pourcentage du chiffre d'affaires, les coûts d'acquisition et de fidélisation sont passés de 8,9% au premier semestre 2003 à 9,9% au premier semestre 2004. Le succès rencontré par la politique de migration des clients prépayés vers les contrats se reflète en France par la baisse du taux de résiliation des clients sous contrats. Ainsi, le taux de résiliation, en France passe de 20,4% au 30 juin 2003 à 18,6% au 30 juin 2004.

Globalement, les charges opérationnelles avant amortissements passent de -2 071 millions d'euros au 30 juin 2003 à -2 161 millions d'euros au 30 juin 2004, soit une progression de 4,3% pour une croissance du chiffre d'affaires de 8,8%.

Le résultat d'exploitation avant amortissements du sous-ensemble « Orange France » croît de 14,1% en données historiques, pour passer de 1 735 millions d'euros à 1 979 millions d'euros au 30 juin 2004. Cette forte croissance reflète la progression de la rentabilité

opérationnelle dérogée par « Orange France », le taux de marge du REAA sur chiffre d'affaires progressant de 45,6% au 30 juin 2003 à 47,8% au 30 juin 2004.

● **Résultat d'exploitation**

Les dotations aux amortissements des immobilisations sont en augmentation de 7,8%. Cette progression prend notamment en compte le début d'amortissement de la licence et du réseau UMTS au 1^{er} avril 2004. La licence s'élevant à 629 millions d'euros et étant amortie sur 17 ans et 5 mois, la charge d'amortissement à fin juin 2004 s'élève à -9 millions d'euros au 30 juin 2004.

Le résultat d'exploitation d'Orange France progresse de 15,6%, passant de 1 388 millions d'euros au 30 juin 2003 à 1 604 millions d'euros au 30 juin 2004.

● **Investissements corporels et incorporels hors licences UMTS et GSM**

Hors licences UMTS et GSM, les investissements corporels et incorporels de la composante « Orange France » enregistrent une hausse de 35,6% pour atteindre 395 millions d'euros au 30 juin 2004, contre 291 millions d'euros au 30 juin 2003. Cette évolution reflète le démarrage du déploiement du réseau de troisième génération sur l'ensemble du territoire couvert par Orange France.

3.1.5 Sous-ensemble Orange Royaume-Uni

3.1.5.1 Les données opérationnelles d'Orange Royaume-Uni

Le tableau suivant présente les principales données opérationnelles de la composante « Orange Royaume-Uni » au 30 juin 2004.

en millions d'€	Semestre clos le 30 juin			Variations	
	2004	2003 pro forma (non audité)	2003 historique	04/03 pro forma (non audité)	04/03 historique
Chiffre d'affaires	3 049	2 901	2 852	5,1%	6,9%
Chiffre d'affaires réseau	2 786	2 635	2 590	5,7%	7,6%
REAA	975	1 026	1 008	(4,9)%	(3,3)%
REAA / Chiffre d'affaires total	32,0%	35,4%	35,3%		
Résultat d'exploitation	487	617	606	(21,1)%	(19,7)%
RE / Chiffre d'affaires total	16,0%	21,3%	21,3%		
CAPEX	307	367	361	(16,4)%	(15,0)%
Capex / Chiffre d'affaires total	10,1%	12,6%	12,6%		
Licences UMTS / GSM	0	0	0	ns	ns
REAA - CAPEX	669	659	647	1,5%	3,3%
Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein)	11 969	11 298	11 298	5,9%	5,9%

3.1.5.2 Chiffre d'affaires d'Orange Royaume-Uni

Le tableau suivant présente le chiffre d'affaires d'Orange au Royaume-Uni, ainsi que les données relatives à l'activité. Les données pro forma 2003 prennent en compte l'effet de change favorable de la livre sterling.

	Semestres clos le 30 juin			Variations	
	2004	2003 pro forma (non audité)	2003 historique	04/03 pro forma (non audité)	04/03 historique
Chiffre d'affaires (en millions d'€)	3 049	2 901	2 852	5,1%	6,9%
Nb total d'abonnés (en milliers)	13 747	13 258	13 258	3,7%	3,7%
dont forfait (en milliers)	4 547	4 298	4 298	5,8%	5,8%
dont offres en prépayé (en milliers)	9 200	8 960	8 960	2,7%	2,7%
ARPU (en £) ⁽¹⁾	274	267	267	2,6%	2,6%
AUPU (en minutes) ⁽¹⁾	146	144	144	1,4%	1,4%

1. Voir glossaire.

En **données historiques**, le chiffre d'affaires d'Orange Royaume-Uni enregistre au 30 juin 2004 une augmentation de 6,9%, imputable aux variations de change favorable de la livre sterling.

En **données pro forma**, hors effets de change, la croissance de 5,1% du chiffre d'affaires du Royaume-Uni correspond à la croissance de 5,7% du chiffre d'affaires du réseau.

Cette progression soutenue du chiffre d'affaires du réseau est générée par :

- la croissance de 2,6%, en livres sterling, du chiffre d'affaires annuel moyen par client (ARPU). Celle-ci bénéficie du développement des services non-voix qui représentent 17,0% des revenus du réseau au 30 juin 2004, contre 15,4% au 30 juin 2003 ;
- l'effet favorable de la part croissante des forfaits dont l'ARPU est 4,7 fois supérieur à celui des offres en prépayé : les forfaits représentent 33% du nombre total de clients actifs au 30 juin 2004 contre 32% au 30 juin 2003 ;
- le nombre de clients actifs qui progresse de 3,7%, s'établissant à plus de 13,7 millions de clients actifs au 30 juin 2004 contre 13,3 millions au semestre précédent.

Le 24 juillet 2003, les tarifs de terminaison d'appel des quatre opérateurs de téléphonie mobile au Royaume-Uni ont fait l'objet d'une réduction de -15%.

Le 1^{er} juin 2004, l'*Office of Communications* ("OFCOM"), l'autorité de réglementation des télécommunications au Royaume-Uni, a publié sa décision qui consiste à demander à Orange, T-Mobile, O2 et à Vodafone de baisser leurs tarifs de terminaisons d'appels mobiles. Les opérateurs mobiles doivent s'assurer que leur tarifs de terminaisons d'appel ne dépassent pas le prix moyen de 6,31 pennies par minute (pour Orange et T-Mobile) et 5,63 pennies par minute (pour O2 et Vodafone), et ce, pour la période allant du 1^{er} septembre 2004 au 31 mars 2006. La baisse tarifaire représentera une diminution de près de -33% du niveau actuel des tarifs des opérateurs.

3.1.5.3 ~~Résultat d'exploitation avant amortissements, résultat d'exploitation et investissements corporels et incorporels hors licences du sous-ensemble Orange Royaume-Uni~~

● **Résultat d'exploitation avant amortissements**

En **données pro forma**, l'évolution des coûts d'acquisition du sous-ensemble « Orange Royaume-Uni » est de 35,4% entre le premier semestre 2003 et le premier semestre 2004. Les coûts de fidélisation dus aux dépenses faites pour maintenir le nombre de clients dans un marché concurrentiel enregistrent une augmentation de 73,0%. Ainsi, en pourcentage du chiffre d'affaires, les coûts d'acquisition et de fidélisation sont en progression, passant de 11,9% au 30 juin 2003 à 16,8% au 30 juin 2004.

Le taux de résiliation est en hausse pour passer de 18,5% au 30 juin 2003 à 26,1% au 30 juin 2004, en raison de la croissance du taux de résiliation des offres prépayées partiellement compensée par la quasi stabilité du taux de résiliation des forfaits.

Globalement, les charges opérationnelles avant amortissements du sous-ensemble « Orange Royaume-Uni » s'élèvent à -2 074 millions d'euros au premier semestre 2004, contre -1 876 millions d'euros au 30 juin 2003, soit une progression de 10,6% (**données pro forma**).

Le résultat d'exploitation avant amortissements du sous-ensemble « Orange Royaume-Uni » décroît de -3,3% en données historiques. En données pro forma, cette diminution est de -4,9%, pour atteindre 975 millions d'euros au 30 juin 2004 contre 1 026 millions d'euros au 30 juin 2003. Sur cette même base pro forma, le taux de marge du REAA sur chiffre d'affaires représente 32,0% au 30 juin 2004 contre 35,4% au semestre précédent.

● **Résultat d'exploitation**

En données pro forma, le résultat d'exploitation du sous-ensemble « Orange Royaume-Uni » enregistre une baisse -21,1% pour atteindre 487 millions d'euros au 30 juin 2004, contre 617 millions d'euros au 30 juin 2003. Cette baisse reflète la diminution de résultat d'exploitation avant amortissements conjuguée à la croissance des dotations aux amortissements des immobilisations.

Les dotations aux amortissements des immobilisations sont en augmentation de 19,5%. Cette augmentation est liée notamment au début d'amortissement de la licence UMTS depuis le 1^{er} mars 2004. La licence UMTS est amortie sur 18 ans linéairement, ainsi la charge d'amortissement au 30 juin 2004 s'élève à -114 millions d'euros.

● Investissements corporels et incorporels hors licences UMTS et GSM

En données pro forma, la baisse des investissements corporels et incorporels hors licences UMTS et GSM s'établit à -16,4% et correspond à la diminution des dépenses d'investissements de type 3G suite à une première phase d'investissements massifs en 2003, dans le but d'augmenter le taux de couverture d'Orange au Royaume-Uni.

3.1.6 Sous-ensemble Orange Reste du monde

3.1.6.1 Les données opérationnelles d'Orange Reste du monde

Le tableau suivant présente les principales données opérationnelles d'« Orange Reste du Monde » :

en millions d'€	Semestre clos le 30 juin			Variations	
	2004	2003 pro forma (non audité)	2003 historique	04/03 pro forma (non audité)	04/03 historique
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	2 430	1 952	2 043	24,4%	18,9%
Chiffre d'affaires réseau	2211	1 766	1 851	25,2%	19,4%
REAA	918	642	680	42,9%	35,0%
REAA / Chiffre d'affaires total	37,8%	32,9%	33,3%		
Résultat d'exploitation	519	245	263	111,9%	97,0%
RE/ Chiffre d'affaires total	21,4%	12,6%	12,9%		
CAPEX	243	232	247	4,9%	(1,5)%
Capex / Chiffre d'affaires total	10,0%	11,9%	12,1%		
Licences UMTS / GSM	5	0	0	ns	ns
REAA - CAPEX	675	411	433	64,4%	55,8%
Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein)	11 009	10 785	10 785	2,1%	2,1%

1. Inclut le chiffre d'affaires d'un montant de 6 millions d'euros des Fonctions Supports du segment « Orange ».

3.1.6.2 Chiffre d'affaires d'Orange Reste du monde

Le tableau suivant présente le chiffre d'affaires ainsi que le nombre d'abonnés d'Orange Reste du monde. Les données pro forma du premier semestre 2003, présentées dans le tableau ci-dessous prennent en compte l'effet de change notamment lié à l'évolution du cours de la livre égyptienne et du dollar américain :

	Semestres clos le 30 juin			Variations	
	2004	2003 pro forma (non audité)	2003 historique	04/03 pro forma (non audité)	04/03 historique
Chiffre d'affaires (en millions d'euros) ⁽¹⁾	2 430	1 952	2 043	24,4 %	18,9 %
Nb total d'abonnés (en milliers)	16 746	12 994	12 994	28,9 %	28,9 %

1. Inclut le chiffre d'affaires d'un montant de 6 millions d'euros des Fonctions Supports du segment « Orange ».

Le chiffre d'affaires d'Orange Reste du monde croît de 18,9% en **données historiques**. En **données pro forma**, le chiffre d'affaires d'Orange Reste du monde enregistre au 30 juin 2004 une progression de 24,4%, qui reflète la croissance de 25,2% du chiffre d'affaires du réseau.

Celle-ci correspond, pour la plus large part, à l'augmentation de 28,9% (en **données historiques et pro forma**) du nombre de clients actifs, confortée par la poursuite du déploiement de la marque Orange. Depuis le 1^{er} juillet 2003, le nombre d'abonnés a augmenté de 3,8 millions avec principalement la Roumanie, l'Egypte, la Slovaquie et les Pays-Bas.

La croissance **pro forma** de 24,4% du chiffre d'affaires d'Orange Reste du monde est liée aux performances enregistrées en Belgique, en Roumanie, aux Pays-Bas et en Egypte.

En **Belgique**, la croissance du chiffre d'affaires est de 18,1% pour atteindre 645 millions d'euros au 30 juin 2004 (en données pro forma). L'ARPU augmente de 5,4% par rapport au premier semestre 2003, et atteint 431 euros à fin juin 2004. Le nombre de clients du groupe Mobistar est en progression de 10,1% (soit 2,7 millions de clients) au premier semestre 2004.

Aux **Pays-Bas**, la croissance du chiffre d'affaires est de 31,6% pour atteindre 288 millions d'euros au 30 juin 2004 (en données pro forma). L' ARPU reste stable par rapport au premier semestre 2003, et atteint 381 euros à fin juin 2004. Le nombre de clients d'Orange Netherlands est en progression de 46,1% (soit 1,5 million de clients) au premier semestre 2004.

Au **Danemark**, la croissance du chiffre d'affaires est de 0,6% pour atteindre 128 millions d'euros au 30 juin 2004 (en données pro forma). L' ARPU reste stable par rapport au premier semestre 2003, et atteint 371 euros à fin juin 2004. Le nombre de clients d'Orange Denmark est en progression de 12,1% (soit 0,612 million de clients) au premier semestre 2004.

En **Suisse**, la croissance du chiffre d'affaires est de 10,9% pour atteindre 409 millions d'euros au 30 juin 2004 (en données pro forma). L' ARPU est de 688 euros à fin juin 2004, contre 710 euros à fin juin 2003. Le nombre de clients d'Orange Switzerland est en progression de 11,1% (soit 1,1 million de clients) au premier semestre 2004.

En **Roumanie**, la croissance du chiffre d'affaires est de 51,5% pour atteindre 281 millions d'euros au 30 juin 2004 (en données pro forma). L' ARPU est de 158 euros à fin juin 2004, contre 177 euros à fin juin 2003. Le nombre de clients d'Orange Romania est en progression de 52,8% (soit 4,0 millions de clients) au premier semestre 2004.

En **Slovaquie**, la croissance du chiffre d'affaires est de 18,0% pour atteindre 225 millions d'euros au 30 juin 2004 (en données pro forma). L' ARPU est de 201 euros à fin juin 2004, contre 196 euros à fin juin 2003, soit une progression de 2,5%. Le nombre de clients d'Orange Slovensko est en progression de 19,2% (soit 2,2 millions de clients) au premier semestre 2004.

En **Egypte**, la croissance du chiffre d'affaires est de 38,7% pour atteindre 199 millions d'euros au 30 juin 2004 (en données pro forma). L' ARPU atteint 176 euros à fin juin 2004 contre 232 euros à fin juin 2003. Le nombre de clients d'ECMS est en progression de 28,5% (soit 2,3 millions de clients) au premier semestre 2004.

Les autres filiales incluent Orange Côte d'Ivoire, Orange Cameroun, Orange Madagascar, Orange Dominicana et Orange Botswana. Les filiales africaines enregistrent une croissance du chiffre d'affaires de 52,9% pour atteindre 249 millions d'euros au 30 juin 2004 (en données pro forma). Le nombre de clients pour l'ensemble de ces sociétés est en progression de 35,1% (soit 2,3 millions de clients) au premier semestre 2004.

3.1.6.3 Résultat d'exploitation avant amortissements, résultat d'exploitation, et investissements corporels et incorporels hors licences du sous-ensemble Orange Reste du monde

● **Résultat d'exploitation avant amortissements**

En **données pro forma**, la progression des coûts d'acquisition du sous-ensemble « Orange Reste du monde » est de 43,7% entre le premier semestre 2003 et le premier semestre 2004. Les coûts de fidélisation dus aux dépenses faites pour maintenir le nombre de clients dans un marché concurrentiel enregistrent une augmentation de 73,5%. Ainsi, en pourcentage du chiffre d'affaires, les coûts d'acquisition et de fidélisation sont en progression, passant de 8,7% au 30 juin 2003 à 10,8% au 30 juin 2004.

Globalement, les charges opérationnelles avant amortissements du sous-ensemble « Orange Reste du monde » s'élèvent à -1 506 millions d'euros au premier semestre 2004, contre -1 301 millions d'euros au 30 juin 2003, soit une augmentation de 15,7% pour une croissance de 24,4% du chiffre d'affaires (données pro forma).

Le résultat d'exploitation avant amortissements du sous-ensemble « Orange Reste du monde » croît de 42,9%, pour atteindre 918 millions d'euros au 30 juin 2004 contre 642 millions d'euros au 30 juin 2003 (en données pro forma). Sur cette même base pro forma, le taux de marge du REAA sur chiffre d'affaires représente 37,8% au 30 juin 2004 contre 33,3% au premier semestre 2003.

● **Résultat d'exploitation**

Le résultat d'exploitation du sous-ensemble « Orange Reste du monde » enregistre une progression de 111,9% pour atteindre 519 millions d'euros au 30 juin 2004, contre 245 millions d'euros au 30 juin 2003 (en données pro forma). Cette évolution reflète la croissance soutenue du résultat d'exploitation avant amortissements d'Orange Reste du monde conjuguée à la quasi stabilité des dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles.

- **Investissements corporels et incorporels hors licences UMTS et GSM**

Les investissements corporels et incorporels hors licences UMTS et GSM s'élèvent à 243 millions d'euros au 30 juin 2004, contre 232 millions d'euros au 30 juin 2003, soit une augmentation de 4,9% entre les deux périodes (en données pro forma). Au premier semestre 2004, les dépenses liées à l'obtention d'une licence GSM par la filiale d'Orange en République Dominicaine s'élèvent à 5 millions d'euros. Cette licence concerne l'achat de fréquences 1800MHZ dans le but d'augmenter le taux de capture du *roaming* (itinérance) des visiteurs qui se connectent au réseau mobile d'Orange Dominicana pour recevoir et émettre des appels.

3.1.7 Fonctions Supports du segment Orange

Les Fonctions Supports concernent l'ensemble des activités relatives au développement de la marque Orange, de ses produits et services ainsi que les coûts opérationnels transverses à Orange et ses filiales.

3.1.7.1 Les données opérationnelles des Fonctions Supports du segment Orange

Le tableau ci-dessous indique les principales données opérationnelles au 30 juin 2003 et au 30 juin 2004.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			Variations	
	2004	2003 pro forma (non audité)	2003 historique	04/03 pro forma (non audité)	04/03 historique
REAA	(189)	(155)	(155)	(22,2)%	(22,0)%
Dotations aux amortissements et provisions des immobilisations	(10)	(16)	(16)	40,6 %	40,8 %
Résultat d'exploitation	(199)	(171)	(171)	(16,2)%	(16,0)%
CAPEX	7	27	27	(74,4)%	(74,4)%
Licences UMTS / GSM	0	0	0	ns	ns
REAA-CAPEX	(196)	(182)	(183)	(7,7)%	(7,5)%
Nb moyen d'employés (équivalent temps plein)	730	831	831	(12,2)%	(12,2)%

3.1.7.2 Résultat d'exploitation avant amortissements et résultat d'exploitation des Fonctions Supports du segment Orange

La baisse du résultat d'exploitation avant amortissements et du résultat d'exploitation est due principalement à la croissance des coûts liés au développement de la marque et des produits Orange ainsi qu'aux dépenses en marketing.



3.2 SEGMENT WANADOO

France Télécom détient 95,95% du capital de Wanadoo à l'issue de l'offre publique mixte réalisée pour le rachat partiel de la participation des actionnaires minoritaires de Wanadoo en mai 2004. Une Offre Publique de Retrait (OPR) est ouverte du 12 au 23 juillet 2004 et porte sur les titres Wanadoo non encore détenus. A l'issue de cette offre, Wanadoo et France Télécom S.A. sont appelées à fusionner.

Entre le 30 juin 2003 et le 30 juin 2004, Wanadoo a procédé aux cessions et restructurations suivantes :

- **Wanadoo Edition**

Wanadoo Portails a cédé le 30 septembre 2003 à MC2 Entertainment l'intégralité des titres Wanadoo Edition qu'elle détenait pour 9 millions d'euros. Ce prix de cession a été payé par remise de titres MC2 Entertainment nouvellement créés. A l'issue de cette opération Wanadoo devient actionnaire à hauteur de 12% de MC2 Entertainment.

- **FIT Productions**

Wanadoo a cédé le 31 mars 2004 la société FIT Productions.

- **Fusion Wanadoo Interactive et Wanadoo Portails**

Le 31 octobre 2003, la société Wanadoo Interactive a procédé à la fusion par absorption de la société Wanadoo Portails avec effet rétroactif au 1er janvier 2003. La nouvelle entité fusionnée est renommée Wanadoo France.

- **Rapprochement des équipes de Direction en Espagne**

Au cours du premier semestre 2004, un rapprochement des équipes de Direction a été décidé entre les sociétés Wanadoo Espagne et Uni2. La société Uni2 est également filiale de France Télécom.

- **Passage sous marque Wanadoo de Freeserve**

La filiale de Wanadoo au Royaume-Uni, Freeserve, a bénéficié du passage sous marque Wanadoo à partir de mai 2004. La société a été renommée Wanadoo UK et ses produits commercialisés sous la marque Wanadoo en particulier les produits Haut Débit.

Le segment «Wanadoo » comprend les services d'accès Internet, les portails, les sites marchands et les annuaires, activités regroupées sous Wanadoo S.A. depuis 2000.

Wanadoo est un acteur majeur sur le marché européen de l'Internet et des annuaires avec, au 30 juin 2004, plus de 9,2 millions de clients Accès Internet et plus de 302 000 annonceurs Annuaires. Wanadoo occupe une position de leader de l'Internet en France, au Royaume-Uni, de numéro deux en Espagne et de numéro trois aux Pays-Bas. Wanadoo compte plus de 3,2 millions d'abonnés haut-débit (ADSL et câble). Le domaine « e-commerce » comptabilise près de 600 000 commandes au 30 juin 2004.

Wanadoo regroupe ses activités sous deux domaines :

- les activités « Accès, Portails et e-Commerce »,
- les activités « Annuaires ».

3.2.1 **Les données opérationnelles du segment Wanadoo**

Le tableau suivant présente les principales données opérationnelles du segment « Wanadoo » au 30 juin 2004 :

en millions d'€	Semestre clos le 30 juin			Variations	
	2004	2003 pro forma (non audité)	2003 historique	04/03 pro forma (non audité)	04/03 historique
Chiffre d'affaires	1 360	1 215	1 227	11,9%	10,8%
REAA	126	113	109	12,3%	15,9%
<i>REAA / Chiffre d'affaires</i>	9,3%	9,3%	8,9%		
Résultat d'exploitation	94	77	60	22,3%	56,0%
<i>RE / Chiffre d'affaires</i>	6,9%	6,3%	4,9%		
CAPEX	31	27	37	12,1%	(16,5)%
<i>Capex / Chiffre d'affaires</i>	2,2%	2,2%	3,0%		
REAA - CAPEX	96	85	72	12,3%	32,2%
Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein)	6 384	6 547	6 627	(2,5)%	(3,7)%

Le tableau suivant présente pour le premier semestre 2003, les principaux retraitements pro forma du segment « Wanadoo ». Les variations de périmètre concernent essentiellement, les cessions de Wanadoo Belgique, Wanadoo Editions et FIT Productions :

en millions d'€	Variations ⁽¹⁾ pro forma (non audité)					
	Chiffre d'affaires	REAA	Résultat d'exploitation	CAPEX	REAA - CAPEX	Nombre moyen d'employés
Données historiques						
au 30 juin 2003	1 227	109	60	37	72	6 627
Sorties de périmètre	(8)	10	23	(9)	19	(80)
Autres variations ⁽²⁾	(6)	(6)	(6)	0	(6)	0
Variations de change ⁽³⁾	3	0	0	0	0	0
Données pro forma						
au 30 juin 2003	1 215	113	77	27	85	6 547

1. Données sociales.

2. Changement de méthode comptable lié au traitement des revenus issus des annuaires en ligne.

3. Impact des variations de change entre le taux au 30 juin 2003 et le taux au 30 juin 2004.

3.2.2 Chiffre d'affaires du segment Wanadoo

Le tableau suivant présente, pour les premiers semestres 2004 et 2003, le chiffre d'affaires du segment «Wanadoo» avec une répartition en deux activités.

en millions d'€	Semestre clos le 30 juin			Variations	
	2004	2003 pro forma (non audité)	2003 historique	04/03 pro forma (non audité)	04/03 historique
Accès, portails et e-Commerce	929	802	810	15,9%	14,7%
Annuaire	435	417	422	4,5%	3,1%
Eliminations et divers	(4)	(3)	(5)	ns	ns
Chiffre d'affaires Wanadoo	1 360	1 215	1 227	11,9%	10,8%
dont chiffre d'affaires en France	1 012	910	922	11,2%	9,8%
dont chiffre d'affaires hors de France	349	305	306	14,1%	14,0%
Nombre total de clients actifs ⁽¹⁾ (en milliers)	9 240	8 799	8 807	5%	5%
dont clients actifs en France	4 682	4 230	4 230	11%	11%
dont clients actifs hors de France	4 558	4 569	4 577	(0)%	(0)%

1. Clients s'étant connectés au moins une fois dans les 30 derniers jours.

Au 30 juin 2004, le chiffre d'affaires du segment "Wanadoo" enregistre, en **données historiques**, une croissance de 10,8% par rapport au 30 juin 2003. Cette croissance reflète avant tout l'impact favorable du développement de l'accès Internet (notamment haut débit). Les activités à l'international ont représenté 25,7% du chiffre d'affaires de Wanadoo sur le premier semestre 2004, contre 25,1% pour la même période en 2003. Les activités « Accès, portails et e-commerce » progressent de 15,0% et les activités « Annuaire » de 2,8%.

En **données pro forma**, la croissance de l'activité, entre le premier semestre 2003 et le premier semestre 2004 ressort à 11,9% avec une progression de 15,9% des activités « Accès, Portails et e-commerce » et de 4,5% pour les activités « Annuaire ».

3.2.3 Résultat d'exploitation avant amortissements, résultat d'exploitation, et investissements corporels et incorporels du segment Wanadoo

● Résultat d'exploitation avant amortissements

En données historiques, le résultat d'exploitation avant amortissements du segment "Wanadoo" enregistre une augmentation de 15,9% passant de 109 millions d'euros au 30 juin 2003, à 126 millions d'euros au 30 juin 2004. En **données pro forma**, le résultat d'exploitation avant amortissements passe de 113 millions d'euros à 126 millions d'euros, soit une hausse de 12,3%. Au 30 juin 2004, comme au 30 juin 2003, il représente 9,3% du chiffre d'affaires.

● Résultat d'exploitation

En données historiques, le résultat d'exploitation enregistre une croissance de 56,0%, passant de 60 millions d'euros au 30 juin 2003 à 94 millions d'euros au 30 juin 2004. En données pro forma, il progresse de 22,3%.

● **Investissements corporels et incorporels**

En données historiques, les investissements corporels et incorporels du segment "Wanadoo" enregistrent une baisse significative de -16,5% entre fin juin 2003 et fin juin 2004. En données pro forma, les investissements corporels et incorporels du segment « Wanadoo » augmentent de 12,1% entre les premiers semestres 2003 et 2004.

3.2.4 Sous-ensemble Accès, Portails, e-Commerce

3.2.4.1 Les données opérationnelles d'Accès, Portails et e-Commerce

Le tableau suivant présente les principales données opérationnelles du sous-segment « Accès, Portails et e-Commerce » au 30 juin 2004 :

en millions d'€	Semestre clos le 30 juin			Variations	
	2004	2003 pro forma (non audité)	2003 historique	04/03 pro forma (non audité)	04/03 historique
Chiffre d'affaires	929	802	810	15,9%	14,7%
REAA	(2)	(16)	(25)	87,4%	91,5%
REAA / Chiffre d'affaires	(0,2)%	(2,0)%	(3,1)%		
Résultat d'exploitation	(29)	(45)	(67)	35,3%	56,8%
RE / Chiffre d'affaires	(3,1)%	(5,6)%	(8,3)%		
CAPEX	27	22	31	21,3%	(14,9)%
Capex / Chiffre d'affaires	2,9%	2,7%	3,9%		
REAA - CAPEX	(29)	(38)	(57)	25,0%	49,5%
Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein)	2 077	2 130	2 233	(2,5)%	(7,0)%

3.2.4.2 Chiffre d'affaires d'Accès, portails et E-Commerce

Le tableau ci-dessous présente le chiffre d'affaires du sous-ensemble « Accès, Portails, E-commerce », ainsi que les données relatives à l'activité.

en millions d'€	Semestre clos le 30 juin			Variations	
	2004	2003 pro forma (non audité)	2003 historique	04/03 pro forma (non audité)	04/03 historique
Chiffres d'affaires Accès, Portails et e-Commerce	929	802	810	15,9%	14,7%
Total parc clients actifs	9 240	8 799	8 807	5,0%	4,9%
dont total clients haut-débit (ADSL + câble)	3 266	1 819	1 320	79,5%	147,4%
dont total clients hors de France	4 558	4 569	4 577	(0,2)%	(0,4)%
ARPU connectivité toutes offres	14	nd	13	nd	6,9%
ARPU connectivité haut-débit	24	nd	35	nd	(30,8)%
Nombre de commandes cumulées (en milliers)	584,0	441,0	441,0	32%	32%

Le chiffre d'affaires des activités « Accès, portails et e-Commerce » à fin juin 2004 est en croissance en données historiques de 14,7% et en croissance pro forma de 15,9%.

Cette croissance est générée, pour l'essentiel, par les Services d'accès à Internet. Elle s'accompagne de la croissance du parc de clients actifs, 431 000, soit 4,8% en données pro forma, et plus particulièrement de la progression du nombre de clients haut débit (ADSL et câble). Celui-ci passe de 1,8 million de clients au 30 juin 2003 à 3,3 millions au 30 juin 2004 (soit plus de 35% de son parc européen de clients à cette date). Cette croissance a reposé sur l'acquisition de nouveaux clients mais aussi sur la migration de clients Wanadoo bas-débit vers des offres haut-débit. L'augmentation du parc comme sa répartition au profit d'offres à prix plus élevés expliquent la progression du chiffre d'affaires ainsi que de l'ARPU toutes offres (chiffre d'affaires moyen mensuel par abonné). En revanche, la concurrence très élevée sur l'activité, en particulier sur l'accès haut-débit, contribue à la baisse de l'ARPU des offres haut-débit.

En **France**, le développement rapide de l'accès haut débit amorcé en 2002 se poursuit : au 30 juin 2004, le nombre d'abonnés haut débit de Wanadoo en France s'élève à 2,3 millions, soit une progression de 66% par rapport à juin 2003. L'ARPU toutes offres confondues augmente quant à lui de 2,1% et atteint 17,65 euros par mois.

Au **Royaume-Uni**, la progression rapide des revenus de l'accès est liée à la part croissante des clients avec abonnement et notamment ADSL : celle-ci s'établit au 30 juin 2004 à 44,7% sur un total de 2,5 millions de clients actifs, contre 41,7% au 30 juin 2003 sur un total 2,6 millions de clients actifs. Le parc toutes offres a effectivement baissé de 142 000 clients mais dans le même temps, Wanadoo UK confortait sa base de clients abonnés notamment en développant sa base de client haut-débit de 225 000 clients supplémentaires. Au 30 juin 2004, Wanadoo UK compte 316 000 clients pour l'ADSL contre 158 000 fin décembre 2003 et 91 000 un an plus tôt. La transformation du parc permet d'atteindre un ARPU toutes offres confondues de 10,5 euros, soit une augmentation de 23% par rapport à juin 2003.

En **Espagne**, le parc client toutes offres a également reculé mais dans le même temps, la base de client haut-débit a atteint les 235 000 clients contre 131 000 un an plus tôt soit une progression de 79%. La part du parc haut-débit est passé de 9% à 16,3%. Cette transformation du parc a permis de maintenir l'ARPU à 10,2 euros.

Aux **Pays-Bas**, Wanadoo compte 613 000 clients à fin juin 2004. Les clients haut débit représentent 65,5% de la base totale de clients. L'ARPU toutes offres confondues s'établit à 8,3 euros en progression de 6%.

Les activités de l'e-Commerce enregistrent un chiffre d'affaires de 25,6 millions d'euros au 30 juin 2004 contre 22,2 millions d'euros au 30 juin 2003, soit une croissance de 15,3%, générée par la progression soutenue du nombre de commandes sur Alapage : croissance de 32,4% par rapport au premier semestre 2003 à plus de 539 000 commandes, et 584 000 commandes pour tout le domaine e-Commerce.

3.2.4.3 ~~Résultat d'exploitation avant amortissements, résultat d'exploitation et investissements corporels et incorporels du sous-ensemble Accès, Portails, e-commerce~~

● **Résultat d'exploitation avant amortissements**

Les charges opérationnelles avant amortissements du sous-ensemble « Accès, Portails et e-Commerce » s'élèvent à -932 millions d'euros au 30 juin 2004, contre -834 millions d'euros au 30 juin 2003 (données historiques), soit une progression de 11,7% entre les deux périodes. En données pro forma, cette évolution de 13,9% est à mettre en relation avec la croissance du parc haut débit tant pour l'acquisition de nouveaux clients que de la migration des offres bas-débit vers les offres haut débit. La conquête d'un client haut débit se caractérise, en effet, par des coûts d'achat de modems, des frais d'accès au service et de commissionnement supérieurs à la conquête d'un client bas débit. Les charges opérationnelles avant amortissements enregistrent également l'impact de l'ordre de -30 millions d'euros lié au changement de marque de Wanadoo UK.

En données historiques, le résultat d'exploitation avant amortissements du sous-ensemble « Accès, Portails et e-Commerce » approche l'équilibre : il passe de près de -26 millions d'euros à fin juin 2003 à -2 millions d'euros à fin juin 2004, soit une progression de 91,5%. En données pro forma, le résultat d'exploitation avant amortissements s'améliore de 86,8% pour atteindre -16 millions d'euros à fin juin 2003. Cette amélioration est à mettre au fait :

- de la transformation du parc au profit de clients haut-débit générateurs d'ARPU plus élevé dans un contexte de coûts de conquêtes élevés sur ces clients ; conjugué par ailleurs à une concurrence vive sur les marchés où Wanadoo opère ;
- des économies d'échelles liées à la croissance du parc ainsi que de la maîtrise des coûts.

Rapporté au chiffre d'affaires, le résultat d'exploitation avant amortissements du sous-ensemble « Accès, Portails et e-Commerce » progresse pour passer de -3,2% au 30 juin 2003, à -0,2% au 30 juin 2004.

● **Résultat d'exploitation**

En données historiques, le résultat d'exploitation croît de 38 millions d'euros, passant de -67 millions d'euros au 30 juin 2003 à -29 millions d'euros au 30 juin 2004, soit une augmentation de 56,8%. En données pro forma, cette hausse est de 35,3%.

● Investissements corporels et incorporels

En données historiques, les investissements corporels et incorporels du sous-ensemble « Accès, Portails et e-Commerce » enregistrent une baisse significative de -14,9%, pour atteindre 27 millions d'euros au 30 juin 2004 contre 31 millions d'euros au 30 juin 2003. Cette diminution est notamment liée à l'impact de la sortie de périmètre de FIT Production au premier semestre 2004. En données pro forma, les investissements corporels et incorporels de ce sous-ensemble augmentent de 21,3% entre le premier semestre 2003 et le premier semestre 2004. Cette hausse est liée notamment aux investissements nécessaires au lancement d'offres de Voix sur IP.

3.2.5 Sous-ensemble Annuaire

Les « Annuaire » regroupent toutes les activités relatives à l'édition d'annuaire imprimés et en ligne, leur distribution, la vente d'espace publicitaire, la commercialisation de bases de données marketing et la création de sites Internet pour les annonceurs

Les activités comprennent les services suivants :

- PagesJaunes, permettant d'accéder aux abonnés professionnels (PagesJaunes imprimées, PagesJaunes Internet – « pagesjaunes.fr », PagesJaunes Minitel – 3611, PagesJaunes est aussi disponible sur WAP et WAP GPRS couleur) ;
- l'Annuaire, permettant une recherche de particulier (ex -Pages Blanches) ;
- « QuiDonc » (annuaire de recherche inversée présent sur le service WAP, WAP GPRS couleur, dans les services payants des portails Internet du Groupe : « wanadoo.fr » et « voilà.fr » et également accessible depuis « pages.jaunes.fr ») ;
- les produits « Kompass » (base de données mondiale d'informations sur les entreprises accessibles sur Internet, Intranet, CD-Rom, supports imprimés et Minitel) ;
- PagesPro (annuaire professionnel imprimé, sur Internet ou sur CD-Rom) ;
- création de sites Internet ;
- Wanadoo Data (marketing direct, commercialisation de fichiers de particuliers et de professionnels et services d'hébergement de bases de données, de traitement informatique d'adresses, e-mailing, enrichissement de données et analyse de fichiers clients) ;
- activités à l'international, notamment QDQ en Espagne.

3.2.5.1 Les données opérationnelles des Annuaire

Le tableau suivant présente les principales données opérationnelles du sous-segment « Annuaire » au 30 juin 2004.

en millions d'€	Semestre clos le 30 juin			Variations	
	2004	2003 pro forma (non audité)	2003 historique	04/03 pro forma (non audité)	04/03 historique
Chiffre d'affaires	435	417	422	4,5%	3,1%
REAA	163	143	148	13,7%	10,1%
REAA / Chiffre d'affaires	37,5%	34,4%	35,1%		
Résultat d'exploitation	158	137	142	15,7%	11,1%
RE / Chiffre d'affaires	36,3%	32,8%	33,6%		
CAPEX	3	5	5	(41,9)%	(41,9)%
CAPEX / Chiffre d'affaires	0,7%	1,2%	1,2%		
REAA - CAPEX	160	139	144	15,7%	11,1%
Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein)	4 171	4 254	4 240	(2,0)%	(1,6)%

3.2.5.2 Chiffre d'affaires des Annuaire

Le tableau suivant présente pour les premiers semestres 2003 et 2004, le chiffre d'affaires du sous-ensemble « Annuaire ».

en millions d'€	Semestre clos le 30 juin			Variations	
	2004	2003 pro forma (non audité)	2003 historique	04/03 pro forma (non audité)	04/03 historique
Chiffres d'affaires total " Annuaire "	435	417	422	4,5%	3,1%
Nombre d'annonceurs Internet (en milliers)	302	262	262	15,6%	15,7%

Le chiffre d'affaires des « Annuaire » s'élève à 435 millions d'euros, soit une progression de 3,1% au 30 juin 2004 par rapport au 30 juin 2003 **historique**, et une progression de 4,5% par rapport à fin juin 2003 **pro forma**. Cette croissance s'explique par les éléments suivants :

- l'enrichissement de l'offre tant sur les annuaires imprimés que sur les services en ligne, du fait du lancement réussi de formats publicitaires innovants,
- l'augmentation du chiffre d'affaires moyen par annonceur,
- la conquête de nouveaux clients,
- l'augmentation tarifaire.

Le chiffre d'affaires de PagesJaunes, en France, s'élève à 399 millions d'euros au 30 juin 2004 contre 383 millions d'euros au 30 juin 2003 (en **données pro forma**), soit une augmentation de 4,2%. La progression des activités PagesJaunes est tirée par la croissance de 20,9% des revenus des « services en lignes » et par l'augmentation de 0,4% des « annuaires imprimés », largement compensée par la diminution du chiffre d'affaires des « autres activités » :

- le chiffre d'affaires des « annuaires imprimés » passe de 265 millions d'euros au 30 juin 2003 à 266 millions d'euros au 30 juin 2004 (en **données pro forma**), du fait du lancement de nouveaux formats publicitaires sur les annuaires imprimés (parution d'une édition de poche sur Paris, au mois de mai 2004, notamment) et du développement des produits publicitaires s'apparentant à de l'affichage local.
- le chiffre d'affaires des « services en ligne » s'élève à 123 millions d'euros au 30 juin 2004 contre 102 millions d'euros au 30 juin 2003 (en **données pro forma**). Cette croissance résulte principalement de la hausse de 57% des revenus de *pages.jaunes.fr* sur la période, du fait de l'enrichissement de la gamme de produits comme les offres d'affichage « Totem » de *pagesjaunes.fr* ainsi que d'une hausse des tarifs inférieure à l'augmentation de l'audience. Le nombre de visiteurs de *pagesjaunes.fr* est de 34,6 millions en juin 2004 contre 22,1 millions en juin 2003.
- le chiffre d'affaires des autres activités passe de 16 millions au 30 juin 2003 à 10 millions d'euros au 30 juin 2004 (en **données pro forma**). Il baisse de -39,7% sous l'effet de la diminution importante des prix de vente imposée à France Télécom en septembre 2003.

Le chiffre d'affaires des activités à l'international et des autres filiales progresse de 3,5% par rapport au premier semestre 2003 pour atteindre 37 millions d'euros au 30 juin 2004. Cette croissance résulte principalement de la progression des revenus de la filiale QDQ Media, en Espagne :

- le chiffre d'affaires de QDQ Media progresse de 6,6%, au premier semestre 2004, pour atteindre 18 millions d'euros, par rapport au premier semestre 2003, en **données pro forma**. Cette croissance découle du développement du chiffre d'affaires moyen par annonceur.
- le chiffre d'affaires des « autres filiales », incluant Kompas France, Wanadoo Data et Mappy, est stable d'un semestre à l'autre.

3.2.5.3 **Résultat d'exploitation avant amortissements, résultat d'exploitation et investissements corporels et incorporels du sous-ensemble Annuaire**

● **Résultat d'exploitation avant amortissements**

Les charges opérationnelles avant amortissements du sous-ensemble « Annuaire » sont quasiment stables : elles s'élèvent à -272 millions d'euros au 30 juin 2004, contre -274 millions d'euros (données historiques), et -273 millions d'euros (données pro forma) au

30 juin 2003. Rapportées au chiffre d'affaires, elles passent de 65,5% à fin juin 2003, en données historiques, à 62,5% à fin juin 2004. Cette amélioration provient essentiellement d'une meilleure maîtrise sur les coûts éditoriaux (de papier, d'impression et de distribution des annuaires), ainsi que de l'optimisation des tirages. En particulier une véritable synergie et des négociations sur des bases communes à PagesJaunes en France et QDQ en Espagne avec les fournisseurs ont permis de baisser ces coûts éditoriaux.

En données historiques, le résultat d'exploitation avant amortissements enregistre une croissance de 9,4%, passant de 149 millions d'euros au 30 juin 2003 à 163 millions d'euros au 30 juin 2004. En données pro forma, il augmente de 13,7%. En particulier, le résultat d'exploitation avant amortissements de Pages Jaunes progresse grâce à la croissance du chiffre d'affaires. En Espagne, QDQ confirme son redressement, profitant de la croissance de son chiffre d'affaires et de son plan d'économies. Rapporté au chiffre d'affaires, le résultat d'exploitation avant amortissements du sous-ensemble « Annuaires » augmente pour passer de 34,9% au 30 juin 2003, à 38,4% au 30 juin 2004, soit près de 3 points d'augmentation.

● **Résultat d'exploitation**

En données historiques, le résultat d'exploitation s'améliore de 16 millions d'euros, passant de 142 millions d'euros au 30 juin 2003 à 158 millions d'euros au 30 juin 2004 soit une amélioration de 11,1%. En données pro forma, la progression est de 15,7%.

● **Investissements corporels et incorporels**

Les investissements corporels et incorporels du sous-ensemble « Annuaires » demeurent structurellement peu importants. Entre le 30 juin 2003 et juin 2004, les investissements corporels et incorporels de ce sous-ensemble ont diminué de 41,9% passant de 5 millions d'euros à 3 millions d'euros en données historiques comme en données pro forma.



3.3 SEGMENT FIXE, DISTRIBUTION, RESEAUX, GRANDS COMPTES ET OPERATEURS

Le segment « Fixe, Distribution, Réseaux, Grands Comptes et Opérateurs » regroupe les services fixes du groupe France Télécom principalement en France, en particulier la téléphonie fixe, les services aux opérateurs, les services aux entreprises, la télévision par câble, les agences commerciales, la vente et la location d'équipements, ainsi que les fonctions supports (dont les services de recherche et développement, logistique, achats) et la division système d'information.

3.3.1 Les données opérationnelles du segment Fixe, Distribution, Réseaux, Grands Comptes et Opérateurs

Le tableau suivant présente les principales données opérationnelles du segment « Fixe, Distribution, Réseaux, Grands Comptes et Opérateurs » au 30 juin 2004 et 2003.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			Variations	
	2004	2003 pro forma (non audité)	2003 historique	04/03 pro forma (non audité)	04/03 historique
Chiffre d'affaires	10 799	10 909	10 916	(1,0)%	(1,1)%
REAA	3 895	3 732	3 687	4,4 %	5,6 %
REAA / Chiffre d'affaires	36,1 %	34,2 %	33,8 %		
Résultat d'exploitation	2 387	2 155	2 039	10,8 %	17,1 %
RE / Chiffre d'affaires	22,1 %	19,8 %	18,7 %		
CAPEX	647	626	626	3,4 %	3,3 %
Capex / Chiffre d'affaires	6,0 %	5,7 %	5,7 %		
REAA - CAPEX	3 248	3 105	3 061	4,6 %	6,1 %
Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein)	114 855	121 899	121 868	(5,8)%	(5,8)%

Le tableau suivant présente pour le premier semestre 2003, les principaux retraitements pro forma du segment « Fixe, Distribution, Réseaux, Grands Comptes et Opérateurs ». Les variations de périmètre étant quasiment nulles, les impacts pro forma concernent pour l'essentiel les changements de méthode comptable et les variations de change.

(en millions d'euros)	Variations ⁽¹⁾ pro forma (non audité)					Nombre moyen d'employés
	Chiffre d'affaires	REAA	Résultat d'exploitation	CAPEX	REAA - CAPEX	
Données historiques au 30 juin 2003	10 916	3 687	2 039	626	3 061	121 868
Entrées / Sorties de périmètre :	0	0	0	0	0	0
Autres variations	0	19	89	0	19	33
Variations de change ⁽²⁾	(7)	25	27	(1)	26	0
Données pro forma au 30 juin 2003	10 909	3 732	2 155	626	3 106	121 899

1. Données sociales.

2. Impact des variations de change entre le taux au 30 juin 2003 et le taux au 30 juin 2004.

3.3.2 Chiffre d'affaires du segment Fixe, Distribution, Réseaux, Grands Comptes et Opérateurs

Le tableau suivant présente les chiffres d'affaires, par marché, du segment « Fixe, Distribution, Réseaux, Grands Comptes et Opérateurs » pour les semestres clos les 30 juin 2004 et 2003 ainsi que leurs variations entre les deux périodes exprimées en pourcentage.

en millions d'€	Semestre clos le 30 Juin			Variations	
	2004	2003 pro forma (non audité)	2003 historique	2004/2003 pro forma (non audité)	2004/2003 historique
Services Grand public	5 414	5 669	5 679	(4,5)%	(4,7)%
Services Entreprises	3 250	3 393	3 389	(4,2)%	(4,1)%
Réseaux et Opérateurs	1 913	1 671	1 672	14,5%	14,4%
Autres revenus	222	176	176	26,0%	25,9%
Chiffre d'affaires Fixe, Distribution, Réseaux, Grands Comptes et Opérateurs	10 799	10 909	10 916	(1,0)%	(1,1)%

Le chiffre d'affaires du segment « Fixe, Distribution, Réseaux, Grands Comptes et Opérateurs » enregistre une baisse pro forma de -1,0% au 30 juin 2004 (-1,1% en données historiques), en amélioration sensible par rapport à l'année précédente (la baisse était de -2,4% pour l'ensemble de l'année 2003 en données pro forma et de -5,6% en données historiques). Cette amélioration est liée au développement rapide de l'ADSL dont le nombre d'accès a plus que doublé en un an : au 30 juin 2004, le nombre total des accès ADSL (y compris les lignes dégroupées et les ventes à Wanadoo) s'élève à 4,7 millions contre 2,2 millions un an plus tôt.

Parallèlement, les revenus de la téléphonie classique des marchés Grand Public et Entreprises enregistrent une diminution pro forma de -6,8% (-6,6% en données historiques), liée aux baisses de prix et aux pertes de part de marché. Sur le trafic local, la part de marché de France Télécom (mesurée à l'interconnexion) s'établit à 72,5% en juin 2004, soit un recul de -5,3 points par rapport à juin 2003. Sur le marché des communications longue distance, la part de marché de France Télécom s'établit à 59,7%, soit un recul de -3,6 points en un an.

● Chiffre d'affaires des services Grand Public

Le tableau suivant présente les chiffres d'affaires et autres informations relatives aux services Grand Public pour les semestres clos les 30 juin 2004 et 2003 ainsi que leurs variations entre les deux périodes exprimées en pourcentage.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			Variations	
	2004	2003 pro forma (non audité)	2003 historique	04/03 pro forma (non audité)	04/03 historique
Abonnements	2 029	2 062	2 063	(1,6)%	(1,7)%
Communications téléphoniques	1 841	2 041	2 027	(9,8)%	(9,2)%
Services en ligne et accès à Internet	495	442	478	11,9 %	3,6 %
Autres services Grand Public	1 049	1 124	1 111	(6,6)%	(5,5)%
Chiffre d'affaires Services Grand Public	5 414	5 669	5 679	(4,5)%	(4,7)%
Nombre de lignes téléphoniques Grand Public (1) (2) (en millions)	27,5	nd	27,8	nd	(0,8)%
Trafic téléphonique "voix" des abonnés Grand Public (en milliards de minutes)	28,1	nd	30,8	nd	(8,7)%
Nombre de souscriptions aux forfaits de communications (2) (en millions)	9,6	nd	7,8	nd	22,9 %
Trafic Grand Public des services en ligne et de l'accès à Internet bas-débit (en milliards de minutes)	11,4	nd	11,9	nd	(4,1)%
Nombre d'abonnés Grand Public à l'ADSL, hors vente en gros aux FAI tiers (2) (en milliers)	2 267,7	nd	1 347,8	nd	68,3 %

1. Ce chiffre comprend les lignes analogiques (standards) et les canaux Numéris (RNIS), chaque canal Numéris étant comptabilisé comme une ligne. Le nombre de canaux Numéris du marché grand public s'élève à 1,1 million au 31 décembre 2003, soit une progression annuelle de 1,4%.

2. En fin de période.

Abonnements Grand Public

La baisse du chiffre d'affaires des abonnements est due à la gratuité de la liste rouge intervenue le 6 août 2003 (impact de -51 M€ sur le premier semestre 2004) et dans une moindre mesure à la baisse de -0,8% du nombre de lignes téléphoniques. Ces effets sont partiellement compensés par le développement régulier des options et des services complémentaires à l'abonnement de base.

Communications téléphoniques Grand Public

Le chiffre d'affaires des communications téléphoniques grand public enregistré au 30 juin 2004 une diminution de -9,8% par rapport à au premier semestre 2004. Celle-ci est due (i) à l'impact de la baisse d'environ -9,2% du prix moyen des communications vers les mobiles liée aux baisses de prix intervenue en juillet 2003 et mars 2004 et (ii) à l'effet des pertes de part de marché. Parallèlement, les offres de forfaits de communications poursuivent leur progression rapide et totalisent 10 millions de clients au 30 juin 2004, soit une progression de 26% par rapport au 30 juin 2003. Les forfaits de communications représentent 26% du chiffre d'affaires des communications téléphoniques grand public au premier semestre 2004 contre 17% au premier semestre 2003, permettant ainsi d'accroître de façon significative la part du chiffre d'affaires récurrent des abonnés grand public.

Services en ligne et accès à Internet Grand Public

La progression globale de 11,9% au 30 juin 2004 du chiffre d'affaires des "Services en ligne et accès à Internet Grand Public" est liée au développement de la vente en gros d'accès ADSL à Wanadoo France, dont le chiffre d'affaires a fortement progressé. Au 30 juin 2004, le nombre d'accès ADSL vendus à Wanadoo France s'établit à 2,072 millions contre 1,093 million un an plus tôt. L'effet de cette progression est partiellement compensé par :

- le repli des produits des autres offres d'accès à l'Internet : souscriptions à l'ADSL de MaLigne (service d'accès qui laisse à l'abonné le libre choix de son FAI) et communications téléphoniques des accès Internet bas débit vendues à Wanadoo ;
- la baisse significative du chiffre d'affaires du kiosque télématique Télétel et la diminution des revenus des Renseignements et des services par opérateur.

Autres services Grand Public

La baisse de -6,6% des « Autres services Grand Public » est liée pour la plus large part aux services de publiphonie et de services de cartes dont le chiffre d'affaires enregistre une baisse de -18,6% en données pro forma (-22,9% en données historiques) qui reflète la baisse de -18,2% du volume de trafic de ces services dans la comparaison des deux périodes. Le reste de la baisse concerne les revenus des prestations du réseau de distribution des agences en France, fournies aux autres partenaires du groupe France Télécom (principalement Orange France et Wanadoo France) pour la commercialisation de leurs services.

Le chiffre d'affaires des « ventes et location d'équipements » (474 millions d'euros au premier semestre 2004) demeure globalement stable par rapport au premier semestre 2003. La progression des ventes de terminaux mobiles et de recharges Mobicarte compense le repli des ventes et location d'équipements des services fixes.

● **Chiffre d'affaires des services Entreprises**

Le tableau suivant présente les chiffres d'affaires et autres informations relatives aux Services Entreprises pour les semestres clos les 30 juin 2004 et 2003, ainsi que leurs variations entre les deux périodes exprimées en pourcentage.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			Variations	
	2004	2003 pro forma (non audité)	2003 historique	04/03 pro forma (non audité)	04/03 historique
Téléphonie fixe Entreprises	1 549	1 716	1 715	(9,7)%	(9,7)%
Réseaux d'entreprises	1 261	1 259	1 255	0,1 %	0,4 %
Autres produits Entreprises	440	418	419	5,3 %	5,1 %
Chiffre d'affaires Services Entreprises	3 250	3 393	3 389	(4,2)%	(4,1)%
Nombre de lignes téléphoniques Entreprises ⁽¹⁾ (⁽²⁾ en millions)	5,8	nd	5,7	nd	0,5 %
Trafic téléphonique "voix" Entreprises (en milliards de minutes)	10,3	nd	11,2	nd	(7,4)%
Trafic Entreprises des services en ligne et de l'accès à Internet bas-débit (en milliards de minutes)	7,9	nd	10,4	nd	(24,9)%
Nombre total des accès permanents aux réseaux de données ⁽¹⁾ (en milliers)	232,1	nd	221,8	nd	4,6 %
<i>Dont Nombre des accès IP-VPN ⁽¹⁾ (en milliers)</i>	<i>50,2</i>	<i>nd</i>	<i>26,9</i>	<i>nd</i>	<i>86,8 %</i>
Nombre total de liaisons louées aux Entreprises ⁽¹⁾ (en milliers)	209,4	0,0	252,0	nd	(16,9)%

1. En fin de période.

2. Ce chiffre comprend les lignes analogiques (standards) et les canaux Numéris (RNIS), chaque canal Numéris étant comptabilisé comme une ligne. Le nombre de canaux Numéris du marché Entreprises s'élève à 3,7millions au 30 juin 2004, soit une progression annuelle de 1,3%.

Téléphonie fixe Entreprises

La diminution de -9,7% du chiffre d'affaires de la "Téléphonie fixe Entreprises" enregistrée au premier semestre 2004 par rapport au premier semestre 2003, est liée à la baisse pro forma de -15,0% des revenus des communications téléphoniques Entreprises (-14,7% en données historiques), à la baisse pro forma de -2,4% du chiffre d'affaires des abonnements Entreprises (-3,2% en données historiques), et au repli de -9,7% en données pro forma des revenus des services en ligne Entreprises (-7,8% en données historiques).

Le chiffre d'affaires des « communications téléphoniques Entreprises » contribue pour un peu plus de la moitié des revenus de la téléphonie fixe Entreprises au premier semestre 2004. La baisse pro forma de -15,0% correspond (i) à l'effet des baisses du prix des communications vers les mobiles intervenue en 2003 et 2004, (ii) à l'effet des baisses de prix *via* les remises au volume accordées aux Entreprises et (iii) à la diminution du volume des communications téléphoniques (à la fois baisse du marché global mesuré à l'interconnexion et baisse des parts de marché de France Télécom) que compense partiellement la croissance du volume des communications fixe vers mobile plus rémunératrices.

Les "abonnements Entreprises" représentent environ 40% des revenus de la "téléphonie fixe Entreprises" au premier semestre 2004. La baisse de -2,4% du chiffre d'affaires des abonnements Entreprises (données pro forma) est liée à la gratuité de la Liste Rouge intervenue le 6 août 2003 et à la mise en place d'offres aux volumes pour les zones denses plus attractives. Par ailleurs, le nombre d'équivalents lignes téléphoniques, qui s'établit à 5,8 millions au 30 juin 2004, est en croissance de 0,5% par rapport au 30 juin 2003.

Les "Services en ligne Entreprises" correspondent pour l'essentiel à l'activité du kiosque téléphonique Audiotel qui regroupe les services électroniques de renseignements accessibles par téléphone tels que les services bancaires à domicile et de météorologie. Les revenus des "Services en ligne Entreprises" demeurent stables au premier semestre 2004 : l'augmentation des quotes-parts reversées aux fournisseurs des services du kiosque téléphonique (ces reversements sont comptabilisés en diminution du chiffre d'affaires brut des appels) est compensée par la croissance des volumes de trafic.

Réseaux d'Entreprises

Le chiffre d'affaires des "Réseaux d'Entreprises" est stable par rapport au semestre précédent en **données pro forma** : la progression pro forma de 4,5% des revenus des *solutions de réseaux de données* (977 millions d'euros au premier semestre 2004) est compensée par la baisse de -12,6% (également en **données pro forma**) des produits des *liaisons louées* (283 millions d'euros au premier semestre 2004).

S'agissant des *solutions de réseaux de données*, nous constatons une accélération du phénomène de migration de technologies : les réseaux de données managés connaissent une croissance de 8% par rapport au premier semestre 2003. Au sein de ces réseaux, on constate une baisse des produits classiques de réseaux de données (principalement la commutation de paquets X25) compensée par la forte croissance des produits IPVPN. Par ailleurs, les services de gestion d'infrastructures applicatives, notamment liés à l'hébergement et à la sécurité sont en progression (+17% au 30 juin 2004 par rapport au 30 juin 2003) de même que les activités liées à l'outsourcing.

Parallèlement, la baisse du chiffre d'affaires des *liaisons louées* reflète la migration des entreprises vers les solutions de réseaux de données intégrant des services complémentaires à la location des infrastructures de base. Entre fin juin 2004 et fin juin 2003, la baisse du parc global des liaisons louées par les Entreprises s'établit à -16,9% ; elle concerne les liaisons analogiques et numériques à bas et moyens débits, plus particulièrement les liaisons 64-128k. Ces liaisons sont remplacées petit à petit par des accès DSL entreprises. On constate, par ailleurs, une croissance des services à très haut débit, favorisée par la gamme Interlan, qui offre un service d'interconnexion de réseaux locaux managés.

Autres produits Entreprises

Le chiffre d'affaires des "Autres produits Entreprises" enregistre au premier semestre 2004 une progression globale de 5,3% en données pro forma. La croissance du chiffre d'affaires des «Ventes et location d'équipements » (commutateurs d'entreprise et équipements de visioconférence pour l'essentiel) et celle des commissions de distribution liées aux ventes réalisées pour le compte d'autres entités du groupe France Télécom, sont partiellement compensées par le repli des activités audiovisuelles en France.

● **Chiffre d'affaires des Réseaux et Opérateurs**

Les services des «Réseaux et Opérateurs » regroupent (i) les activités d'interconnexion en France avec les autres opérateurs nationaux, (ii) les prestations fournies en France aux opérateurs internationaux (terminaisons d'appel du trafic international entrant et services de transit), (iii) les «Autres services réseaux et opérateurs », avec, en France, la vente en gros d'accès ADSL aux FAI tiers, les services de données aux opérateurs et les prestations liées au dégroupage des lignes téléphoniques ; s'y ajoutent les réseaux dorsaux hors de France, les services par satellite, la pose et l'entretien de câbles sous-marins, les services de gestion et d'ingénierie de réseaux.

Le tableau suivant présente les chiffres d'affaires et les principaux indicateurs d'activité relatifs aux services Réseaux et Opérateurs de France Télécom pour les semestres clos les 30 juin 2004 et 2003, ainsi que leurs variations entre les deux périodes exprimées en pourcentage.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			Variations	
	2004	2003 pro forma (non audité)	2003 historique	04/03 pro forma (non audité)	04/03 historique
Interconnexion nationale	625	620	612	0,8 %	2,1 %
Services aux Opérateurs internationaux	328	273	263	20,1 %	24,9 %
Autres services Réseaux et Opérateurs	960	778	797	23,5 %	20,5 %
Chiffre d'affaires Réseaux et Opérateurs	1 913	1 671	1 672	14,5 %	14,4 %
Trafic "voix" de l'interconnexion nationale (en milliards de minutes)	24,3	nd	21,5	nd	12,9 %
Trafic d'interconnexion Internet (en milliards de minutes)	14,8	nd	17,5	nd	(15,6)%
Trafic international entrant (en milliards de minutes)	1,9	nd	1,9	nd	3,8 %
Nombre d'accès ADSL vendus aux FAI tiers ⁽¹⁾ (en milliers)	1 565,1	nd	693,9	nd	125,5 %
Nombre de lignes téléphoniques dégroupées (en milliers)	730,7	nd	62,7	nd	ns
<i>Dont nombre de lignes en dégroupage total (en milliers)</i>	<i>13,1</i>	<i>nd</i>	<i>2,7</i>	<i>nd</i>	<i>ns</i>

Le chiffre d'affaires "Réseaux et Opérateurs" enregistre au premier semestre 2004 une hausse de 14.5% en données pro forma (+14,4% en données historiques) liée à la forte progression du dégroupage des lignes téléphoniques et de la vente en gros d'accès ADSL. S'y ajoute la hausse des services aux opérateurs internationaux tandis que les revenus de l' « Interconnexion nationale » se stabilise.

Interconnexion nationale

La progression de chiffre d'affaires de l'"Interconnexion nationale" de 0,8% au 30 juin 2004 par rapport au 30 juin 2003 est liée à la forte croissance du trafic vers les numéros spéciaux, correspondant à l'usage, par des clients de France Télécom, de numéros attribués ou collectés par des opérateurs tiers (notamment le numéro court « 3201 », attribué à Prosodie pour consultation de services de météo et conditions de circulation routière), ainsi que la progression de 12,5% (contre 5.9% entre fin décembre 2003 et fin décembre 2002) des terminaisons d'appel (trafic téléphonique en provenance des opérateurs tiers et d'Orange France), partiellement compensée par la baisse des prix de l'interconnexion de -2% sur le trafic de simple transit et -5% sur le trafic double transit.

Services aux opérateurs internationaux

Le chiffre d'affaires des "Services aux opérateurs internationaux" enregistre une progression de 20,1% au 30 juin 2004 par rapport au 30 juin 2003, qu'explique pour l'essentiel la très forte augmentation des revenus des services de transit liée à la mise en place d'une politique commerciale offensive depuis juin 2003. Les services de transit voix sont également en progression depuis le début de l'année avec certaines filiales des segments « Autres international » et « Orange ».

Parallèlement, les revenus du téléphone arrivée, qui représentent 41% du chiffre d'affaires des "Services aux opérateurs internationaux" au 30 juin 2004, enregistrent une diminution de -5,4%. L'impact de la baisse de -8,2% du prix moyen des redevances relatives aux appels entrants facturés par France Télécom aux opérateurs internationaux est partiellement compensée par l'effet de l'augmentation de 4,9% du volume du trafic international entrant.

Autres services Réseaux et Opérateurs

La hausse de 23,5% du chiffre d'affaires des «Autres services Réseaux et Opérateurs » est générée pour l'essentiel par le développement rapide de la vente en gros des accès ADSL aux FAI tiers. A cet égard, le nombre d'accès ADSL vendus aux FAI tiers a été multiplié par 2,3 entre les deux périodes, s'établissant à 1,56 million au 30 juin 2004 contre 0,693 million d'accès au 30 juin 2003. S'y ajoute la progression des services de données aux opérateurs générée par le développement des liens à Très Haut Débit sur fibre optique et des accès Turbo DSL. L'effet de ces progressions rapides est partiellement compensé par la baisse (i) du chiffre d'affaires des liaisons louées classiques, (ii) des contrats de services aux opérateurs de satellites du fait du désengagement progressif de France Télécom de ses activités spatiales, (iii) et des prestations de pose et d'entretien de câbles sous-marins, sur un secteur fortement concurrentiel.

● **Autres revenus**

Les « Autres revenus » du segment « Fixe, Distribution, Réseaux, Grands Comptes et Opérateurs » regroupent les produits issus (i) de la valorisation des activités de Recherche & Développement (revenus des licences et des logiciels) et (ii) des prestations de conseil et d'ingénierie des systèmes d'information destinés aux opérateurs de télécommunication. S'y ajoutent les revenus des prestations facturées aux filiales des autres segments d'activité, notamment (i) les prestations informatiques, dans le cadre de la mutualisation des systèmes d'information du Groupe, et (ii) la location de locaux.

Le tableau suivant présente les chiffres d'affaires des « Autres revenus » du segment « Fixe, Distribution, Réseaux, Grands Comptes et Opérateurs » pour les semestres clos les 30 juin 2004 et 2003, ainsi que leurs variations entre les deux périodes exprimées en pourcentage.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			Variations	
	2004	2003 pro forma (non audité)	2003 historique	04/03 pro forma (non audité)	04/03 historique
Chiffre d'affaires Autres revenus	222	176	176	26,0 %	25,9 %

La progression pro forma de 26,0% des "Autres revenus" au 30 juin 2004 est liée au développement des prestations informatiques aux filiales des autres segments d'activité et, dans une moindre mesure, aux revenus de la location de locaux à ces filiales. Cette progression est partiellement compensée par le repli sensible des activités de conseil et d'ingénierie des systèmes d'information destinés aux opérateurs de télécommunication. Parallèlement, les produits de la Recherche & Développement se maintiennent à un niveau comparable à celui du semestre précédent et contribuent pour environ 22% aux "Autres revenus" des six premiers mois de l'exercice 2004.

3.3.3 Résultat d'exploitation avant amortissements, résultat d'exploitation et investissements corporels et incorporels du segment Fixe, Distribution, Réseaux, Grands Comptes et Opérateurs

● **Résultat d'exploitation avant amortissements**

Les charges opérationnelles avant amortissement du segment « Fixe, Distribution, Réseaux, Grands Comptes et Opérateurs » s'élèvent à -6 904 millions d'euros au premier semestre 2004, contre -7 229 millions d'euros au premier semestre 2003 (**données historiques**), soit une diminution de -4.5%.

Cette baisse est de -3.8% en **données pro forma**, soit une économie de 273 millions d'euros. Cette diminution s'explique principalement par une baisse de -4,0% des consommations externes, représentant une économie de 106 millions d'euros (en données pro forma). Parmi les économies réalisées, on observe les éléments suivants ;

- le montant des achats et reversements aux opérateurs diminue principalement du fait de la baisse du coût moyen des terminaisons d'appels mobiles ;
- les consommations externes, hors achats et reversements aux opérateurs, diminuent principalement grâce aux effets TOP, notamment grâce au chantier TOP Sourcing portant sur la renégociation des contrats et dont les effets s'observent sur les postes de dépenses générales tels que les achats de marchandises ;

- la diminution des charges de personnel liée principalement à la baisse des effectifs du segment « Fixe, Distribution, Réseaux, Grands Comptes et Opérateurs ».

En données historiques, le résultat d'exploitation avant amortissements du segment « Fixe, Distribution, Réseaux, Grands Comptes et Opérateurs » progresse de 5,6%. En données pro forma, le résultat d'exploitation avant amortissements du segment « Fixe, Distribution, Réseaux, Grands Comptes et Opérateurs » enregistre, entre les premiers semestres 2003 et 2004, une croissance de 4,4%, qu'expliquent principalement les effets de la mise place des chantiers TOP. Les économies réalisées permettent largement de compenser la baisse du chiffre d'affaires. Ainsi, rapporté au chiffre d'affaires, le résultat d'exploitation avant amortissements progresse pour passer de 36,1% à fin juin 2004 à 34,2% à fin juin 2003 (en **données pro forma**).

● **Résultat d'exploitation**

En **données historiques**, le résultat d'exploitation enregistre une croissance de 17,1%. Cette forte croissance reflète la progression de la rentabilité opérationnelle du segment ainsi que l'effet de l'absence de dotations aux amortissements des écarts actuariels du plan de congés de fin de carrière liée au changement de méthode comptable opéré début 2004. En données pro forma, le résultat d'exploitation du segment « Fixe, Distribution, Réseaux, Grands Comptes et Opérateurs » enregistre une croissance de 10,8%.

● **Investissements corporels et incorporels**

Les investissements corporels et incorporels du segment « Fixe, Distribution, Réseaux, Grands Comptes et Opérateurs » enregistrent, entre les premiers semestres 2003 et 2004, une augmentation de 3,3% en données historiques et de 3,4% en données pro forma. Au global, les investissements, au premier semestre 2004 par rapport au premier semestre 2003, sont en hausse de 21 millions d'euros, en données pro forma. Cette hausse concerne principalement les investissements liés au dégroupage, les équipements informatiques et les investissements incorporels.

Cette hausse, limitée, reflète les effets conjoints de la politique volontariste de rationalisation de l'investissement impulsée par les chantiers TOP et de la mise en œuvre du Programme TOP Sourcing d'optimisation des contrats.

Sur le premier semestre 2004, les investissements réseaux, représentant 66% des investissements corporels et incorporels du segment « Fixe, Distribution, Réseaux, Grands Comptes et Opérateurs », enregistrent une hausse de 4 millions d'euros, soit 0,9% par rapport au premier semestre 2003 en données pro forma.

Cependant, les investissements relatifs à l'Internet et le haut débit marquent une diminution entre les premiers semestres 2004 et 2003. Ils représentent 27% des investissements de réseaux à fin juin 2004 contre 39% à fin juin 2003 (en données pro forma). Cette évolution est due à la baisse des prix unitaires des équipements ADSL, sur la période 2001-2004, ainsi qu'à la progression du taux de pénétration permettant de tirer partie d'une meilleure occupation des équipements haut-débit. La forte croissance du parc clients ADSL a été de plus de 1,8 million au 30 juin 2004 par rapport au premier semestre 2003 (parc fin juin 2004 : près de 4 millions d'accès ADSL).

Les investissements des autres équipements de réseaux (Boucle locale, Ressources communes des réseaux, Réseau téléphonique commuté, Autres réseaux, Réseaux câblés, Divers) présentent une hausse de 52 millions d'euros, soit 19%, entre les premiers semestres 2003 et 2004 (en données pro forma). Cette augmentation résulte, en grande partie, de l'accélération de l'activité sur le dégroupage (Boucle locale, environnement technique), et concerne, notamment, des équipements de « renouvellement » liés au déploiement des réseaux large bande.

Par ailleurs, d'autres postes d'investissement sont en progression au 30 juin 2004 par rapport au 30 juin 2003 (en données pro forma) :

- l'informatique ; en hausse de 15 millions d'euros, soit 10,5%, du fait de la centralisation (mise en œuvre de l'infogérance) d'une partie de la gestion et des achats informatiques du Groupe ;
- l'immobilier ; en hausse de 5 millions d'euros, soit 27,0%. Cette évolution est liée au démarrage du projet de relocalisation et de densification des agences.



3.4 SEGMENT EQUANT

Le segment « Equant » constitué après la fusion d'Equant et de Global One réalisée le 1^{er} juillet 2001, a donné naissance au leader sur le marché des solutions de communication globales destinées aux multinationales. Equant combine son expertise de services réseaux – avec une présence dans 220 pays et territoires, et une assistance locale dans plus de 165 pays – à une offre étendue de services à valeur ajoutée permettant de fournir des solutions intégrées et personnalisées.

Au 30 juin 2004, France Télécom détient 54,13% d'Equant.

Equant regroupe ses activités sous les domaines suivants :

- les « services de réseaux » regroupant notamment les ventes directes et les ventes indirectes via Radianz, Deutsche Telekom, Sprint et les autres canaux de distribution ;
- les « services d'intégration » regroupant (i) les services liés à la fourniture et au déploiement des équipements, (ii) les services de messagerie, d'hébergement et de sécurité, (iii) et les autres services d'intégration ;
- les « autres activités de services », principalement la fourniture de services voix et de prestations de services à France Télécom Transpac ;
- le contrat SITA, contrat d'exclusivité avec SITA (structure chargée de la coordination des besoins des compagnies aériennes et des aéroports) qui prévoyait une clause de revenu minimum garanti jusqu'au 30 juin 2003.

3.4.1 Les données opérationnelles du segment Equant

Le tableau suivant présente les principales données opérationnelles du segment « Equant » au 30 juin 2004.

en millions d'€	Semestre clos le 30 juin			Variations	
	2004	2003 pro forma (non audité)	2003 historique	04/03 pro forma (non audité)	04/03 historique
Chiffre d'affaires	1 168	1 206	1 341	(3,2)%	(12,9)%
REAA	48	121	144	(60,4)%	(66,7)%
<i>REAA / Chiffre d'affaires</i>	<i>4,1%</i>	<i>10,1%</i>	<i>10,8%</i>		
Résultat d'exploitation	(143)	(84)	(85)	(69,9)%	(69,2)%
<i>RE / Chiffre d'affaires</i>	<i>(12,3)%</i>	<i>(7,0)%</i>	<i>(6,3)%</i>		
CAPEX	90	123	137	(26,8)%	(34,2)%
<i>Capex / Chiffre d'affaires</i>	<i>7,7%</i>	<i>10,2%</i>	<i>10,2%</i>		
REAA - CAPEX	(42)	(1)	8	ns	ns
Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein)	9 480	9 915	9 915	(4,4)%	(4,4)%

Le tableau suivant présente les données pro forma du segment « Equant » avec les variations de change dollar US / euro.

(en millions d'euros)	Variations ⁽¹⁾ pro forma (non audité)					
	Chiffre d'affaires	REAA	Résultat d'exploitation	CAPEX	REAA - CAPEX	Nombre moyen d'employés
Données historiques						
au 30 juin 2003	1 341	144	(85)	137	8	9 915
Variations de change ⁽²⁾	(135)	(23)	1	(14)	(9)	0
Données pro forma						
au 30 juin 2003	1 206	121	(84)	123	(1)	9 915

1. Données sociales.

2. Impact des variations de change entre le taux du dollar US au 30 juin 2003 et le taux au 30 juin 2004.

3.4.2 Chiffre d'affaires du segment Equant

En **données historiques**, le segment « Equant » enregistre une diminution de son chiffre d'affaires de -12,9% entre le 30 juin 2003 et le 30 juin 2004 en raison de la forte variation de la parité euro / dollar US.

En **données pro forma**, le chiffre d'affaires du segment « Equant » entre fin juin 2003 et fin juin 2004 enregistre une baisse de -3,2%, compte tenu notamment de l'augmentation de la pression concurrentielle sur les prix et de la migration des clients vers des solutions de type IP-VPN plus attractives.

Compte tenu des variations de change, les commentaires suivants sont établis sur la base des données en US dollar telles que reportées par Equant :

- le chiffre d'affaires du segment « Equant », hors revenus du contrat avec « SITA », progresse de 2,5% en **données pro forma** ;
- la baisse des revenus des services de réseaux est partiellement compensée par la croissance des revenus issus des services d'intégration et des autres activités de service. La progression des revenus en provenance des services de messagerie, d'hébergement, de sécurité et des autres services d'intégration, reflète la volonté d'Equant de se renforcer dans les services à valeur ajoutée pour les grandes entreprises ;
- le chiffre d'affaires des activités d'outsourcing a plus que doublé au premier semestre 2004 par rapport au premier semestre 2003 ;
- l'évolution du chiffre d'affaires lié au contrat SITA est affecté par l'impact de la fin du revenu minimum garanti venu à échéance au 30 juin 2003.

● **Chiffre d'affaires des services de réseaux**

La ligne d'activité « services de réseaux » est constituée des revenus provenant des contrats réseaux signés avec des clients directs et indirects pour la transmission de données et intègre également des prestations de conseil réseaux attachés à ces contrats.

Au 30 juin 2004, le chiffre d'affaires des services de réseaux est en baisse de -5,7% par rapport au premier semestre 2003, à 765 millions de dollars US. Ces revenus ont enregistré une croissance en Europe, qui n'a que partiellement compensé la baisse du chiffre d'affaires sur le marché Nord américain marqué par une pression concurrentielle croissante sur les prix.

Les revenus issus des ventes directes (y compris avec France Télécom Transpac) sont quasiment stables par rapport au 30 juin 2003 et s'élèvent à 655 millions de dollars US, tandis que les revenus issus des canaux de distribution indirects ont diminué de -24,1% à 110 millions de dollars US, sur la même période. La baisse du chiffre d'affaires est due, pour l'essentiel, à la diminution des revenus provenant de Sprint, Deutsche Telecom et Radianz entre les premiers semestres 2003 et 2004, pour un montant de 47 millions de dollars US.

Equant a procédé à l'extension de son réseaux IP-VPN suite à l'intégration d'accès satellite et d'accès en technologie DSL, lui permettant ainsi élargir sa base de clients. Entre le premier semestre 2003 et le premier semestre 2004, la progression du nombre de connections DSL a plus que doublé. Au 30 juin 2004, Equant opère dans 16 pays démontrant sa capacité à croître dans le domaine le plus dynamique du marché.

● **Chiffre d'affaires des services d'intégration**

La ligne d'activité services d'intégration chez Equant regroupe à la fois les services d'intégration, les services de mise à disposition de messagerie, hébergement, sécurité et la distribution de matériel d'équipements de réseaux, les services d'intégration couvrant d'une part les activités de conseil en engineering de réseau et d'autre part les prestations de service d'installation et de maintenance d'équipements réseaux.

Au premier semestre 2004, le chiffre d'affaires des services d'intégration s'élève à 267 millions de dollars US, et est en hausse de 21,9% par rapport au premier semestre 2003. Cette croissance est due, principalement, à la progression de 50,0% des revenus liés à la fourniture et au déploiement d'équipements en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. Le chiffre d'affaires des services de messagerie, d'hébergement et de sécurité est en hausse de 10,8% par rapport à fin juin 2003. La progression du chiffre d'affaires des autres services d'intégration de 10,9% reflète l'augmentation des contrats d'outsourcing.

● **Chiffre d'affaires des autres activités**

Le chiffre d'affaires des autres activités s'établit à 135 millions de dollars US au premier semestre 2004 et est en augmentation de 25,0% par rapport au premier semestre 2003. La progression reflète l'augmentation du chiffre d'affaires des services de la voix complétée par la hausse des redevances en provenance de France Télécom Transpac pour l'utilisation de son réseau.

Dans le but d'augmenter sa base de clients IP-VPN, Equant va poursuivre le développement à l'international de services « voix sur IP » destinés aux entreprises, leur offrant ainsi un réseau intégré et un moyen d'accès commun.

- **Chiffre d'affaires du contrat SITA**

Le chiffre d'affaires du contrat SITA s'élève à 266 millions de dollars US et est en recul de -22,0% par rapport au chiffre d'affaires du premier semestre 2003. Le chiffre d'affaires avec SITA est principalement affecté par l'impact de la fin du revenu minimum garanti et la migration vers des solutions Internet plus attractives.

3.4.2.1 **Résultat d'exploitation avant amortissements, résultat d'exploitation et investissements corporels et incorporels du segment Equant**

Les variations entre les données historiques au 30 juin 2003 et les données pro forma au 30 juin 2003 sont uniquement constituées des variations de change liées aux fluctuations du dollar US par rapport à l'euro.

- **Résultat d'exploitation avant amortissements**

En données historiques, le résultat d'exploitation avant amortissements a diminué de -66,7% pour atteindre 48 millions d'euros au 30 juin 2004, contre 144 millions d'euros au 30 juin 2003. En données pro forma, il passe de 121 millions d'euros à 48 millions d'euros. Cette situation provient de la baisse du chiffre d'affaires qui n'est que partiellement compensée par les effets favorables du programme pluriannuel de réduction des charges opérationnelles mis en place chez Equant.

Ainsi, en pourcentage du chiffre d'affaires, le résultat d'exploitation avant amortissements passe de 10,8% au 30 juin 2003 à 4,1% au 30 juin 2004. Cette évolution reflète la diminution des revenus, l'évolution de la composition du chiffre d'affaires, et l'impact de la fin du revenu minimum garanti.

- **Résultat d'exploitation**

En données historiques, le résultat d'exploitation enregistre une diminution, passant de -85 millions d'euros au 30 juin 2003 à -143 millions d'euros un an plus tard, soit un recul de -69,2%. En données pro forma, le résultat d'exploitation baisse de -69,9% passant de -84 millions d'euros à -143 millions d'euros. Cette diminution reflète la baisse du résultat d'exploitation avant amortissements partiellement compensée par la réduction des dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles.

- **Investissements corporels et incorporels**

Les dépenses d'investissements corporels et incorporels sont en forte baisse: -34,2% en **données historiques**, passant de 137 millions d'euros au 30 juin 2003 à 90 millions d'euros au 30 juin 2004.

En **données pro forma**, cette diminution est réduite à -26,8%. Les principaux postes des investissements corporels et incorporels au 30 juin 2004 sont :

- « autres réseaux » pour un montant de 45 millions d'euros en diminution de -15,2%,
- « licences informatiques » pour 15 millions d'euros en baisse de -29,2%,
- « Indefeasible right of use » pour un montant de 5 millions d'euros ; en diminution de -78,9%.



3.5 **SEGMENT TP GROUP**

TP Group est consolidé globalement depuis avril 2002. Ce segment rassemble TP S.A. l'opérateur historique polonais et ses filiales, dont principalement PTK Centertel pour les activités mobiles.

Au 30 juin 2004, le consortium formé par France Télécom et Kulczyk Holding détient 47,5% de TP S.A. dont 33,93% pour France Télécom.

3.5.1 Les données opérationnelles du segment TP Group

Le tableau suivant présente les principales données opérationnelles du segment « TP Group » au 30 juin 2004.

en millions d'€	Semestre clos le 30 juin			Variations	
	2004	2003 pro forma (non audité)	2003 historique	04/03 pro forma (non audité)	04/03 historique
Chiffre d'affaires	1 944	1 914	2 123	1,6%	(8,4)%
REAA	870	863	956	0,8%	(9,0)%
REAA / Chiffre d'affaires	44,7%	45,1%	45,1%		
Résultat d'exploitation	428	412	455	3,9%	(6,0)%
RE / Chiffre d'affaires	22,0%	21,5%	21,4%		
CAPEX	259	315	349	(17,6)%	(25,7)%
Capex / Chiffre d'affaires	13,3%	16,4%	16,4%		
REAA - CAPEX	611	549	608	11,3%	0,5%
Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein)	37 682	44 377	44 480	(15,1)%	(15,3)%

Le tableau suivant présente pour le premier semestre 2003, les principaux retraitements pro forma du segment « TP Group ». Les variations de périmètre concernent la sortie de Wirtualna Polska au 1^{er} avril 2004 :

en millions d'€	Variations ⁽¹⁾ pro forma			(non audité)		
	Chiffre d'affaires	REAA	Résultat d'exploitation	CAPEX	REAA - CAPEX	Nombre moyen d'employés
Données historiques au 30 juin 2003	2 123	956	455	349	608	44 480
Variations de périmètre :						
Sortie de Wirtualna Polska	(1)	1	1	0	1	(103)
Variations de change ⁽²⁾	(208)	(94)	(45)	(34)	(60)	0
Données pro forma au 30 juin 2003	1 914	863	412	315	549	44 377

1. Données sociales.

2. Impact des variations de change entre le taux du zloty au 30 juin 2003 et le taux au 30 juin 2004.

3.5.2 Chiffre d'affaires du segment TP Group

Le tableau suivant présente pour les semestres clos les 30 juin 2003 et 2004, la répartition du chiffre d'affaires de TP Group par activités.

en millions d'€	Semestre clos le 30 juin			Variations	
	2004	2003 pro forma (non audité)	2003 historique	04/03 pro forma (non audité)	04/03 historique
Services fixes	1 446	1 534	1 701	(5,7)%	(15,0)%
Services mobiles	564	437	484	29,0%	16,5%
Internet et autres revenus	24	21	25	15,8%	(3,9)%
Eliminations et divers	(90)	(78)	(87)	(14,8)%	(2,9)%
Chiffre d'affaires TP Group	1 944	1 914	2 123	1,6%	(8,4)%
Nombre total de clients (en milliers)	18 930	17 638	17 638	7,3%	7,3%
dont clients de la téléphonie fixe	11 371	10 948	10 948	3,9%	3,9%
dont clients de la téléphonie mobiles	6 090	5 083	5 083	19,8%	19,8%
dont clients Internet haut-débit (ADSL+SDI)	340	145	145	134,1%	134,1%

En **données pro forma**, le chiffre d'affaires de TP Group connaît une croissance de 1,6% entre le 30 juin 2003 et le 30 juin 2004 pour atteindre 1 446 millions d'euros au 30 juin 2004. Cette progression est liée à la hausse de 29,0% des revenus des activités mobiles compensée par la diminution de -5,7% du chiffre d'affaires des services fixes. Les revenus des « Autres activités » restent quasiment stables par rapport au premier semestre 2003.

Les variations de change entre le zloty et l'euro évoluent défavorablement entre le premier semestre 2004 et le premier semestre 2003 (en moyenne : 1 euro = 4,73 zloty pour les six premiers mois d'activité en 2004 contre 1 euro = 4,27 zloty pour les six premiers mois en 2003).

Ainsi, en raison de la forte dépréciation du zloty polonais, le chiffre d'affaires du segment "TP Group" enregistre une baisse de -8,4%, en **données historiques**.

● **Chiffre d'affaires des services fixes**

Le chiffre d'affaires des services fixes est en recul en raison notamment d'une baisse sur les produits de communications et d'interconnexion, qui n'est que partiellement compensée par les services en croissance comme les transmissions de données, l'Internet haut-débit et les services basés sur le réseau intelligent.

Les communications sont impactées par la libéralisation des appels à l'international (janvier 2003) et Fixe à mobiles (octobre 2003) accompagnées de fortes baisses des prix des communications téléphoniques des appels à l'international (depuis le 1^{er} mai 2004) et des appels Fixe à mobiles (en février et en juin 2003).

Enfin, le trafic téléphonique à partir des lignes fixes subit logiquement la concurrence des mobiles particulièrement visible sur le local. Les résultats sur l'interconnexion enregistrent l'effet négatif des baisses de tarif décidées par le régulateur et la libéralisation des communications internationales. Le lancement, en novembre 2003, des nouvelles offres « fixes », combinant un abonnement à prix plus élevé et des communications gratuites, ont impacté significativement la répartition du chiffre d'affaires des services fixes faisant ainsi croître la part des revenus issus de l'abonnement. Le succès croissant de cette offre permettra de à TP Group de défendre sa part de marché dans le trafic «voix».

L'activité de publiphonie est également en recul du fait de la substitution par les mobiles. Ces évolutions sont en partie compensées par :

- la hausse de l'abonnement ;
- la forte croissance de l'Internet, et notamment du haut-débit, du fait de la progression du nombre de clients ADSL (270 000 clients ADSL au 30 juin 2004 contre 36 000 au 30 juin 2003). Les revenus de l'Internet haut-débit sont à un niveau, à fin juin 2004, quatre fois plus élevé qu'au premier semestre 2003 ;
- les succès très encourageants des transmissions de données malgré le contexte économique difficile.

Le chiffre d'affaires des activités liées aux « Données » (incluant le haut-débit, le bas-débit, la transmission de données et les liaisons louées) enregistre une croissance de 21,0% au cours du premier semestre 2004, faisant ainsi augmenter la part des revenus de ces activités dans le chiffre d'affaire total du segment de 7,7% au premier semestre 2003 à 9,9% au premier semestre 2004.

Globalement, le segment « TP Group » bénéficie de la progression de la base clients dont la croissance s'élève à 7,3% au premier semestre 2004 par rapport au semestre précédent.

● **Chiffre d'affaires des services mobiles**

En **données historiques**, la croissance du chiffre d'affaires des services mobiles est de 16,5% pour atteindre 564 millions d'euros au 30 juin 2004. Cette hausse est générée par la progression rapide du nombre de ses abonnés : au 30 juin 2004, le nombre de clients s'établit à 6,09 millions contre 5,08 millions au 30 juin 2003, soit une augmentation de 19,8% en un an.

Parallèlement, PTK Centertel améliore de façon significative le mixte de ses clients : au 30 juin 2004, les forfaits représentent 47,7% de la base d'abonnés contre 39,9% un an plus tôt.

La part de marché globale des services mobiles s'établit à 31,2% au 30 juin 2004 contre 32,6% au 30 juin 2003.

● **Chiffre d'affaires des autres revenus**

La quasi-stabilité du chiffre d'affaires pour ce sous-groupe de filiales, en dehors de l'activité Internet et annuaires, s'explique par la rationalisation des opérations et le recentrage des activités. Elle s'accompagne d'une très nette amélioration de la rentabilité. Au premier semestre 2004, les revenus en provenance des "autres services" s'élèvent à 24 millions d'euros au 30 juin 2004 et enregistrent une croissance de 15,8% en données pro forma.

3.5.3 Résultat d'exploitation avant amortissements, résultat d'exploitation, et investissements corporels et incorporels hors licences du segment TP Group

● **Résultat d'exploitation avant amortissements**

Le résultat d'exploitation avant amortissements du segment « TP Group » enregistre une diminution en passant de 956 millions d'euros en données historiques au 30 juin 2003 à 870 millions d'euros au 30 juin 2004, soit une baisse de -9,0%.

En données pro forma, le résultat d'exploitation avant amortissements croît de 0,8% (870 millions d'euros au 30 juin 2004, contre 863 millions d'euros au 30 juin 2003).

Ainsi, en pourcentage du chiffre d'affaires, le résultat d'exploitation avant amortissements est passé de 45,1% au 30 juin 2003 à 44,7% au 30 juin 2004. Cette légère diminution du ratio est liée principalement au recul des services fixes.

Cette évolution s'explique par l'effet cumulé :

- de la croissance du chiffre d'affaires tirée par le dynamisme des mobiles et des économies très significatives sur les coûts des produits vendus (terminaux et accessoires), partiellement compensée par la hausse des coûts d'acquisition des nouveaux clients liée à la progression de la base d'abonnés. A cet égard, le taux de marge du résultat d'exploitation avant amortissements rapporté au chiffre d'affaires des services mobiles gagne 2,0 points, pour atteindre 32,8% au 30 juin 2004.
- d'une diminution des revenus plus forte que les économies réalisées suite à la mise en place du programme de réduction des charges opérationnelles ; notamment en ce qui concerne les coûts des transports et les achats de matériels, ainsi que les achats et reversements aux opérateurs, et surtout les charges de personnel. Le nombre d'employés a fortement diminué suite au plan de restructuration pour TP S.A. dont les effectifs actifs ont diminué de -16% entre fin juin 2003 et fin juin 2004, se traduisant par une baisse des charges de personnel de près de -12%. Par ailleurs, la taux de marge du REAA sur chiffre d'affaires est en diminution passant de 45,1% au 30 juin 2003 à 44,7% au 30 juin 2004, en données historiques.

● **Résultat d'exploitation**

En données historiques, le résultat d'exploitation enregistre une diminution de -6,0%, pour atteindre 428 millions d'euros au 30 juin 2004 contre 455 millions d'euros au 30 juin 2003.

En données pro forma, le résultat d'exploitation affiche une croissance de 3,9%. Il enregistre les fruits de la progression du résultat d'exploitation avant amortissements conjuguée à la diminution de -2,0% des dotations aux amortissements des immobilisations (principalement sur le domaine des services fixes).

● **Investissements corporels et incorporels hors licences UMTS et GSM**

En données historiques, les dépenses d'investissements corporels et incorporels hors licences GSM et UMTS reculent de -25,7% entre le premier semestre 2003 et le premier semestre 2004, pour atteindre 259 millions d'euros au 30 juin 2004 contre 349 millions d'euros au 30 juin 2003.

Les investissements corporels et incorporels sont en diminution de -17,6% entre les premiers semestres 2003 et 2004, en données pro forma et représentent 13,3% du chiffre d'affaires au 30 juin 2004.

Cette évolution pour TP Group recouvre une réduction des investissements dans l'activité mobile faisant suite aux efforts très importants réalisés pour le développement du réseau au cours de la période 2002-2003. Dans la téléphonie fixe, les dépenses globales sont également en baisse, et ceci de manière très significative pour les réseaux classiques et l'immobilier. Cette diminution est partiellement compensée par les dépenses engagées dans le cadre d'un programme ambitieux de modernisation des outils de gestion de la relation clients (mise en place du « CRM » : Customer Relationship Management) et de la facturation.

Sur les autres filiales, entre le 30 juin 2003 et le 30 juin 2004, les dépenses d'investissements sont nettement en dessous du niveau de celles du premier semestre 2003, du fait de la mise en place de programmes d'optimisation des investissements corporels et incorporels.



3.6 SEGMENT AUTRES INTERNATIONAL

Le segment « Autres International » regroupe les autres filiales dans le reste du monde, dont les activités sont principalement les activités de téléphonie fixe hors de France, ainsi que certaines activités mobiles du groupe France Télécom non apportées à Orange (Voxtel en Moldavie et FTM Liban).

3.6.1 Les données opérationnelles du segment Autres International

Le tableau suivant présente les principales données opérationnelles du segment « Autres International » au 30 juin 2004 et 2003 historique et pro forma.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			Variations	
	2004	2003 pro forma (non audité)	2003 historique	04/03 pro forma (non audité)	04/03 historique
Chiffre d'affaires	676	629	854	7,5 %	(20,9)%
REAA	214	191	292	12,1 %	(26,7)%
<i>REAA / Chiffre d'affaires</i>	<i>31,7 %</i>	<i>30,4 %</i>	<i>34,2 %</i>		
Résultat d'exploitation	111	81	133	36,7 %	(17,0)%
<i>RE / Chiffre d'affaires</i>	<i>16,4 %</i>	<i>12,9 %</i>	<i>15,6 %</i>		
CAPEX	81	82	97	(1,6)%	(17,0)%
<i>Capex / Chiffre d'affaires</i>	<i>11,9 %</i>	<i>13,1 %</i>	<i>11,4 %</i>		
Licences UMTS / GSM	0	0	0		
REAA - CAPEX	134	109	195	22,5 %	(31,4)%
Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein)	7 807	8 678	12 109	(10,0)%	(35,5)%

Le tableau suivant présente pour le premier semestre 2003, les principaux retraitements pro forma du segment « Autre International ». Les variations de périmètre concernent :

- la cession de Casema au 28 janvier 2003, prenant effet le 1^{er} janvier 2003 dans les données pro forma ;
- la cession de l'activité de publiphonie en Egypte (Menatel) le 25 septembre 2003, prenant effet le 1^{er} janvier 2003 dans les données pro forma ;
- la cession de la participation indirecte dans le capital de CTE Salvador le 22 octobre 2003, impactant les données pro forma le 1^{er} janvier 2003.

(en millions d'euros)	Variations ⁽¹⁾ pro forma (non audité)					
	Chiffre d'affaires	REAA	Résultat d'exploitation	CAPEX	REAA - CAPEX	Nombre moyen d'employés
Données historiques au 30 juin 2003	854	292	133	97	195	12 109
Sorties de périmètre :						
Casema	(20)	(7)	1	(2)	(5)	(117)
Menatel	(27)	(6)	(3)	(2)	(4)	(396)
Salvador	(165)	(82)	(47)	(9)	(72)	(2 891)
Autres variations	0	2	2	0	2	(28)
Variations de change ⁽²⁾	(12)	(7)	(5)	(2)	(5)	0
Données pro forma au 30 juin 2003	629	191	81	82	109	8 678

1. Données sociales.

2. Impact des variations de change entre le taux au 30 juin 2003 et le taux au 30 juin 2004.

Les impacts de change sur les données pro forma sont les suivants :

(en millions d'euros)	Variations de change pro forma (non audité)					
	Chiffre d'affaires	REAA	Résultat d'exploitation	CAPEX	REAA - CAPEX	
Devises						
Dollar US	USD	(2)	(3)	(3)	(1)	(2)
Autres devises		(10)	(4)	(2)	(1)	(3)
Variations de change		(12)	(7)	(5)	(2)	(5)

3.6.2 Chiffre d'affaires du segment Autres International

En **données historiques**, le chiffre d'affaires du segment « Autres International » connaît une baisse de -20,8% pour atteindre 676 millions d'euros, en raison d'importantes variations de périmètre parmi lesquelles :

- la cession de Casema intervenue le 28 janvier 2003,
- la cession de l'activité de publiphonie en Egypte (Menatel) au 27 septembre 2003, prenant effet le 1^{er} janvier 2003 dans les données pro forma,
- la cession de la participation indirecte dans le capital de CTE Salvador le 22 octobre 2003.

En **données pro forma**, le chiffre d'affaires du segment « Autres International » progresse de 7,5% entre le 30 juin 2003 et 2004. Cette croissance s'explique essentiellement par l'évolution positive des services mobiles à l'international, avec notamment la forte progression au 30 juin 2004 du chiffre d'affaires d'Ikatel au Mali, dont les activités ont démarré début 2003, et de Sonatel au Sénégal. Parallèlement, les revenus d'Uni2 en Espagne (233 millions d'euros au premier semestre 2004) enregistrent une baisse de -4,2% liée au repli de la vente en gros de trafic téléphonique, que compense partiellement les ventes directes aux clients.

3.6.3 Résultat d'exploitation avant amortissements, résultat d'exploitation et investissements corporels et incorporels du segment Autres International

● ***Résultat d'exploitation avant amortissements***

Par rapport au 30 juin 2003 (données historiques), le résultat d'exploitation avant amortissements du segment « Autres International » enregistre une baisse substantielle de -26,6% pour passer de 292 millions d'euros à 214 millions d'euros au 30 juin 2004. Cette diminution s'explique par les variations de périmètre et de change citées précédemment. En données pro forma, il croît de 12,2% entre le 30 juin 2003 et le 30 juin 2004. Cette progression traduit la croissance de la rentabilité des activités des filiales dans le domaine du mobile telles que Ikatel au Mali et Sonatel au Sénégal. En pourcentage du chiffre d'affaires, le résultat d'exploitation avant amortissements est en amélioration à fin juin 2004 à 31,7%, par rapport au premier semestre 2003 (30,4%).

● ***Résultat d'exploitation***

En données pro forma, le résultat d'exploitation passe de 81 millions d'euros au 30 juin 2003, à 111 millions d'euros un an plus tard, en raison de la croissance à deux chiffres du résultat d'exploitation avant amortissements cumulée avec la relative stabilité des dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles. Le segment enregistre les croissances des filiales africaines telles que Ikatel, Sonatel et CI Telecom.

● ***Investissements corporels et incorporels hors licences UMTS et GSM***

Les investissements corporels et incorporels diminuent de -17,0% entre le 30 juin 2003 et le 30 juin 2004 (en données historiques), du fait notamment de l'impact des cessions de CTE Salvador, Casema et Menatel. En données pro forma, ils sont stables : la progression des investissements d'Uni2 en Espagne liée au développement du dégroupage de la boucle locale pour le compte de Wanadoo Espagne est compensée par la diminution des investissements d'Ikatel qui avait fortement investi en 2003 en raison du démarrage de son activité.

4 DU RESULTAT D'EXPLOITATION AU RESULTAT NET PART DU GROUPE

Le tableau suivant présente le passage du résultat d'exploitation au résultat net part du groupe de France Télécom au 30 juin 2004 et au 30 juin 2003.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin	
	2004	2003 historique
Résultat d'exploitation	5 273	4 645
Charges financières nettes hors TDIRA	(1 609)	(2 052)
Charges d'intérêt des TDIRA	(153)	(140)
Ecart de change net	(87)	(83)
Effet de l'actualisation du plan de congés de fin de carrière	(74)	(100)
Résultat courant des sociétés intégrées	3 350	2 270
Autres produits et charges non opérationnels, nets	233	(370)
Impôt sur les sociétés	(769)	3 231
Participation des salariés	(104)	(75)
Résultat net des sociétés intégrées	2 710	5 056
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	5	(111)
Amortissement des écarts d'acquisition	(894)	(850)
Amortissement exceptionnel des écarts d'acquisition	(519)	(1 041)
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 302	3 054
Intérêts minoritaires	(194)	(532)
Résultat net part du Groupe	1 108	2 522

4.1 CHARGES FINANCIERES NETTES ET ECART DE CHANGE NET

Les charges financières nettes hors TDIRA s'élèvent à -1 609 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2004 contre -2 052 millions d'euros un an auparavant. Soit un gain de 443 millions d'euros constaté sur les charges financières qui s'explique par la conjonction de plusieurs éléments :

- l'endettement moyen du 1^{er} semestre 2004 est en baisse de 11,4 milliards d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2003, soit une diminution des charges financières d'environ -385 millions d'euros ;
- une partie des émissions obligataires (environ 14 milliards d'euros d'encours au 30 juin 2004) possède des step up. L'amélioration de la notation de France Télécom en mai 2003, puis en février et mars 2004, a entraîné une diminution des coupons obligataires, (i) à compter de septembre 2003 pour les emprunts obligataires en livres sterling et en dollar US, et (ii) à partir de février et mars 2004 pour les autres emprunts (coupons annuels).

Cette diminution des coupons entraîne une diminution des charges financières estimée à 24 millions d'euros au 1^{er} semestre 2004 (64 millions d'euros pour l'ensemble de l'année 2004).

Le coût moyen pondéré annuel de l'endettement financier net de France Télécom diminue à 6,77% au 30 juin 2004 contre 7% au 30 juin 2003 et 7,05% au 31 décembre 2003.

Par ailleurs, les charges d'intérêt relatives aux titres à durée indéterminée remboursables en actions France Télécom (TDIRA), émis dans le cadre du règlement du dossier MobilCom, ont représenté -153 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2004 contre -140 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2003. En août 2003, en échange du paiement d'une soulte de 438 millions d'euros, le taux d'intérêt des TDIRA a été ramené de 7% à 5,75% sur 7 ans.

L'écart de change net du 1^{er} semestre 2004 représente une perte comptable de -87 millions d'euros contre une perte comptable de -83 millions d'euros pour la même période de l'année 2003. Cette perte provient essentiellement d'une position ouverte emprunteuse en livre sterling et en dollar US, dans une moindre mesure, de la dépréciation du peso dominicain contre le dollar US. Ces pertes ont été compensées en partie par les gains de change de TP Group.

La politique de France Télécom n'est pas d'utiliser les instruments financiers dérivés à des fins spéculatives. Comme la plupart des instruments financiers dérivés sont destinés à couvrir les décaissements liés à l'activité, les risques liés à ces instruments financiers sont compensés par les risques engendrés par les éléments couverts.

4.2 RESULTAT COURANT DES SOCIETES INTEGREES

Après effet de l'actualisation du plan de congé de fin de carrière qui s'élève à -74 millions d'euros au 30 juin 2004, contre -100 millions d'euros un an auparavant, le résultat courant des sociétés intégrées s'élève à 3 350 millions d'euros au 30 juin 2004, contre 2 270 millions d'euros au 30 juin 2003.

4.3 AUTRES PRODUITS ET CHARGES NON OPERATIONNELS

Au 30 juin 2004, les autres produits et charges non opérationnels représentent un montant global de 233 millions d'euros, contre -370 millions d'euros au 30 juin 2004. Ce poste comprend les plus ou moins-values de cession, les résultats de dilution, les dotations et reprises de provisions, les frais de cession de créances et les dividendes.

4.3.1 Plus et moins-values de cession

- Au **30 juin 2004**, le montant des plus ou moins-values est de 65 millions d'euros au 30 juin 2004 (contre 92 millions d'euros au 30 juin 2003). Les principales cessions intervenues sur le 1^{er} semestre 2004 concernent :
 - la cession de la dernière tranche des titres non consolidés de Pramindo Ikat dégageant une plus-value de 50 millions d'euros ;
 - la cession par France Télécom le 15 juin 2004 de sa participation non consolidée de 27% dans Suez -Lyonnaise Télécom (Noos) à Suez pour le prix d'un euro. Le montant de cette participation avait été ramenée à une valeur nulle dans les comptes de France Télécom au 31 décembre 2003.
- Parmi les principales opérations de cessions intervenues au **30 juin 2003**, figuraient :
 - la deuxième tranche de l'opération de cession de biens immobiliers, dont la vente a été réalisée chez France Télécom S.A. pour un montant de 419 millions d'euros, dégageant une plus-value de 31 millions d'euros ;
 - la cession par France Télécom de sa participation de 5,5% dans l'opérateur de télécommunications américain Sprint PCS, le 20 juin 2003, pour un montant de 330 millions de dollars (286 millions d'euros). La plus-value avant impôt dégelée sur cette opération, nette des effets de change, s'est élevée à 19 millions d'euros ;
 - la cession de la société Casema le 28 janvier 2003, pour un montant net de trésorerie de 498 millions d'euros, dégageant une plus-value de 16 millions d'euros ;
 - la cession des titres Eutelsat le 28 avril 2003, pour un montant net de trésorerie de 373 millions d'euros, dégageant une plus-value de 14 millions d'euros ;
 - la cession de Wanadoo Belgique le 6 février 2003, dégageant une plus-value de 6 millions d'euros.

4.3.2 Dotations et reprises de provisions

- Hors plus-values, les autres produits et charges non opérationnels enregistrent notamment des dotations et des reprises de provisions. Ce poste concerne au **30 juin 2004**, les éléments suivants :
 - une provision de -49 millions d'euros concernant l'offre de bons d'achats aux actionnaires historiques de Wanadoo ayant conservé leurs titres de manière ininterrompue dans le cadre de l'Offre Publique Mixte. Cette opération a fait l'objet d'une annonce fin avril 2004 ;
 - des reprises de provisions concernant MobilCom pour 121 millions d'euros, Uni2 pour 95 millions d'euros, un reliquat de provision de 62 millions d'euros suite au règlement des Certificats de Valeur Garantie (CVG) d'Equant, et les titres Telinvest pour 61 millions d'euros.
- Au **30 juin 2003**, les principales dotations et reprises de provisions concernaient :
 - un complément de provision sur le put Kulczyck, lié au rachat d'actions TP S.A., s'élevant à -256 millions d'euros au 30 juin 2003 (-299 millions d'euros au 31 décembre 2003), et s'expliquant principalement par la dégradation du zloty vis à vis de

l'euro. Cette provision, qui s'élevait à –571 millions d'euros en 2002, a été portée à –827 millions d'euros au 30 juin 2003 (–870 millions d'euros au 31 décembre 2003) ;

- dans le cadre de la revue de la juste valeur des titres mis en équivalence de BITCO / TA Orange Company Ltd, une dépréciation de la valeur d'équivalence pour –40 millions d'euros (–73 millions d'euros au 31 décembre 2003) a été enregistrée en charges non opérationnelles, en complément de l'amortissement exceptionnel des écarts d'acquisition ;
- en sens inverse, les reprises de provisions concernent essentiellement une reprise de provision sur titres Wind pour ajustement de la valeur des titres au prix de cession (cession intervenue le 1^{er} juillet 2003), d'un montant de 270 millions d'euros.

4.3.3 Coûts de restructuration

- Au **30 juin 2004**, les provisions et coûts de restructuration, d'un montant global de –39 millions d'euros, concernent notamment :
 - les coûts de restructuration et d'intégration d'Equant pour –12 millions d'euros,
 - les coûts de restructuration de TP Group pour –11 millions d'euros,
 - Orange et ses filiales pour un montant de –5 millions d'euros, principalement lié au retrait d'Orange de la Suède.
- Au **30 juin 2003**, les coûts de restructuration concernaient :
 - Orange et ses filiales pour –109 millions d'euros ;
 - les coûts de restructuration et d'intégration d'Equant pour –96 millions d'euros ;
 - Wanadoo et ses filiales pour un montant de –8 millions d'euros.

4.3.4 Autres

- Enfin, les autres produits et charges non opérationnels enregistrent notamment, au **30 juin 2004** :
 - un mali sur le rachat d'obligations pour –27 millions d'euros,
 - des frais d'opérations sur titres pour –14 millions d'euros.
- Au **30 juin 2003**, les autres produits et charges non opérationnels enregistraient :
 - un mali sur le rachat d'obligations, par France Télécom S.A. pour –74 millions d'euros (–106 millions au 31 décembre 2003), suite à l'opération de restructuration de la dette, et par Orange pour –23 millions d'euros (–35 millions d'euros au 31 décembre 2003) ;
 - des frais sur opération de titrisation de créances commerciales pour –48 millions d'euros (–104 millions d'euros au 31 décembre 2003).

4.4 IMPOT SUR LES SOCIETES

La décomposition de l'impôt selon les périmètres d'intégration fiscale et pour les autres filiales s'analyse de la façon suivante :

(en millions d'euros)	Période close le		
	30 juin 2004	30 juin 2003 historique	31 décembre 2003 historique
- Impôts courants	0	0	0
- Impôts différés	401	1 100	1 100
Groupe fiscal France Télécom S.A.	401	1 100	1 100
- Impôts courants	0	0	0
- Impôts différés	(479)	2 192	1 861
Groupe fiscal Orange S.A.	(479)	2 192	1 861
- Impôts courants	0	(1)	(18)
- Impôts différés	(304)	318	231
Groupe fiscal Wanadoo S.A. ⁽¹⁾	(304)	317	213
- Impôts courants	0	-	-
- Impôts différés	(382)	-	-
Groupe d'intégration fiscale France Télécom S.A. complet	(382)	-	-
- Impôts courants	(114)	0	0
- Impôts différés	(20)	(170)	(293)
Groupe Orange UK	(134)	(170)	(293)
- Impôts courants	(55)	(113)	(137)
- Impôts différés	13	41	(7)
TP Group	(42)	(72)	(144)
- Impôts courants	(61)	(8)	(8)
- Impôts différés	2	(14)	(14)
Autres filiales en France	(59)	(22)	(22)
- Impôts courants	(201)	(87)	(187)
- Impôts différés	49	(27)	63
Autres filiales hors de France	(152)	(114)	(124)
Total impôts	(769)	3 231	2 591
Dont :			
- Impôts courants	(431)	(209)	(350)
- Impôts différés	(338)	3 440	2 941

1. Sortie de Pages Jaunes dès janvier 2004 du périmètre d'intégration fiscale compte tenu de l'introduction en bourse de Pages Jaunes (voir note 14 de l'annexe aux comptes consolidés).

Au 30 juin 2004, le périmètre de l'intégration fiscale France Télécom S.A. comprend :

- les entités Orange en France qui, antérieurement à l'Offre Publique d'Echange, constituaient l'ex-périmètre d'intégration fiscale Orange S.A. En effet, ces entités détenues désormais à plus de 95% par France Télécom S.A. ont rejoint le périmètre d'intégration fiscale conformément à leur droit d'option ;
- les entités de l'ex-périmètre d'intégration fiscale Wanadoo S.A. (hors Pages Jaunes et ses filiales françaises) dans la mesure où la date d'effet de la fusion entre France Télécom S.A. et Wanadoo S.A. soumise à leur assemblée générale sera rétroactive au 1^{er} janvier 2004. Les impôts différés actifs afférents aux déficits reportables de Wanadoo S.A. antérieurs à la date d'effet de la fusion et dont l'entité fusionnée ne pourra bénéficier ont fait l'objet d'une provision au 30 juin 2004 pour un montant de -309 millions.

La charge d'impôts différés du groupe d'intégration fiscale France Télécom S.A. se compose notamment de :

- la consommation de reports déficitaires sur Orange France pour -514 millions d'euros,
- la provision des reports déficitaires de Wanadoo S.A. et Wanadoo France pour -309 millions d'euros,
- des reprises de provisions pour dépréciation et actualisation pour 765 millions d'euros et des flux du semestre pour -324 millions d'euros.

Le taux d'actualisation retenu pour calculer la provision pour l'actualisation des impôts différés actifs est de 4,5% (contre 5,5% précédemment). L'impact de ce changement de taux au 30 juin 2004 est de 261 millions d'euros pour France Télécom S.A.

Les contrôles fiscaux dont France Télécom et ses principales filiales françaises qui portaient sur les exercices 1998 et 1999 sont achevés et les redressements portent pour l'essentiel sur des décalages de bases taxables. Les sociétés concernées ont fait part de leurs observations. Au titre du régime d'intégration fiscale, France Télécom a déposé une réclamation contentieuse auprès de l'administration fiscale, en date du 15 juillet 2004, relative aux redressements contestés à hauteur de -97 millions d'euros et a procédé aux paiements à cette même date des redressements acceptés à hauteur de -217 millions d'euros.

4.5 PARTICIPATION DES SALARIES

En application de la loi du 26 juillet 1996 et de la réglementation française du travail, France Télécom est assujettie, depuis le 1^{er} janvier 1997, au régime de la participation des salariés aux fruits de l'expansion. L'accord de participation, signé avec les partenaires sociaux, s'applique aux filiales françaises dont le capital est détenu directement ou indirectement à plus de 50%.

La charge calculée au 30 juin 2004, selon les modalités de l'accord en vigueur, s'élève à -104 millions d'euros, contre -75 millions d'euros au 30 juin 2003.

4.6 RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES

Le résultat net des sociétés intégrées s'élève à 2 710 millions d'euros au 30 juin 2004, contre un montant de 5 056 millions d'euros au 30 juin 2003.

4.7 RESULTAT DES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE

Au 30 juin 2004, le résultat des sociétés mises en équivalence représente un gain de 5 millions d'euros comparée à une perte de -111 millions d'euros un an auparavant.

Cette amélioration de 116 millions d'euros s'explique principalement par :

- l'impact de la cession de Wind le 1^{er} juillet 2003, auparavant mis en équivalence. Une perte de -70 millions d'euros avait été constatée sur le 1^{er} semestre 2003 ;
- la quote-part de résultat nulle enregistrée sur BITCO / TA Orange au 30 juin 2004, contre une perte de -36 millions d'euros au 30 juin 2003. Suite au gel de la valeur des titres sur le 1^{er} semestre 2004, une reprise de provision a été faite à hauteur des pertes enregistrées par BITCO / TA Orange au 30 juin 2004 ;
- l'amélioration de la quote-part de résultat de Radianz (filiale d'Equant), qui passe de -14 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2003 à 8 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2004.

En sens inverse, le résultat des sociétés mises en équivalence est affecté par la cession d'Eutelsat réalisée le 28 avril 2003, pour laquelle un bénéfice de 24 millions d'euros avait été enregistré sur le 1^{er} semestre 2003.

4.8 AMORTISSEMENT DES ECARTS D'ACQUISITION

4.8.1 Amortissement des écarts d'acquisition

La réalisation d'investissements financiers importants dans le cadre du développement international du Groupe, notamment en 2000, a généré un volume d'écarts d'acquisition important. Le montant de la dotation aux amortissements des écarts d'acquisition (hors amortissements exceptionnels) s'établit, au 30 juin 2004, à -894 millions d'euros, contre -850 millions d'euros au 30 juin 2003. L'amortissement, essentiellement sur une durée de 20 ans, de ces écarts d'acquisition concerne principalement pour le 1^{er} semestre 2004 :

- Orange pour un montant de -665 millions d'euros, dont Orange PCS pour -529 millions d'euros, Orange S.A. pour -83 millions d'euros et OCH pour -38 millions d'euros ;
- Wanadoo pour un montant de -118 millions d'euros, dont Wanadoo España (ex-Eresmas) pour -38 millions d'euros, Wanadoo UK (ex-Freeserve) pour -32 millions d'euros ;
- TP Group pour -73 millions d'euros ;
- Equant pour -15 millions d'euros.

L'augmentation constatée entre le 1^{er} semestre 2003 et le 1^{er} semestre 2004 s'explique majoritairement par l'amortissement des écarts d'acquisition liés au rachat des intérêts minoritaires, d'une part d'Orange, dans le cadre de l'Offre Publique d'Echange d'octobre 2003 et de l'Offre Publique de Retrait suivie d'un retrait obligatoire finalisée en avril 2004, et d'autre part, de Wanadoo, suite à l'Offre Publique Mixte finalisée en avril 2004.

Cette augmentation des amortissements des écarts d'acquisition est toutefois compensée en partie par les dépréciations exceptionnelles d'écarts d'acquisition réalisées au 30 juin 2003, principalement sur Wanadoo UK (ex -Freeserve), BITCO / TA Orange, QDQ Media et Mauritius Telecom.

4.8.2 Amortissement exceptionnel des écarts d'acquisition

Au **30 juin 2004**, une dépréciation complète par voie d'amortissement exceptionnel de l'écart d'acquisition d'Equant a été constatée pour un montant de -519 millions d'euros ramenant la valeur comptable d'Equant (part du Groupe) au taux de clôture à 561 millions d'euros au 30 juin 2004. En effet, la diminution du chiffre d'affaires réalisé ainsi que les aléas liés à la persistance d'un environnement économique et concurrentiel difficile, tel que mis en évidence sur le 1^{er} semestre 2004, ont conduit à revoir les perspectives de la société.

Au **30 juin 2003**, les dépréciations exceptionnelles enregistrées, soit un montant global de -1 041 millions d'euros, concernaient principalement Wanadoo UK (ex -Freeserve) pour -447 millions d'euros, QDQ Media pour -149 millions d'euros (-245 millions d'euros au 31 décembre 2003) et Mauritius Telecom pour -143 millions d'euros en quote-part Groupe.

4.9 RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE

Le résultat net de l'ensemble consolidé s'élève à 1 302 millions d'euros au 30 juin 2004, contre un montant de 3 054 millions d'euros au 30 juin 2003.

4.10 RESULTAT NET PART DU GROUPE

Compte tenu des intérêts minoritaires qui s'élèvent à -194 millions d'euros au 30 juin 2004, contre -532 millions d'euros un an auparavant, le résultat net consolidé part du Groupe est de 1 108 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2004, contre un montant de 2 522 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2003.

5 ENDETTEMENT FINANCIER, RESSOURCES DE FINANCEMENT ET SITUATION DE TRESORERIE

5.1 ENDETTEMENT FINANCIER ET RESSOURCES DE FINANCEMENT

Au 30 juin 2004, France Télécom affiche un endettement financier brut de 51,3 milliards d'euros, dont 46,9 milliards d'euros de dette à long et moyen terme et 4,4 milliards d'euros de dette à court terme. Les disponibilités, quasi-disponibilités et valeurs mobilières de placement s'élèvent à 3,3 milliards d'euros au 30 juin 2004, soit un endettement financier net de la trésorerie disponible de 47 959 millions d'euros, contre 44 167 d'euros au 31 décembre 2003 et 49 329 millions d'euros au 30 juin 2003.

Le désendettement financier net s'élève ainsi à 1,4 milliard d'euros par rapport au 30 juin 2003. A périmètre constant (hors impact de la consolidation de Tele Invest et Tele Invest II et des véhicules des programmes de cessions de créances commerciales – voir notes 1 et 8 de l'annexe aux comptes consolidés), le désendettement financier net atteint 5 milliards d'euros.

Par rapport au 31 décembre 2003, l'endettement financier net est en hausse de 3,8 milliards d'euros au 30 juin 2004, sous l'effet principalement :

- de l'impact de la consolidation de Tele Invest et Tele Invest II et des véhicules des programmes de cessions de créances commerciales pour 3,6 milliards d'euros au 30 juin 2004, en raison d'une évolution réglementaire (voir notes 1 et 8 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- du cash-flow disponible ¹ généré sur le 1^{er} semestre 2004 pour 1,1 milliard d'euros. Hors acquisitions des intérêts minoritaires de Wanadoo et d'Orange pour un montant total de 2,3 milliards d'euros (voir paragraphe 2.6.3 « Investissements financiers »), ce montant s'élève à 3,4 milliards d'euros au 30 juin 2004 ;
- de la distribution sur le 1^{er} semestre 2004 de 0,7 milliard d'euros pour l'ensemble du Groupe ;
- de l'impact défavorable des variations de change sur la dette pour 0,3 milliard d'euros, et de la prise en compte des intérêts sur TDIRA et Tele Invest I et II pour 0,2 milliard d'euros.

Le ratio d'endettement financier net sur capitaux propres s'élève à 3,13 au 30 juin 2004.

5.1.1 Echéancier de l'endettement financier net

Le tableau ci-après donne une répartition, hors intérêts courus et après prise en compte des effets des swaps de devises, de l'endettement financier brut et net, par catégories et par échéances annuelles contractuelles :

¹ Cash-flow disponible hors cessions : Flux net de trésorerie généré par l'activité, net du flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement, hors produits de cession de titres de participation. Le placement en SICAV de trésorerie des liquidités issues de l'augmentation de capital est considéré d'un point de vue comptable comme un flux de trésorerie affecté aux opérations d'investissement. Pour le calcul du cash-flow disponible hors cessions, ces SICAV de trésorerie sont néanmoins considérées comme des liquidités et incluses dans le calcul (voir paragraphe 5.2 « Situation de trésorerie »).

(en millions d'euros)	Echéances								
	30 juin 2005	30 juin 2006	30 juin 2007	30 juin 2008	30 juin 2009	30 juin 2010 et au delà	30 juin 2004	31 déc 2003 historique	30 juin 2003 historique
Emprunts obligataires	4 084	7 906	3 045	5 345	927	18 497	39 804	44 485	50 942
Opérations de crédit-bail	27	24	61	19	21	183	335	355	406
Autres emprunts à long terme ⁽¹⁾	385	2 756	2 653	347	272	349	6 762	2 981	4 888
Total Dettes financières à long et moyen terme	4 496	10 686	5 759	5 711	1 220	19 029	46 901	47 821	56 236
Emprunts bancaires	64						64	197	1 352
Intérêts courus sur TDIRA	406						406	253	140
Billets de trésorerie	1 686						1 686	2	7
Banques créditrices	655						655	973	1 005
Autres emprunts à court terme	1 574						1 574	145	157
Total Autres dettes financières à court terme	4 385	0	0	0	0	0	4 385	1 570	2 661
Endettement financier brut	8 881	10 686	5 759	5 711	1 220	19 029	51 286	49 391	58 897
Valeurs mobilières de placement ⁽²⁾	376						376	1 874	2 808
Disponibilités et quasi-disponibilités	2 951						2 951	3 350	6 760
Total Disponibilités, quasi- disponibilités et valeurs mobilières de placement	3 327	0	0	0	0	0	3 327	5 224	9 568
Endettement financier net	5 554	10 686	5 759	5 711	1 220	19 029	47 959	44 167	49 329

- Dont essentiellement les emprunts bancaires à long et moyen terme à l'origine et la part à long terme des comptes courants d'associés minoritaires dans les filiales.
- Dont, SICAV de trésorerie et FCP, 1 839 millions d'euros au 31 décembre 2003 et 362 millions d'euros au 30 juin 2004, soit une variation de -1 477 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2004.

France Télécom a négocié des accords de garantie-espèces (*cash collateral*) pouvant entraîner un règlement mensuel avec certaines contreparties bancaires, correspondant à la variation de la valeur de marché (*mark to market*) de l'ensemble des opérations hors bilan réalisées avec ces contreparties. France Télécom a émis notamment en 2001 des emprunts en devises (USD, CHF, JPY, GBP) qu'elle a généralement couverts en euro et dont la contre-valeur euro au bilan est présentée au cours de couverture. La hausse de l'euro entraîne une forte détérioration de la valeur de marché des couvertures de change hors bilan et corrélativement une augmentation des montants payés au titre du *cash collateral*. Les montants payés s'élèvent à 924 millions d'euros au 30 juin 2004 (910 millions d'euros à fin décembre 2003) et sont présentés au bilan en « Autres actifs à long terme ».

Le tableau suivant présente l'échéancier de l'endettement financier net au 30 juin 2004 :

(en millions d'euros)	Dettes long terme FT SA ⁽¹⁾	Dettes long terme filiales ⁽²⁾	Dettes court terme FT SA	Dettes court terme filiales ⁽³⁾	Total Endettement financier brut	Placements FT SA	Placements filiales	Total Endettement financier net
2004	381	629	2 424	1 961	5 395	(1 375)	(1 953)	2 067
2005	10 048	375			10 423			10 423
2006	4 114	2 895			7 009			7 009
2007	3 122	626			3 748			3 748
2008	4 539	827			5 366			5 366
2009 et au-delà	18 817	529			19 346			19 346
Total Endettement financier brut / net	41 021	5 881	2 424	1 961	51 286	(1 375)	(1 953)	47 959

- Y compris emprunts convertibles, échangeables ou remboursables et crédit-bail.
- Dont 2 208 millions d'euros au titre de la consolidation de Tele Invest et Tele Invest II.
- Dont 1 388 millions d'euros au titre de la consolidation des véhicules des programmes de cession de créances commerciales de France Télécom et Orange (voir notes 1 et 8 de l'annexe aux comptes consolidés).

La maturité moyenne de l'endettement financier net est en légère diminution à environ 6 ans au 30 juin 2004 contre 6,24 ans un an auparavant mais reste stable depuis le 31 décembre 2003 en raison notamment des émissions obligataires de janvier 2004 (2,476 milliards d'euros à l'émission d'une maturité moyenne de 12,46 ans).

France Télécom a diminué la part de sa dette à taux fixe, après swap, de 99% au 30 juin 2003 à 91% au 31 décembre 2003 et 74% au 30 juin 2004. Cette variation s'explique par le fait que les tombées d'emprunts sont à taux fixe alors que les nouvelles émissions sont très majoritairement à taux variable : 1 milliard d'euros émis en janvier 2004, émissions de billets de trésorerie (encours de 1,686 milliards d'euros au 30 juin 2004) et émissions d'EMTN à taux variable pour 2,4 milliards d'euros au 1^{er} semestre 2004.

5.1.2 Emprunts obligataires et autres émissions d'emprunts

Le tableau ci-dessous présente une ventilation des emprunts obligataires par émetteur :

(en millions d'euros)	Période close le		
	30 juin 2004	31 décembre 2003 historique	30 juin 2003 historique
France Télécom S.A. - Emprunts obligataires convertibles, échangeables ou remboursables en actions	3 285	6 838	8 110
France Télécom S.A. - Autres dettes obligataires	34 351	35 072	39 403
Groupe Orange	32	512	1 057
TP Group	2 094	2 021	2 329
Autres émetteurs	42	42	42
Total Autres emprunts obligataires	36 519	37 647	42 831
Total Emprunts obligataires	39 804	44 485	50 942

● **France Télécom S.A.**

Au cours du 1^{er} semestre 2004, France Télécom a procédé aux émissions d'emprunts obligataires suivantes :

- emprunt obligataire de 1 milliard d'euros à échéance 2007 à taux variable (Euribor 3 mois + 0,250%),
- emprunt obligataire de 750 millions d'euros à échéance 2012 à taux fixe (4,625%),
- emprunt obligataire de 500 millions de livres sterling (soit 726 millions d'euros à l'émission) à échéance 2034 à taux fixe (5,625%).

Par ailleurs, la société a procédé principalement au remboursement des trois emprunts obligataires suivants :

- le 9 mars 2004, France Télécom S.A. a remboursé par anticipation la totalité des obligations à option d'échange en actions STM au pair et en numéraire, soit un montant global de 1 523 millions d'euros,
- le 14 mars 2004, France Télécom S.A. a remboursé un emprunt obligataire de 3 500 millions d'euros de nominal dont le solde s'élevait à 3 450 millions d'euros au 31 décembre 2003,
- le 1^{er} avril 2004, France Télécom S.A. a terminé de rembourser l'emprunt convertible en actions France Télécom pour 2 030 millions d'euros, le remboursement ayant été effectué au pair.

Enfin, des émissions EMTN d'échéances 2005, 2006 et 2009, ont été effectuées au cours du 1^{er} semestre 2004 pour un montant total de 2,4 milliards d'euros présenté en « Emprunts bancaires ».

● **Orange**

Le 30 avril 2004, Orange plc a exercé son option de remboursement anticipé portant sur ses emprunts obligataires venant à échéance en 2009. Le remboursement a eu lieu le 1^{er} juin 2004 et a été réalisé sur la base du prix prévu contractuellement, soit 157 millions de livres sterling et 275 millions de dollars US respectivement pour chaque tranche concernée, soit environ 460 millions d'euros au total. Le 8 avril 2004, Orange plc s'est engagé à acquérir environ 75% des obligations résiduelles venant à échéance en 2006 et le remboursement a eu lieu le 14 avril 2004 pour un prix de 38 millions de dollars US, soit environ 32 millions d'euros. Le 24 juin 2004, le solde des emprunts obligataires d'Orange plc venant à échéance en 2006, soit 7 millions de dollars US, a fait l'objet d'une opération de *defeasance* (le montant du remboursement s'est élevé à 8 millions de dollars US, soit environ 7 millions d'euros).

5.1.3 Lignes de crédit

● **France Télécom S.A.**

Toutes les lignes de crédit syndiquées et bilatérales de France Télécom S.A. existantes au 31 décembre 2003 ou contractées au cours du 1^{er} trimestre 2004 ont été annulées au cours du premier semestre.

Le 22 juin 2004, une nouvelle ligne de crédit syndiquée de 10 milliards d'euros a été signée par France Télécom S.A. Cette ligne se décompose en deux tranches, l'une de 2,5 milliards d'euros à échéance 2005 renouvelable un an, l'autre de 7,5 milliards d'euros à échéance 2009. Cette nouvelle ligne de crédit syndiquée n'est soumise à engagement spécifique en matière de respect de ratio financier.

Les conditions financières seront liées à l'évolution de la notation de France Télécom par les agences Standard & Poor's, Moody's et Fitch. Les conditions initiales sont les suivantes :

	Montant (en euros)	Echéance	Commission de non-utilisation	Marge
Tranche n° 1	2,5 milliards	364 jours renouvelable	8 points de base	27,5 points de base
Tranche n° 2	7,5 milliards	5 ans	11,5 points de base	35 points de base

Aucun tirage n'a été effectué sur cette ligne de crédit au cours du 1^{er} semestre 2004.

● **Orange**

Le 4 février 2004, une ligne de crédit d'un montant total de 1 428 millions d'euros au 31 décembre 2003 (utilisée pour 367 millions d'euros à cette date) a été annulée et le montant utilisé correspondant a fait l'objet d'un remboursement anticipé. Toutes les sûretés réelles portant sur des actifs détenus par Orange au Royaume Uni et les *covenants* associés ont fait l'objet d'une main levée à cette date (voir note 12 de l'annexe aux comptes consolidés).

5.1.4 Notation

A la date d'établissement des comptes, la notation de France Télécom S.A. est la suivante :

	Standard & Poor's	Moody's	Fitch IBCA
Sur la dette à long terme	BBB+	Baa2	A-
Perspective	Positive	Positive	Stable
Sur la dette à court terme	A2	P2	F2

Le 18 février 2004, Standard & Poor's a rehaussé la note long terme de France Télécom de BBB à BBB+. Le 3 mars 2004, Moody's a rehaussé la note long terme de France Télécom de Baa3 à Baa2 et la note court terme de P-3 à P-2. Par ailleurs, le 14 juin 2004, Fitch a rehaussé la note long terme de France Télécom de BBB+ à perspective positive à A - à perspective stable.

Une partie de la dette (14 milliards d'euros d'encours au 30 juin 2004) possède des clauses de *step up*.

L'amélioration de la notation de France Télécom par Standard & Poor's le 18 février 2004 se traduit par une diminution des coupons de 25 points de base des emprunts obligataires comportant des *step up*, à compter du coupon fixé en février 2004 pour l'emprunt en francs suisses émis en janvier 2001 et des coupons fixés en mars 2004 pour les emprunts en dollar US, en euros et en livre sterling émis en mars 2001. L'impact positif du rehaussement par Standard & Poor's est estimé à 23 millions d'euros avant impôts pour l'ensemble de l'année 2004.

L'amélioration de la notation de France Télécom par Moody's le 3 mars 2004 se traduit par une diminution des coupons de 25 points de base des emprunts obligataires comportant des *step up*, à compter des coupons fixés en mars 2004 pour les emprunts en euros et en livre sterling émis en mars 2001 et du coupon fixé en septembre 2004 pour l'emprunt en dollars US émis en mars 2001. Le décalage entre la date de rehaussement de Moody's et la date de rehaussement de Standard & Poor's explique que l'impact positif avant impôts estimé du rehaussement par Moody's ne soit que de 14 millions d'euros pour 2004.

5.1.5 Gestion des covenants

La plupart des contrats de financement conclus par France Télécom contiennent les clauses habituelles en cas de défaillance ou d'évolution défavorable significative de France Télécom S.A. et de certaines de ses filiales. En vertu de ces clauses, le défaut de paiement important ou l'exigibilité anticipée d'une dette financière peut causer l'exigibilité d'une partie significative, ou même la quasi-totalité, de la dette financière de France Télécom et l'indisponibilité de ses lignes de crédit.

- Suite à l'annulation, au cours du 1^{er} semestre 2004, de toutes les lignes de crédit syndiquées de France Télécom S.A. existantes au 31 décembre, France Télécom S.A. n'a plus de lignes de crédit soumises à des engagements spécifiques en matière de respect de ratios (*covenants*).
- Les programmes de cession de créances commerciales de France Télécom S.A. comprennent plusieurs cas d'amortissement : (i) l'amortissement normal à la date d'arrêt contractuel des programmes au 31 décembre 2004 ou au 31 décembre 2007 (échéances renouvelables), selon les programmes, (ii) un amortissement anticipé, notamment en cas de dégradation de la note à long terme de France Télécom à BB-. En cas d'amortissement anticipé, les conduits de titrisation cessent de participer au financement de

nouvelles créances et les encaissements sur créances antérieurement cédées servent à désintéresser progressivement les porteurs de parts.

Les programmes de titrisation des créances d'Orange nécessitent le respect de certains ratios financiers (ratios d'endettement et couverture de frais financiers sur Orange France et Orange S.A.). Le non-respect de ces ratios entraîne un arrêt des cessions de créances et un désintéressement progressif des porteurs de parts avec les encaissements collectés.

- Dans le cadre de la cession de créances futures sur l'Etat comptabilisée en emprunts bancaires, France Télécom garantit à l'établissement cessionnaire l'existence et le montant des créances cédées et s'engage à l'indemniser à ce titre.
- TP S.A. s'est engagé à respecter certains ratios et objectifs financiers. Le principal ratio à respecter est celui de l'endettement financier net / EBITDA ¹ de TP Group, qui doit être inférieur ou égal à 3. Le calcul du ratio est effectué suivant les normes comptables internationales, en intégrant certains ajustements de calcul contractuels, et par ailleurs le calcul de l'EBITDA ¹ est effectué sur douze mois glissants.
- France Télécom est par ailleurs tenu par des engagements spécifiques en matière de respect de ratios sur les emprunts bancaires de Tele Invest et Tele Invest II, correspondant au financement de l'achat par ces entités d'actions TP S.A. (voir note 12 de l'annexe aux comptes consolidés).

Dans ce cadre, France Télécom s'est engagé à respecter les ratios financiers suivants :

Le ratio EBITDA ¹ / charges financières nettes doit être supérieur ou égal à certains plafonds selon le calendrier suivant :

30 juin 2004	31 décembre 2004	30 juin 2005	31 décembre 2005
3,25	3,25	3,50	4

Le ratio endettement financier net / EBITDA ¹ doit être inférieur ou égal à certains plafonds selon le calendrier suivant :

30 juin 2004	31 décembre 2004	30 juin 2005	31 décembre 2005
4,25	3,75	3,50	3

Le calcul des ratios est effectué à partir des comptes établis suivants les normes comptables françaises en vigueur à la date des contrats et le calcul de l'EBITDA ¹ est fait sur 12 mois glissants, et en données retraitées des acquisitions et cessions intervenues lors des 12 derniers mois.

Au 30 juin 2004, les ratios calculés ont rempli les conditions requises.

5.2 SITUATION DE TRESORERIE

Le tableau suivant présente le tableau des flux de trésorerie consolidé simplifié du groupe France Télécom, pour les 1^{er} semestres 2004 et 2003.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin	
	2004	2003 historique
Flux net de trésorerie généré par l'activité	5 960	4 474
Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement	(3 340)	(4 007)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(3 058)	3 581

Le tableau suivant présente pour les 1^{er} semestres 2004 et 2003 les évolutions du flux net de trésorerie généré par l'activité et du flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement :

¹ EBITDA tel que défini dans les contrats passés avec les établissements financiers.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin	
	2004	2003 historique
Flux net de trésorerie généré par l'activité	5 960	4 474
Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement	(3 340)	(4 007)
Cash-flow disponible	2 620	467
Variation des SICAV de trésorerie ⁽¹⁾	(1 477)	2 744
Cash-flow disponible hors variation des SICAV de trésorerie	1 143	3 211
Produits de cessions de titres de participation	(19)	(1 199)
Cash-flow disponible hors cessions de participations et hors variation des SICAV de trésorerie	1 124	2 012
Acquisition partielle des intérêts minoritaires de Wanadoo (OPM)	1 818	
Acquisition du solde des intérêts minoritaires d'Orange (OPR/RO)	458	
Cash-flow disponible hors cessions de participation, hors variation des SICAV de trésorerie et hors acquisitions des intérêts minoritaires de Wanadoo et d'Orange	3 400	2 012

1. Inclus dans les valeurs mobilières de placement telles que décrites au paragraphe 5.1.1 « Echéancier de l'endettement financier net ».

Hors variation des SICAV de trésorerie et hors produits de cession de titres de participation, le cashflow disponible s'élève sur le 1^{er} semestre 2004 à 1 124 millions d'euros, contre 2 012 millions d'euros un an auparavant. Hors acquisitions des intérêts minoritaires de Wanadoo et d'Orange pour un montant total de 2,3 milliards d'euros (voir paragraphe 2.6.3 « Investissements financiers »), ce montant s'élève à 3,4 milliards d'euros au 30 juin 2004, reflétant la poursuite de l'amélioration de la rentabilité opérationnelle, la maîtrise des dépenses d'investissements grâce au programme TOP, ainsi que la diminution des charges financières.

5.2.1 Flux net de trésorerie généré par l'activité

Le flux net de trésorerie généré par l'activité s'établit à 5 960 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2004, contre 4 474 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2003, soit une progression de plus de 1,5 milliards d'euros. Cette forte progression est la résultante :

- d'une part, de la hausse du résultat d'exploitation avant amortissements de 4,5%, ainsi de l'amélioration du résultat de change réalisé et de la diminution des intérêts financiers versés ;
- et d'autre part, de l'impact négatif provenant de la variation du besoin en fonds de roulement global, celle-ci connaissant une augmentation de 161 millions d'euros au 1^{er} semestre 2004 contre une augmentation de 60 millions d'euros au 1^{er} semestre 2003.

Le montant des encours nets de créances cédées s'élève respectivement à 2 900 millions d'euros au 30 juin 2004 (3 180 millions d'euros au 31 décembre 2003) et les intérêts résiduels nets à 1 515 millions d'euros au 30 juin 2004 (1 722 millions d'euros au 31 décembre 2003).

5.2.2 Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissements

Le flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissements s'établit à -3 340 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2004, contre -4 007 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2003.

● Acquisitions et cessions des immobilisations corporelles et incorporelles

Les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, nets de la variation des fournisseurs d'immobilisations, diminuent de 185 millions d'euros et s'établissent à 2 573 millions d'euros au 1^{er} semestre 2004, contre 2 758 millions d'euros au 1^{er} semestre 2003 (voir analyse de l'évolution des investissements corporels et incorporels au paragraphe 1.2 « Le plan "Ambition FT 2005" » et au paragraphe 2.6.1 « Investissements corporels et incorporels hors licences GSM et UMTS »).

Par ailleurs, aucun produit de cession d'actifs immobiliers n'a été comptabilisé au 1^{er} semestre 2004 alors que 419 millions d'euros ont été enregistrés à ce titre au 1^{er} semestre 2003.

● Acquisitions et cessions de titres de participation et de filiales, et investissements et cessions dans les sociétés mises en équivalence

Les investissements financiers du 1^{er} semestre 2004 s'élèvent à 2 283 millions d'euros, contre 56 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2003, et concernent principalement l'acquisition partielle des intérêts minoritaires de Wanadoo S.A. par France Télécom S.A. pour 1

818 millions d'euros, et l'acquisition du solde des intérêts minoritaires d'Orange S.A. par France Télécom S.A. pour 458 millions d'euros (voir détail au paragraphe **2.6.3 « Investissements financiers »**).

Sur le 1^{er} semestre 2004, le flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement ne comprend que 19 millions d'euros de produits de cession de titres de participation. Par comparaison, le flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement a enregistré, sur le 1^{er} semestre 2003, des produits de cession de titres de participation nets à hauteur de 1 199 millions d'euros. Ces produits portaient principalement sur la cession des titres Casema pour un montant de 498 millions d'euros, des titres Eutelsat pour un montant de 373 millions d'euros et des titres Sprint PCS pour un montant de 286 millions d'euros. Les autres produits de cession de titres de participation représentaient un montant de 42 millions d'euros (essentiellement relatifs à Pramindo Ikat).

● **Variation nette des valeurs mobilières de placement et des autres actifs à long terme**

Sur le 1^{er} semestre 2004, l'ensemble des valeurs mobilières de placement et des autres actifs à long terme ont diminué globalement de 1 455 millions d'euros, contre une augmentation de 2 884 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2003 liée à l'augmentation, à hauteur de 2 744 millions d'euros, des SICAV de trésorerie, consécutive à l'augmentation de capital de 14 852 millions d'euros (produit net des frais d'émission et des commissions bancaires) réalisée au cours du 1^{er} semestre 2003.

5.2.3 Flux net de trésorerie affecté aux opérations de financement

Le flux net de trésorerie affecté aux opérations de financement représente globalement un besoin de -3 058 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2004, contre une ressource de 3 581 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2003.

Les principales opérations de financement du 1^{er} semestre 2004 ont été les émissions obligataires suivantes par France Télécom S.A. le 23 janvier 2004 (voir détail au paragraphe 5.1.2 « Emprunts obligataires ») :

- emprunt obligataire de 1 milliard d'euros à échéance 2007,
- emprunt obligataire de 750 millions d'euros à échéance 2012,
- emprunt obligataire de 500 millions de livres sterling (soit 726 millions d'euros à l'émission) à échéance 2034.

Des émissions EMTN d'échéances 2005, 2006 et 2009, ont également été effectuées au cours du 1^{er} semestre 2004 pour un montant total de 2,4 milliards d'euros.

Les remboursements d'emprunts à long terme et les diminutions des découverts bancaires et des emprunts à court terme se sont élevés à 7 341 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2004.

Par ailleurs, 617 millions d'euros ont été distribués sur le 1^{er} semestre 2004 au titre de France Télécom S.A.

Sur le 1^{er} semestre 2003, le flux net de trésorerie affecté aux opérations de financement comprenait principalement le produit de l'augmentation de capital réalisée au cours du 1^{er} semestre 2003, soit 14 852 millions d'euros (produit net des frais d'émission et des commissions bancaires), ainsi que les remboursements d'emprunts à long terme et les diminutions des découverts bancaires et des emprunts à court terme pour un montant total de 17 274 millions d'euros.

6 OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les obligations contractuelles et les engagements hors bilan sont décrits à la note 12 de l'annexe aux comptes consolidés.

7 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

7.1 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Les événements postérieurs à la clôture intervenus jusqu'au 30 juin 2004 sont décrits à la note 14 de l'annexe aux comptes consolidés.

7.2 MISE EN ŒUVRE DES NORMES IFRS (INTERNATIONAL FINANCIAL REPORTING STANDARDS) DANS LE GROUPE FRANCE TELECOM

En application du règlement n°1606/2002 et conformément à la norme IFRS 1, adoption des normes IFRS en tant que référentiel comptable, les comptes consolidés du groupe France Télécom au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2005 seront établis selon les normes comptables internationales avec un comparatif au titre de l'exercice 2004 établis selon les mêmes normes.

Afin de publier cette information comparative France Télécom doit préparer un bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2004, point de départ pour appliquer les normes IFRS et date à laquelle les impacts du passage seront enregistrés en capitaux propres.

Dans ce contexte, le groupe France Télécom a mis en place un projet de conversion aux normes internationales (IAS / IFRS) en juillet 2003, ayant permis d'identifier et de traiter les principales différences de méthodes comptables à juin 2004, de lancer les travaux de préparation du bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2004. Compte tenu de la nouveauté de certaines normes IFRS, de leur faible mise en pratique et d'un nombre limité d'interprétations, certaines transactions du Groupe sont encore en cours d'analyse. A l'issue de ces travaux, suivront les traitements relatifs aux arrêtés mensuels et en particulier la conversion aux normes IFRS du compte de résultat. Ce projet est mené dans le cadre d'un programme plus large qui vise à enrichir le reporting de gestion et mettre en place un nouvel outil de consolidation et un nouveau référentiel commun à l'ensemble du Groupe. Ce nouvel outil de consolidation intègre au travers de son référentiel (plan de comptes), les évolutions nécessaires à la conformité aux nouvelles normes comptables internationales.

Afin d'assurer l'homogénéité des politiques comptables et de leur mise en œuvre au sein du Groupe, le projet de conversion IFRS est mené par une équipe centrale qui anime l'ensemble du projet pour le Groupe et les sous-groupes.

Les principales instances de suivi en place pour assurer le succès du projet et mesurer son avancement sont à trois niveaux :

- un Comité de Pilotage Programme avec les principaux acteurs du Groupe et des sous-groupes,
- un Comité Technique en charge de la pré-validation des points et options techniques IFRS, réunissant les principaux acteurs du Groupe, des sous-groupes et les Commissaires aux Comptes,
- un Comité Stratégique Programme, commun au projet IFRS, au nouvel outil de consolidation et au nouveau reporting de gestion, réunissant les Directeurs Exécutifs et la Direction Financière.

A ce stade du projet, le Groupe a identifié les principales divergences entre les méthodes d'évaluation et de présentation définies par les normes internationales et les principes et méthodes comptables actuellement suivis par le Groupe, étant entendu que cette information est réalisée au mieux de la connaissance des normes qui seront réellement applicables en 2005. Certaines normes sont parues en version définitive au cours du 1^{er} semestre 2004 et sont en cours d'analyse et leurs effets n'a pas été déterminés. Les principales divergences peuvent se résumer comme suit :

- Présentation des états financiers : les normes internationales peuvent modifier de manière significative la présentation du compte de résultat, notamment en supprimant la notion de produits et charges non opérationnels et en réintégrant les charges liées aux écarts d'acquisition dans le résultat des activités ordinaires. Comme le permet la norme IAS 1, le Groupe a décidé de présenter son compte de résultat par nature et ce afin de mieux répondre aux attentes des investisseurs en alignant son compte de résultat comptable sur sa communication financière ;
- Frais de recherche et développement : une partie des frais de développement engagés par le Groupe devrait être capitalisée conformément aux dispositions de la norme IAS 38. Seuls les frais de développement pour lesquels il existe une documentation appropriée seront capitalisés ce qui devrait limiter le traitement rétrospectif à deux années (2002 et 2003) ;
- Les parts de marché reconnues dans le cadre des acquisitions dans les comptes aux normes françaises correspondent selon la norme IAS 38 à des bases d'abonnés qui sont amortissables. Les bases d'abonnés viendront se substituer en IFRS aux parts de marché pour leur montant net d'amortissement ;

- En matière d'impôts différés, contrairement aux dispositions du Règlement CRC 99-02 sur les comptes consolidés, la norme IAS 12 requière de comptabiliser des impôts différés passifs relatifs à l'ensemble des immobilisations incorporelles reconnues lors de regroupements d'entreprises ; en revanche, elle interdit l'actualisation des impôts différés actifs ;
- L'application de la norme IFRS 2 (paiement en actions) aura pour conséquence la comptabilisation en charges des options de souscription ou d'achat d'actions attribuées par le Groupe à ses employés. Le traitement comptable du contrat de liquidité mis en place dans le cadre de l'acquisition des minoritaires Orange est en cours d'analyse ; le choix pour le Groupe de retraiter l'ensemble des plans ou uniquement ceux mis en place postérieurement au 7 novembre 2002 sera arrêté en fonction de ce traitement comptable ;
- D'autres normes non encore adoptées par l'Union Européenne (instruments financiers) sont susceptibles d'avoir une incidence sur les comptes au titre de l'exercice 2005 et du comparatif 2004 si elles étaient in fine applicables aux sociétés cotées de l'Union Européenne pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2005. Notamment, la norme sur les instruments financiers prévoit la décomposition en une composante dette et une composante capitaux propres des instruments hybrides, tels qu'obligations convertibles ou TDIRA (dont une quote-part substantielle serait assimilée à un instrument de dette) ;
- Enfin, la norme relative à la première adoption des IAS / IFRS prévoit des dispositions spécifiques pour la première adoption des normes en tant que référentiel comptable. A ce stade le Groupe s'oriente notamment vers les options suivantes :
 - le non-retraitement des regroupements d'entreprises avant le 1er janvier 2004 ;
 - les écarts de conversion aujourd'hui inscrits dans les capitaux propres seront mis à zéro ;

La divergence identifiée dans le rapport de gestion du 31 décembre 2003 concernant la norme IAS 27 relative aux comptes consolidés et son interprétation SIC-12 qui conduit à consolider l'ensemble des entités contrôlées, même si le Groupe ne détient aucune participation dans l'entité contrôlée, devrait être sans effet significatif du fait de l'introduction de dispositions similaires introduites dans les règles comptables françaises au 1^{er} janvier 2004 (voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés).

7.3 GLOSSAIRE

ARPU d'Orange : le revenu annuel moyen par client (ARPU) est calculé en divisant le chiffre d'affaires généré sur les douze derniers mois par l'utilisation du réseau (appels sortants, appels entrants, frais d'accès au réseau, revenus du *roaming* des clients d'autres réseaux et revenus provenant des services à valeur ajoutée) par la moyenne pondérée du nombre de clients sur la même période. La moyenne pondérée du nombre de clients est la moyenne des moyennes mensuelles au cours de la période considérée. La moyenne mensuelle est la moyenne arithmétique du nombre de clients en début et en fin de mois. L'ARPU est exprimé en chiffre d'affaires annuel par client. Par ailleurs, Orange France ne reçoit pas, en France métropolitaine, de revenus des autres opérateurs mobiles français pour les appels partant du réseau de ceux-ci et aboutissant sur celui d'Orange France (principe du « *Bill and Keep* »). Il en est différemment dans certains autres pays comme au Royaume-Uni. L'ARPU en France et au Royaume-Uni ne peuvent donc être directement comparés.

ARPU de Wanadoo : le revenu moyen mensuel par client (ARPU) est calculé en divisant les revenus de connectivité (revenus d'abonnement et revenus versés par l'opérateur téléphonique pour les offres sans abonnement) réalisés depuis le début de l'année par le nombre moyen de clients durant la période considérée, et rapporté au mois. Le nombre moyen de clients sur la période est la moyenne mensuelle du nombre de clients pour la période. La moyenne mensuelle du nombre de clients est obtenue en additionnant le nombre de clients en début et en fin de mois, que l'on divise par 2.

AUPU d'Orange : la consommation mensuelle moyenne par client (AUPU) est calculée en divisant la consommation totale en minutes sur les douze derniers mois (appels sortants, appels entrants et *roaming*) par la moyenne pondérée du nombre de clients sur la même période. L'AUPU est exprimé, en minutes, en consommation mensuelle par client.

CAPEX : investissements corporels et incorporels hors licences GSM et UMTS et hors investissements financés par crédit-bail (voir note 3 de l'annexe aux comptes consolidés).

Cash-flow disponible hors cessions : flux net de trésorerie généré par l'activité, net du flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement, hors produits de cession de titres de participation. Le placement en SICAV de trésorerie des liquidités issues de l'augmentation de capital est considéré d'un point de vue comptable comme un flux de trésorerie affecté aux opérations

d'investissement. Pour le calcul du cashflow disponible hors cessions, ces SICAV de trésorerie sont néanmoins considérées comme des liquidités et incluses dans le calcul.

Charges de personnel (voir note 4 de l'annexe aux comptes consolidés) : les charges de personnel comprises dans la détermination du résultat d'exploitation avant amortissements sont nettes des frais de personnel immobilisés et comprennent les impôts et taxes assis sur les salaires.

Chiffre d'affaires réseau d'Orange : le chiffre d'affaires réseau d'Orange représente le chiffre d'affaires (voix, données et SMS) généré par l'utilisation du réseau mobile et incluant à la fois le trafic généré par les propres abonnés d'Orange et celui généré par les autres opérateurs. Il représente le revenu récurrent le plus pertinent de l'activité mobile et est directement corrélé aux indicateurs d'activité.

Coûts d'acquisition Orange : les coûts d'acquisition par client correspondent à la somme des coûts d'acquisition des terminaux vendus, qui sont enregistrés dans les « coûts des services et produits vendus », et des commissions payées aux distributeurs, qui sont enregistrées dans les « frais commerciaux et administratifs », de laquelle sont déduits les revenus reçus de la vente des terminaux, pour chaque nouveau client.

Coûts de fidélisation Orange : les coûts de fidélisation par client correspondent à la somme des coûts d'acquisition des terminaux vendus, qui sont enregistrés dans les « coûts des services et produits vendus », et des commissions payées aux distributeurs, qui sont enregistrées dans les « frais commerciaux et administratifs », de laquelle sont déduits les revenus reçus de la vente de terminaux, pour chaque client renouvelant son contrat avec Orange.

Dépenses commerciales : Consommations externes liées aux achats de terminaux, aux commissions de distribution et aux dépenses de publicité.

Données pro forma : des données pro forma à taux de change constant sont présentées pour la période précédente. Ce pro forma consiste à conserver les résultats de la période écoulée et à retraiter les résultats de la période correspondante de l'année précédente, afin de refléter sur des périodes comparables les effets de périmètre tout en neutralisant l'effet taux de change. L'effet taux de change est neutralisé en appliquant à la période précédente, le taux de change moyen utilisé pour le compte de résultat de la période écoulée.

Données sociales : les données sociales s'entendent avant élimination des opérations inter-segments.

Endettement financier net : Endettement financier brut diminué des disponibilités, quasi-disponibilités et valeurs mobilières de placement.

Frais de personnel : les frais de personnel incorporent la production immobilisée et n'incluent pas les taxes sur les salaires.

Nombre d'employés (effectifs actifs fin de période) : nombre de personnes en activité le dernier jour de la période.

Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein) : moyenne des effectifs en activité sur la période, au prorata de leur temps de travail.

OPEX : charges opérationnelles avant amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et des écarts actuariels du plan de congés de fin de carrière (voir note 4 de l'annexe aux comptes consolidés).

OPEX hors charges de personnel : charges opérationnelles avant amortissements, hors charges de personnel, qui comprend les consommations externes et les autres charges.

REAA : résultat d'exploitation avant amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et des écarts actuariels du plan de congés de fin de carrière, ou, résultat d'exploitation avant amortissements.

REAA – CAPEX : indicateur du résultat d'exploitation avant amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et des écarts actuariels du plan de congés de fin de carrière, ou, résultat d'exploitation avant amortissements diminué des investissements corporels et incorporels hors licences GSM et UMTS et hors investissements financés par crédit-bail.

TDIRA : Titres à Durée Indéterminée Remboursables en Actions.